

Kasaï : la province oubliée de la RDC

Évaluation des questions liées au genre

Octobre–novembre 2017

Iulia Andreea Toma – Conseillère en genre, personnel de soutien humanitaire

OXFAM



Vue du haut d'une colline à Tshikapa. Photo : Iulia Toma

Les rapports de recherche d'Oxfam

Les rapports de recherche d'Oxfam sont rédigés dans le but de partager des résultats de recherches, de contribuer au débat public et d'inciter à commenter les problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Ils ne reflètent pas nécessairement les positions d'Oxfam en matière de politiques. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et non pas nécessairement celles d'Oxfam.

Pour plus d'informations ou pour faire des remarques sur ce rapport, veuillez envoyer un courriel à julia.toma@oxfam.org

© Oxfam International février 2018

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78748-183-1 février 2018.

DOI : 10.21201/2017.1657

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (<http://oxfamibis.dk/>)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.oxfamintermon.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Table des matières

Acronymes et abréviations	4
PRINCIPAUX RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS	5
1 INTRODUCTION.....	11
République démocratique du Congo : présentation du pays et des inégalités entre les sexes	11
Contexte humanitaire de la crise actuelle au Kasai	12
2 OBJECTIFS DE L'ANALYSE	13
3 MÉTHODOLOGIE ET TRAVAIL D'ENQUÊTE.....	13
Méthode de collecte des données	13
Échantillon	14
Difficultés et limites	16
4 RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE GENRE	17
Observations générales	17
5 IMPACT DE LA CRISE AU KASAÏ SUR LES NORMES HOMMES-FEMMES.....	21
Accès aux structures WaSH	21
Accès à la nourriture, aux moyens de subsistance et aux terres productives	27
Accès aux soins de santé, y compris à la santé sexuelle et reproductive	30
Accès à l'éducation	33
Violences liées au genre	35
Accès à l'information	39
Pouvoir et prise de décision dans les ménages, y compris le contrôle des biens et des ressources	40
Participation aux décisions publiques	44
Leadership des femmes	46
6 CHANGEMENT DE DYNAMIQUE LIÉE AU GENRE ET STRATÉGIES D'ADAPTATION	47
Travail productif et reproductif	47
Stratégies d'adaptation	47
7 BESOINS.....	48
8 INTERVENTION HUMANITAIRE	48
9 CONCLUSION.....	49
Références	53
Annexe 1 : entretiens avec des informateurs clés.....	55
Notes de fin	56

Acronymes et abréviations

DPS	Division provinciale de la santé
RDC	République démocratique du Congo
EFSL	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance d'urgence
IASC	Comité permanent interorganisations
ONG	Organisation non gouvernementale
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
WaSH	Eau, assainissement et hygiène
PAM	Programme alimentaire mondial

RÉSUMÉ

La République démocratique du Congo se trouve actuellement dans une impasse politique nationale, outre les anciens et nouveaux conflits armés localisés. Le conflit dans la région centrale du Kasai (l'une des cinq plus pauvres de la RDC) entre les forces gouvernementales et la milice Kamuina Nsapu s'est dramatiquement intensifié au premier trimestre de 2017 et a provoqué une grande crise humanitaire dans cinq provinces. La crise a conduit à une insécurité alimentaire majeure et a exacerbé les vulnérabilités existantes de la population locale.

Malgré les progrès réalisés en matière de politique publique, les inégalités entre les sexes persistent dans divers aspects de la vie en RDC, les femmes jouant un rôle limité dans la vie publique et ayant un accès limité aux services et aux opportunités. Ceci est accentué dans la province de Kasai, où la crise humanitaire risque d'impacter davantage les normes inégales existantes en matière de genre. Dans ce contexte, Oxfam a mené une analyse comparative entre les sexes en octobre-novembre 2017 pour identifier les impacts du conflit et les mécanismes d'adaptation des femmes, des filles, des garçons et des hommes dans la province et façonner les programmes humanitaires d'Oxfam, des partenaires et d'autres organisations, ainsi que l'intervention humanitaire dans son ensemble.

L'analyse a été réalisée dans cinq zones de santé identifiées par la Division provinciale de la santé (DPS) à l'intérieur et autour des villes de Tshikapa et Kamuina. Les chercheurs ont recueilli des informations à partir d'une enquête mobile auprès de 449 ménages, 60 discussions de groupe et 35 entretiens avec des informateurs clés.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET RECOMMANDATIONS

Résultats

Accès aux installations WaSH

- L'accès à l'eau potable ou à l'eau en général est limité, avec peu de sources d'eau disponibles, et toutes ne sont pas entretenues régulièrement.
- La majorité des ménages utilisent des installations d'eau et d'assainissement défectueuses.
- Les communautés ont recours à la vente d'eau comme activité génératrice de revenus.
- Les femmes et les filles sont responsables de l'hygiène, de l'élimination des déchets, de puiser l'eau et de toute autre tâche domestique liée au WaSH (collecte de bois, lessive, préparation des repas).
- Les femmes et les hommes ne se sentent pas en sécurité lorsqu'ils utilisent les installations WaSH en raison de la distance qui les sépare de leur maison. Les tensions intercommunautaires découlant du conflit instaurent par ailleurs un fort climat de peur au sein de la population.
- La plupart des femmes et des filles utilisent des serviettes hygiéniques réutilisables et pour la majorité, leur élimination est inadéquate.

Accès à la nourriture, aux moyens de subsistance et aux terres productives

- L'agriculture est le principal secteur de subsistance et la majeure partie du travail agricole est effectuée par les femmes, les hommes étant plus impliqués dans l'extraction de diamants et autres activités connexes.
- Les communautés d'accueil et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays n'ont plus accès à la terre en raison de l'insécurité et les deux groupes ont confié avoir besoin d'outils et de semences.
- Les hommes sont responsables de la gestion du bétail, les femmes étant généralement chargées de la gestion de la volaille.
- Les taux de malnutrition sont élevés en raison du manque d'accès aux terres, de la perte de bétail, du manque de revenus et de l'augmentation du coût de la vie.
- Les enfants, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les femmes âgées font partie des groupes les plus vulnérables.
- L'aide alimentaire est insuffisante.

- La polygamie est une pratique courante au Kasai, et les ménages polygames sont confrontés à un degré de vulnérabilité disproportionné.

Accès aux soins de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive

- Les principaux problèmes de santé identifiés depuis le début de la crise sont la malnutrition et la diarrhée, suivis des blessures causées par les violences, y compris les violences sexuelles.
- Pour les survivants de violences sexuelles, la stigmatisation et les coûts sont les principaux obstacles à l'accès aux services de santé.
- En général, les coûts, la distance et la disponibilité des services de santé sont les principaux obstacles à l'accès à ces services, y compris pour les femmes enceintes.
- La majorité de la population a principalement recours aux praticiens locaux et à la médecine traditionnelle en cas de problèmes de santé.
- La population souffre d'importantes conséquences psychosociales résultant de la crise.

Accès à l'éducation

- L'accès à l'éducation est limité, surtout pour les filles, avec un taux d'analphabétisme d'environ 60 % en moyenne dans la région.
- Dans les villages, la majorité des écoles ont été détruites, et on a constaté une chute du nombre d'enfants scolarisés depuis le début de la crise.
- Avant la crise, les coûts constituaient le principal obstacle à la scolarisation des enfants, avec un risque accru d'insécurité sur la longue distance qui les séparait de l'école après la crise.
- Il n'existe que très peu d'enseignantes, ce qui était aussi le cas avant la crise.
- Avant et après la crise, on note de nombreux cas de mariage précoce et d'enfants mères.

Violences liées au genre

- Divers risques pour la sécurité, notamment de nombreux points de contrôle sur les routes et des comportements agressifs de la part des groupes armés ou de l'armée, font que la population se sent menacée.
- La population dispose d'une compréhension limitée de ce que signifie la violence domestique.
- Les femmes et les filles sont surtout exposées à des risques de viol, de harcèlement et d'extorsion, et les hommes et les garçons à l'extorsion et à la violence physique, ainsi parfois qu'à des actes de harcèlement.
- Il y a une augmentation apparente des cas de violences liées au genre commises par de nouveaux auteurs, qu'il s'agisse de membres de groupes armés ou de militaires.
- Les filles font face au risque de mariage précoce et forcé.

Accès à l'information

- Il y a un manque d'informations sur les violences liées au genre et sur les services de santé disponibles, surtout dans certains villages et surtout pour les femmes.

Pouvoir et prise de décision dans les ménages, y compris le contrôle des biens et des ressources

- Les femmes dans les zones étudiées de la province de Kasai sont marginalisées et ce sont surtout les hommes qui prennent les décisions dans le ménage avec quelques décisions partagées.
- Depuis le début de la crise, les femmes ont pris la charge économique de la famille et la majorité a mis en place des petits commerces. Dans ces ménages, les femmes sont plus impliquées dans la prise de décision.

Participation aux décisions publiques

- Les femmes dans les zones étudiées de la province de Kasai ne jouent pas un rôle prépondérant dans la prise de décision communautaire et la grande majorité des leaders communautaires sont des hommes.

- De la même manière, les postes au sein du gouvernement local sont principalement occupés par des hommes.
- En raison des déplacements liés à la crise, les activités de certains groupes de femmes ont été compromises.

Leadership des femmes

- Il existe de nombreux groupes de femmes, formels (tels que des associations de petites commerçantes) et informels (groupes d'épargne), ainsi que des groupes religieux.
- Les groupes de femmes prospèrent, mais les échanges ne concernent que les femmes. Il reste du travail à accomplir pour qu'elles se fassent une place dans des espaces dominés par les hommes.

Travail productif et reproductif

- Les hommes et les garçons anciennement impliqués dans les activités diamantifères se retrouvent maintenant sans emploi.
- Les femmes ont largement pris la charge économique de la famille tout en conservant la charge des tâches ménagères, avec l'aide des filles.
- Les hommes conservent en grande partie leur rôle traditionnel de chef de ménage, même si certaines décisions sont prises ensemble au sein du couple et si les femmes prennent aussi des décisions de leur côté.

Stratégies d'adaptation

- La population se déplace et travaille dans les champs en groupe et essaye d'éviter tout contact avec les groupes armés ou les militaires.
- Certaines personnes partagent les ressources pour accéder aux soins de santé.
- Généralement, la communauté a du mal à adopter des stratégies d'adaptation durables ou positives.
- Parmi les stratégies d'adaptation négatives, on recense notamment la mendicité, la réduction de l'apport alimentaire et la vente de bétail, ainsi que le vol, le mariage précoce et la prostitution.

RECOMMANDATIONS (à court, moyen et long terme)

Bailleurs de fonds	<ul style="list-style-type: none"> • Allouer des ressources financières pour l'intégration de la dimension de genre dans tous les programmes humanitaires, y compris la prévention des violences liées au genre, de l'exploitation et autres abus sexuels, et la mise en œuvre d'interventions fondées sur le genre. • Allouer plus de financement pour la réponse, en particulier en matière de sécurité alimentaire et moyens de subsistance d'urgence (EFSL).
ONG internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une approche coordonnée entre le gouvernement, le système des Nations unies et les ONG locales, nationales et internationales pour répondre aux besoins WaSH et EFSL. • Renforcer la coordination, le plaidoyer, la sensibilisation et la collaboration sur les questions de genre, de violences liées au genre et d'autonomisation des femmes. • Faire en sorte que les agences des Nations unies concernées offrent des possibilités de renforcement des capacités aux ONG locales et au gouvernement concernant l'intégration de la dimension de genre, les actions centrées sur le genre et les considérations relatives aux violences liées au genre. • Donner la priorité aux actions focalisées sur le genre, à la prévention des violences liées au genre et à la promotion du leadership des femmes. • Soutenir un plus grand nombre d'organisations de défense des droits des femmes et de groupes de femmes en tant qu'agents du changement dans les communautés et en tant que leaders dans la mise en place de mécanismes de protection, de participation et de leadership des femmes, notamment une sensibilisation aux droits des femmes à l'échelle provinciale. • Mettre l'accent sur les besoins à court et à long terme pour améliorer la résilience et réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide.

ONG internationales, nationales et locales	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer les considérations de genre et la prévention des violences liées au genre et de l'exploitation et autres abus sexuels dans l'ensemble des interventions humanitaires. • Mettre en œuvre des initiatives qui renforcent la voix des femmes et leur participation à tout programme humanitaire par les formations et le renforcement des capacités ciblant les femmes, la sensibilisation des hommes et des garçons, et en s'appuyant sur les groupes de femmes existants, etc. • Étendre les pratiques de ciblage aux communautés d'accueil, aux femmes et aux ménages qui ont à leur tête des femmes ou des enfants. • Introduire des initiatives d'information et de sensibilisation sur les droits des femmes et des filles. • Soutenir et élargir les groupes d'entraide féminins.
WaSH	<ul style="list-style-type: none"> • Mobiliser les femmes, les filles, les hommes et les garçons séparément dans la conception des latrines et des espaces de toilette, près des logements ainsi qu'à une certaine distance. • S'assurer que la conception des latrines intègre des mesures de sécurité telles que des serrures et une distance suffisante pour préserver l'intimité de chacun. • Veiller à ce que les femmes et les hommes participent à l'identification de sites sûrs et accessibles pour les pompes à eau et les installations sanitaires. • Former les femmes et les hommes à l'utilisation et à l'entretien des installations. • Distribuer des trousseaux d'hygiène féminine aux femmes et aux filles (elles peuvent inclure des protections hygiéniques, des sous-vêtements, du savon et des lampes de poche). • Impliquer les garçons et les hommes dans les programmes relatifs aux consignes d'hygiène et la promotion de l'hygiène pour alléger le travail des femmes et des filles, ainsi que les impliquer dans les tâches ménagères en menant un travail de sensibilisation et en créant des programmes qui s'adressent spécifiquement aux garçons et aux hommes. • Augmenter le nombre de femmes bénévoles en matière de santé au sein de la communauté et veiller non seulement à la parité dans tous les comités, mais aussi à la participation active des femmes. Faire en sorte que les réunions du comité se déroulent dans des lieux et à des horaires qui conviennent à tous et que les femmes bénéficient d'un soutien spécifique, tout en sensibilisant les hommes aux besoins des femmes. • Assurer la participation active des femmes et leur leadership dans les comités de gestion de l'eau et suivre leur participation de manière continue. • Distribuer des articles non alimentaires, notamment des jerrycans, des vêtements et des ustensiles de cuisine, à tous les ménages, en particulier aux personnes déplacées et aux familles d'accueil.
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir des distributions générales de nourriture et de semences dans tous les villages. • Veiller à ce que les ménages polygames reçoivent davantage d'aide humanitaire en ciblant les épouses en tant que chefs de différents ménages et le mari en tant qu'individu. • Assurer l'enregistrement des ménages dirigés par des femmes et distribuer des aliments supplémentaires pour les nourrissons, les personnes âgées, les femmes enceintes et allaitantes, et les filles. La sélection des femmes bénéficiaires doit être justifiée et expliquée aux hommes pour réduire le risque de violence domestique pour les femmes. • Veiller à ce que les sites de distribution de nourriture soient sécurisés et accessibles à tous, dans des lieux et à des horaires adéquats. • Assurer un soutien ciblé aux groupes d'entraide des femmes, y compris en octroyant des subventions aux petites entreprises, et, en parallèle, faire participer les hommes et les jeunes à des programmes relatifs aux moyens de subsistance et les inciter à soutenir leur conjoint.

	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des interventions d'argent contre nourriture incluant des groupes informels féminins et alléger la charge des responsabilités des femmes au sein des ménages en encourageant les hommes à s'occuper des activités de soin en échange de transferts monétaires. • Créer des opportunités génératrices de revenus pour les hommes et les jeunes afin de remédier à la perte de leurs moyens de subsistance et de les empêcher de rejoindre des groupes armés ou des voies criminelles et de tomber dans des mécanismes d'adaptation négatifs, ainsi que pour prévenir la violence domestique. • Promouvoir l'agriculture maraîchère sur les parcelles familiales et fournir des outils et des semences (en donnant la priorité aux ménages dirigés par des femmes et aux ménages les plus vulnérables). • Accroître l'accès aux champs, soit en plaidant pour un renforcement de la sécurité ou en aidant les communautés à trouver d'autres champs dans des zones plus sûres, et en fournissant des outils et des semences.
Éducation¹	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les infrastructures scolaires existantes et distribuer de la nourriture à l'école et des kits scolaires (sacs à dos, livres, stylos et fournitures) aux élèves. • Créer et construire des écoles primaires et secondaires d'urgence dans les villages où les écoles ont été brûlées ou détruites, et inclure des installations WaSH pour les garçons et les filles, proportionnellement à leur nombre. • Améliorer les taux de scolarisation des filles en fournissant de l'argent pour l'éducation et en mettant en œuvre d'autres mesures ciblées. • Augmenter le nombre d'enseignantes qualifiées dans les écoles. • Proposer des cours d'alphabétisation aux femmes et aux filles. • Offrir des qualifications professionnelles aux adolescentes-mères. • Faire en sorte que les acteurs de la protection de l'enfance proposent des programmes d'autonomisation pour éviter le mariage précoce des filles, en les sensibilisant à leurs droits fondamentaux et en proposant des programmes éducatifs sur la santé et l'éducation sexuelle. • Faire également en sorte que ces acteurs apportent un soutien aux jeunes filles qui se sont déjà mariées, en leur donnant la possibilité de terminer ou de poursuivre leurs études. • Éduquer les familles pour défaire les stéréotypes et faire évoluer les attitudes qui se traduisent par des mariages précoces, en insistant sur la contribution qu'une fille instruite peut apporter à sa famille. • Sensibiliser les chefs religieux et les leaders communautaires au sujet des conséquences négatives du mariage précoce et des relations polygames.
Santé²	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir un accès gratuit aux services de santé primaires pour les personnes les plus vulnérables, y compris les personnes déplacées, les ménages dirigés par une femme ou les familles monoparentales, et fournir des informations dans les langues locales aux femmes et aux hommes sur les services de santé disponibles et leur localisation. • Former des sages-femmes traditionnelles. • Distribuer régulièrement des trousseaux d'hygiène féminine aux filles et aux femmes, et des kits de santé contenant des médicaments contre les maladies mortelles évitables aux ménages qui ne disposent pas d'accès aux soins de santé. • Améliorer la santé sexuelle et reproductive des filles et des femmes en leur permettant d'accéder à des services gynécologiques, et sensibiliser les femmes, les hommes, les filles et les garçons à prévention de la grossesse et aux méthodes contraceptives culturellement acceptables.
Protection	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à sensibiliser les trois groupes ethniques de la région (Tuba, Tchokwé et Pende) afin qu'ils cohabitent de manière pacifique.
Violences liées au genre	<ul style="list-style-type: none"> • Plaider en faveur de l'accès gratuit aux services, fournir des informations aux survivants de violences liées au genre sur les services d'intervention en place et les orienter vers les services appropriés. • Renforcer les structures existantes de prévention et de réponse aux violences liées au genre, proposer notamment un soutien psychosocial, une assistance juridique et un abri sûr aux survivants de violences liées au genre,

	<p>et former les prestataires de services de santé et communautaires à l'écoute et au soutien psychologique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'intégration des interventions en matière de violences liées au genre à travers des actions humanitaires. • Demander aux acteurs de la protection de renforcer les systèmes d'orientation pour aider les femmes, les filles, les garçons et les hommes qui ont subi des violences liées au genre ou qui ont besoin d'un soutien psychosocial et de collaborer avec des acteurs d'autres secteurs pour renforcer la prévention et la réduction des risques dans tous les secteurs, conformément aux recommandations du Comité permanent interorganisations de 2015 sur les violences liées au genre³. • Former tout le personnel humanitaire sur le sujet des violences liées au genre et de l'exploitation et autres abus sexuels. • Sensibiliser les communautés aux violences liées au genre et à l'exploitation et autres abus sexuels, en s'adressant aux populations dans leur langue. • Adopter des stratégies ciblant les hommes et les garçons pour les encourager à militer contre les violences liées au genre et à promouvoir les droits des femmes. • Plaider pour une meilleure application de la loi en relation avec la polygamie et le mariage précoce. • Éclairer la communauté sur la primauté du droit constitutionnel par rapport au droit coutumier.
Tous	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer le renforcement des capacités en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes en impliquant les femmes, les hommes, les filles et les garçons. • Garantir des espaces pour le leadership et la représentation des femmes au niveau communautaire. • Veiller à ce que les femmes qui participent à la fois au travail productif et au travail domestique ne soient pas surchargées de travail, en mobilisant les hommes et les garçons ou en fournissant de l'argent contre la prestation de soins. • Assurer le renforcement des capacités en matière de droits des femmes.

1 INTRODUCTION

République démocratique du Congo : présentation du pays et des inégalités entre les sexes

À la suite de plusieurs décennies de conflit, 13,1 millions de personnes en RDC sont aujourd'hui confrontées à des niveaux sans précédent de vulnérabilité. On compte notamment 4,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (ci-après appelées « personnes déplacées internes ») et 1,9 million d'enfants souffrant de malnutrition aiguë⁴. En raison des violences qui existent actuellement dans plusieurs provinces du pays, de nombreuses personnes ont de toute urgence besoin d'aide humanitaire et de protection. Les divers conflits rendent impossible l'accès aux biens, services et moyens de subsistance. De plus, l'absence d'infrastructures socioéconomiques préexistantes dans les zones concernées aggrave la situation.

Ces deux dernières années, le pays a subi les effets de l'impasse politique dans lequel la RDC se trouve au niveau national et le nombre de conflits armés localisés a augmenté. L'instabilité économique et politique s'est aggravée en raison des retards dans le processus des élections présidentielles et parlementaires initialement prévues en novembre 2016 et l'absence de mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre de décembre 2016. On ignore quand de nouvelles élections seront organisées.

Si des progrès sont à noter au niveau des politiques publiques, les inégalités entre les sexes persistent dans divers aspects de la vie congolaise. La Constitution nationale de 2006 défend le principe d'égalité entre les hommes et les femmes, et soutient que toutes les mesures appropriées doivent être prises pour lutter contre la discrimination à l'égard des femmes dans les domaines civil, politique, social, économique et culturel (Article 14⁵). Souvent, les femmes ne peuvent accéder à la propriété ou obtenir des terres en raison de coutumes locales d'héritage patrilinéaire et de l'absence de lois garantissant leur droit à posséder ou obtenir des biens en héritage. De ce fait, les femmes sont souvent exclues des droits à l'héritage ou même des discussions liées aux héritages. Les femmes sont également plus vulnérables d'un point de vue social, car la gouvernance du pays et l'état de droit laissent à désirer. La RDC se trouve à la 46^e position sur 54 pays dans le classement de l'indice Ibrahim sur la gouvernance en Afrique en 2017⁶. La représentation des femmes est très faible en matière de leadership et dans la prise de décision. Seuls 8,9 % des sièges parlementaires étaient occupés par des femmes en 2016⁷.

D'après l'Enquête démographique et de santé la plus récente, qui date de 2013-14, 72 % des femmes au niveau national avaient été rémunérées pour un travail accompli au cours des 12 mois précédant l'enquête, contre 81 % pour les hommes⁸.

La participation économique des femmes concerne essentiellement les secteurs informels et l'agriculture, et en moyenne, les femmes gagnent moins que les hommes. En 2011, le revenu annuel brut des femmes était estimé à 599 USD, tandis que celui des hommes était de 761 USD⁹. Par conséquent, les femmes souffrent plus de la pauvreté. Selon certaines estimations, 61,2 % des ménages dirigés par des femmes vivent sous le seuil de pauvreté. Ce pourcentage est de 54,3 % dans les ménages dirigés par des hommes¹⁰.

En matière d'éducation, le taux d'analphabétisme des femmes est 50 % plus élevé que celui des hommes, en particulier dans les zones rurales¹¹. Les taux de scolarisation sont très bas pour tous les enfants, mais surtout pour les filles. Pour 10 garçons scolarisés, on compte seulement six filles dans le secondaire et quatre filles dans l'enseignement tertiaire¹². La législation congolaise prévoit un enseignement primaire gratuit, mais les parents doivent en réalité souvent payer pour envoyer leurs enfants à l'école. Les frais de scolarité varient selon l'établissement et la province, sans qu'on ne puisse vraiment établir une moyenne précise¹³.

En matière de santé et de droits reproductifs, on note que 20 % seulement des femmes mariées âgées de 15 à 49 ans utilisaient une méthode de contraception en 2015 (moderne ou non) et que le taux de mortalité maternelle dans le pays était 48 % plus élevé que le taux moyen en Afrique subsaharienne¹⁴.

Les violences sexuelles et les violences liées au genre sont monnaie courante en RDC. Selon l'UNICEF, 9 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont connu des violences sexuelles en 2016. D'après le Système de gestion de l'information sur les violences basées sur le genre, 15 000 cas de violences ont été signalés en 2016, dont 69 % de viols¹⁵. En outre, les femmes ayant subi des violences sexuelles ou liées au genre sont confrontées à une stigmatisation sociale ; entre 6 et 29 % des survivantes sont chassées de leur famille ou de leur communauté¹⁶. Les garçons et les hommes souffrent également d'abus sexuels. Dans l'est du pays, 10 à 30 % de la population masculine en serait victime¹⁷. Les hommes sont certainement moins nombreux que les femmes à signaler de telles violences en raison des clichés de genre et de la culture de la masculinité en RDC.

Depuis le mois d'août 2016, les combats qui opposent les forces gouvernementales à la milice Kamuina Nsapu dans la région centrale du Kasai ont aggravé le climat d'insécurité et la crise humanitaire, et les luttes se sont intensifiées dans l'est du pays. La communauté d'aide internationale a qualifié la situation en RDC d'urgence de niveau 3 en vue de mobiliser les acteurs de l'intervention d'aide. Cet état durera six mois dans un premier temps, d'octobre 2017 à mars 2018, et porte sur la situation dans la région des Kasai, ainsi qu'à Tanganyika et dans les provinces du Sud-Kivu.

Contexte humanitaire de la crise actuelle au Kasai

Depuis la division de 2015 des provinces du Kasai-Occidental et du Kasai-Oriental, le Grand Kasai se compose de cinq provinces : Kasai, Kasai-central, Kasai-oriental, Sankuru et Lomami. Auparavant, cette région n'avait pas connu les crises humanitaires ni les conflits qui avaient fait rage dans d'autres parties du pays. Toutefois, à la suite de nombreuses années de pauvreté chronique et de sous-développement, les besoins humanitaires du Kasai étaient déjà très importants avant le conflit actuel.

Le présent conflit, politique à l'origine, a débuté en août 2016. Il est né des désaccords entre un chef local représentant l'autorité traditionnelle du Kasai-Central, Kamuina Nsapu, et le gouvernement. La région du Kasai a toujours été un bastion de l'opposition politique, ce qui ajouté à la complexité de ce conflit, qui a pris des proportions très inquiétantes au premier trimestre 2017 et s'est diffusé du Kasai-Central à toute la région, y compris la province du Kasai.

L'insécurité est devenue beaucoup plus profonde et les populations ont commencé à fuir les attaques des groupes armés. Toutes les parties au conflit ont enfreint les droits humains des civils et le droit international humanitaire. À partir d'avril 2017, le caractère ethnique de la crise dans la province du Kasai en particulier a été plus prononcé. Des Lubas (accusés d'être des sympathisants de la milice Kamuina Nsapu) sont entrés en conflit avec les Tchokwés et les Pendes (associés au gouvernement). L'équipe au RDC du HCDH a confirmé qu'en début d'année 2017, des membres des groupes ethniques tchokwés et pendes avaient créé une milice, appelée Bana Mura, responsable de graves atteintes aux droits humains, à grande échelle, à l'encontre des Lubas. Cette milice, qui serait armée, aurait bénéficié du soutien de chefs locaux traditionnels et de responsables des services de sécurité¹⁸.

Même si les combats ont largement diminué dans la région des Kasai depuis juin 2017, le conflit a engendré une vague massive de déplacements. Selon certaines estimations, 1,3 million de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays en mai 2017. Toutefois, ce chiffre a été ramené à 762 000 en octobre à la suite d'un ensemble d'exercices de ciblage¹⁹. La province du Kasai, où les violences ont eu lieu jusque dans la capitale provinciale de Tshikapa en janvier 2017, compte le plus grand nombre de personnes déplacées internes (333 906 personnes). Contrairement à d'autres situations d'urgence de cette ampleur, les personnes qui ont dû fuir leur logement ne se trouvent pas dans des camps, mais sont accueillies par des communautés locales pauvres, ce qui rend le travail de réaction à la crise encore plus difficile. Quelques personnes déplacées sont hébergées dans des églises ou trouvent refuge dans des bâtiments abandonnés : 17 sites de la sorte ont été recensés à Tshikapa. Entre 50 et 300 personnes se trouvaient dans chacun de ces sites. Cette situation accroît la pression au niveau des infrastructures locales délabrées, car les communautés d'accueil, qui ne sont pas aisées, doivent fournir des ressources supplémentaires en eau, en nourriture ainsi que des abris. De plus, de nombreuses personnes déplacées ne sont pas arrivées jusqu'à la ville et ont passé plusieurs mois dans la brousse, sans que les personnes en charge de l'aide humanitaire ne soient informées de leur présence ou ne puissent les aider jusqu'en octobre 2017, date à partir de laquelle l'accès a été plus facile.

L'évaluation initiale des besoins menée par Oxfam à Tshikapa en mai 2017 a montré que l'accès à la plupart des zones locales était toujours très limité. Des problèmes d'extorsion et des actes de harcèlement de la population locale ont lieu aux points de contrôle tenus par des acteurs armés, ce qui contribue à une certaine restriction des déplacements. En outre, des membres des forces de sécurité et des milices prélèvent des taxes exorbitantes et illégales, ce qui a donné lieu à une hausse marquée des prix sur les marchés locaux, dans une région où les prix étaient déjà plus élevés que la moyenne nationale du fait des activités d'extraction de diamants qui y sont opérées. Les points de contrôle ont aussi eu des effets sur l'accès aux champs, aux sites d'extraction et aux itinéraires empruntés par les divers fournisseurs. Cela s'est traduit par une baisse significative de l'approvisionnement en denrées alimentaires et des activités artisanales en lien avec les mines de diamants. L'économie de la région, qui repose essentiellement sur l'agriculture et sur le secteur de subsistance, a été durement touchée, car il n'a pas été possible de mener à bien la production agricole, ce qui a conduit à des pénuries alimentaires²⁰.

Les problèmes liés au genre qui existent au niveau national risquent fort de prendre plus d'ampleur dans la région des Kasai, car elle fait partie des régions les moins développées et les plus pauvres du pays, et la population qui y vit est déjà vulnérable. Les données de l'Enquête démographique et de santé menée en 2014 montrent qu'au Kasai, l'incidence de mariages précoces et de violences sexuelles, notamment au sein du couple, dépassait déjà la moyenne nationale²¹. Le conflit a exacerbé ces vulnérabilités et a été à l'origine d'une hausse de l'insécurité alimentaire et des risques sanitaires. Comme dans d'autres crises, les hommes, les femmes, les garçons et les filles sont touchés différemment. Dans ce contexte, Oxfam a pensé qu'une analyse de genre permettrait de disposer d'un état des lieux plus précis des besoins spécifiques des divers groupes et de l'aide humanitaire qu'il convient d'apporter pour répondre au mieux à ces besoins.

2 OBJECTIFS DE L'ANALYSE

Le but de l'analyse de genre était d'identifier les impacts du conflit dans les zones touchées de la province du Kasai sur les femmes, les filles, les garçons et les hommes, ainsi que les mécanismes d'adaptation adoptés. Nous espérons que cette analyse sera utile aux programmes humanitaires d'Oxfam, à ses partenaires et à d'autres organisations, ainsi qu'à l'ensemble des personnes concernées par l'intervention humanitaire.

Les objectifs spécifiques de l'analyse étaient les suivants :

- Identifier les croyances, attitudes et normes liées au genre, facteurs de risques et de vulnérabilités
- Identifier les causes profondes de vulnérabilité des femmes, des filles, des hommes et des garçons
- Définir le contexte existant et les possibilités pour les femmes et les filles de mieux faire entendre leur voix, d'occuper des rôles de direction et de participer efficacement à la vie de la communauté
- Déterminer comment les communautés d'accueil et les personnes déplacées interagissent pour permettre une intégration politique, économique et sociale, en tenant compte des questions de genre
- Évaluer les types de violences liées au genre et leur prévalence
- Déterminer dans quelle mesure l'intervention humanitaire actuelle permet de limiter et d'atténuer les risques
- Évaluer les capacités des détenteurs d'obligations (gouvernement, organisations internationales, agences des Nations unies, ONG et organisations de la société civile) à répondre aux besoins des femmes, des filles, des garçons et des hommes affectés dans la province.

3 MÉTHODOLOGIE ET TRAVAIL D'ENQUÊTE

Méthode de collecte des données

Plusieurs méthodes de collecte des données (primaires et secondaires) ont été utilisées pour réaliser cette évaluation. Les données secondaires ont inclus une revue documentaire qui a permis de comprendre la situation actuelle et une analyse préliminaire des disparités existantes entre les femmes et les hommes. Les données primaires étaient quantitatives et qualitatives, et ont été recueillies au moyen de quatre techniques : une enquête auprès des ménages via la plateforme mobile de collecte de données SurveyCTO, des discussions de groupe, des entretiens avec des informateurs clés et des observations directes. L'analyse a été menée dans la province du Kasai. Les villes de Tshikapa et de Kamonia ont servi de base et cinq zones de santé ont été définies, en suivant les divisions établies au niveau national par la Division provinciale de la santé (DPS). Ces divisions sont Tshikapa, Kalonda-Ouest, Kanzala, Kamonia et Kamwasha, y compris les villages aux environs (24 au total) et les sites de personnes déplacées (17). Une équipe composée de 20 agents de recensement (10 femmes et 10 hommes) travaillant en tant qu'assistants de liaison dans les cinq zones de santé sélectionnées a recueilli les données de l'enquête, des discussions de groupe et les notes d'observation sur une période de six jours (entre le 23 et le 28 octobre 2017). L'équipe de Suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage (MEAL) et la conseillère en genre d'Oxfam ont assisté les agents de recensement tout au long de l'exercice. Les agents ont utilisé des appareils mobiles SurveyCTO pour collecter les données de l'enquête auprès des ménages. Par ailleurs, ils ont animé les discussions de groupe et pris des notes d'observation en suivant des directives prédéfinies. La conseillère en genre a mené les entretiens avec les informateurs clés sur une période de six semaines à Tshikapa. Tous les outils de l'enquête, les directives pour les discussions de groupe et les questions des entretiens avec des informateurs clés ont été produits en français. Le personnel d'Oxfam au Royaume-Uni et à Tshikapa, y compris des membres du personnel local, ont passé en revue le matériel et des représentants de sept ONG locales connaissant bien la situation ont également vérifié que les contenus étaient pertinents.

Échantillon

Les 20 agents de recensement, qui ont utilisé des appareils mobiles SurveyCTO de collecte de données, ont interrogé 449 ménages dans les cinq zones de santé. Parmi les personnes interrogées, 51 % étaient des hommes et 49 % étaient des femmes ; 16 % étaient des Tchokwés et 12 % étaient des Pendes ; 43 % étaient des membres de la communauté locale et 30 % étaient des personnes déplacées (les 27 % restants sont représentés à la Figure 4), ce qui correspond globalement à la démographie des communautés locales à Tshikapa et aux environs de cette ville. De manière générale, il n'a pas été facile de fournir des chiffres précis sur les personnes affectées ou de rassembler des statistiques fiables sur les données démographiques de la province du Kasai. Les statistiques les plus précises qui ont été recueillies pendant l'analyse proviennent de la DPS, qui donne les chiffres de 4 567 845 de personnes représentant la population totale de la province, dont 2 238 244 hommes et 2 329 601 femmes. La DPS ne disposait pas de statistiques démographiques précises sur les trois groupes ethniques, mais estimait schématiquement que les Lubas représentaient plus de 60 % de la population et que les 40 % restants étaient des Tchokwés et des Pendes. Selon les estimations de la DPS, 2 009 852 de personnes étaient touchées par la crise dans la province, dont 984 827 hommes et 1 025 024 femmes. À Tshikapa, la DPS estime que 91 411 femmes et 87 827 hommes sont affectés²². Selon le HCR, le nombre total de personnes déplacées à Tshikapa est de 61 395, dont 33 416 femmes et 27 979 hommes. Les personnes déplacées internes appartiennent aux trois groupes ethniques, mais on ne connaît pas les pourcentages exacts de la répartition entre ces trois groupes. Les Figures 1 à 4 et le Tableau 1 ci-dessous présentent les données démographiques de la zone étudiée plus en détail.

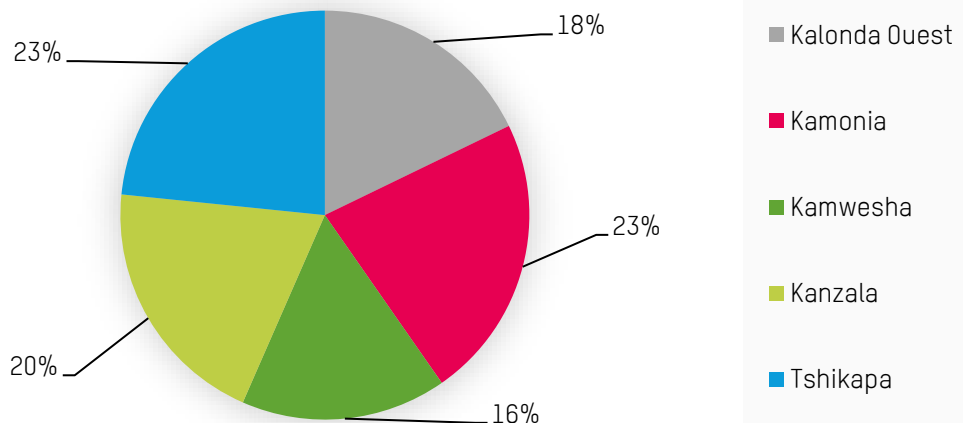


Figure 1 : répartition des ménages interrogés, par zone de santé

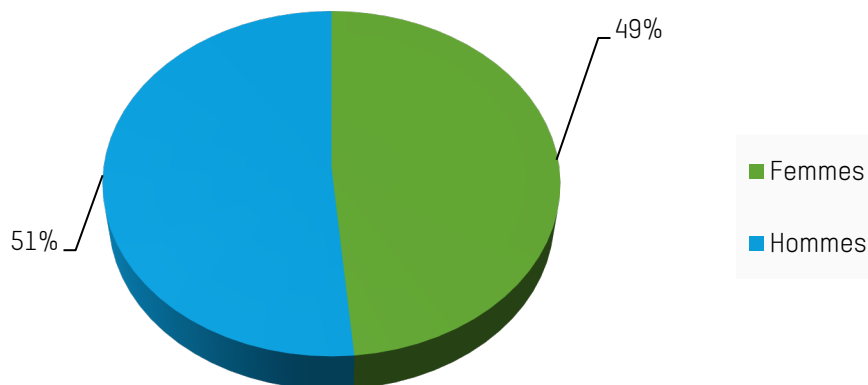


Figure 2 : sexe des personnes interrogées (dans l'ensemble des lieux)

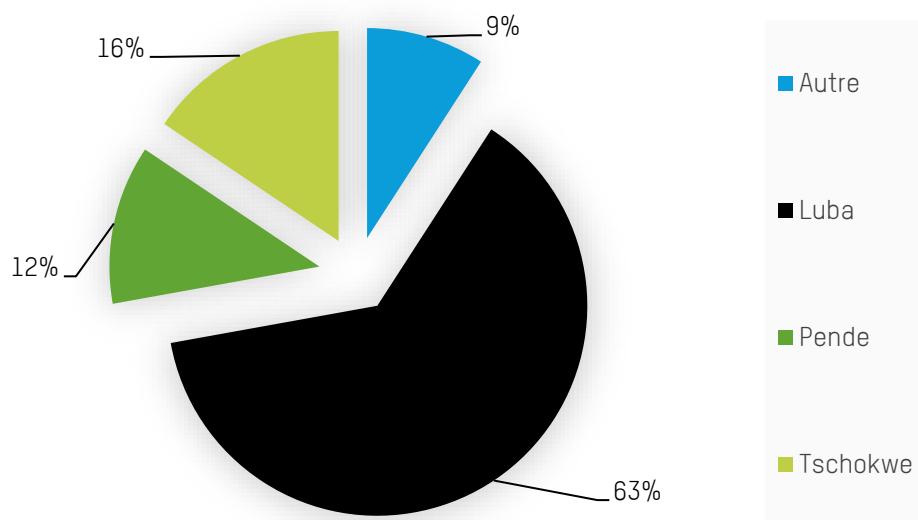


Figure 3 : langue principale des personnes interrogées (dans l'ensemble des lieux)²³

Ménages (par sexe et par âge)	Moins de 18 ans	18-24 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-64 ans	65 ans et plus	Ne connaît pas son âge	Total
Femmes	0	49	56	53	50	6	4	218
Hommes	0	19	42	52	94	24	0	231
Total	0	68	98	105	144	30	4	449

Tableau 1 : ménages interrogés (données ventilées par sexe et par âge)

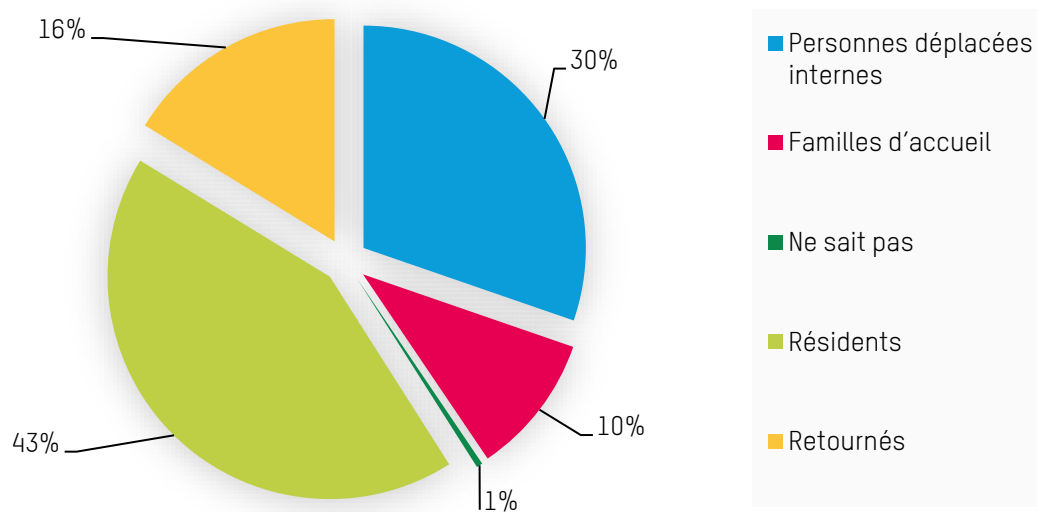


Figure 4 : catégories de ménages (dans tous les lieux)

L'enquête a montré que 31 % des ménages étaient dirigés par des femmes (Figure 5). D'après les informations recueillies, beaucoup de femmes sont devenues veuves à la suite de combats. D'autres ont été rejetées par leur époux en raison de leur origine ethnique. En réalité, le nombre de ménages dirigés par des femmes est sans doute plus élevé. D'après la Division en charge du genre, de la famille et de l'enfance, le pourcentage global est beaucoup plus élevé (60,1 %), mais l'exactitude de ce chiffre n'est pas certaine.

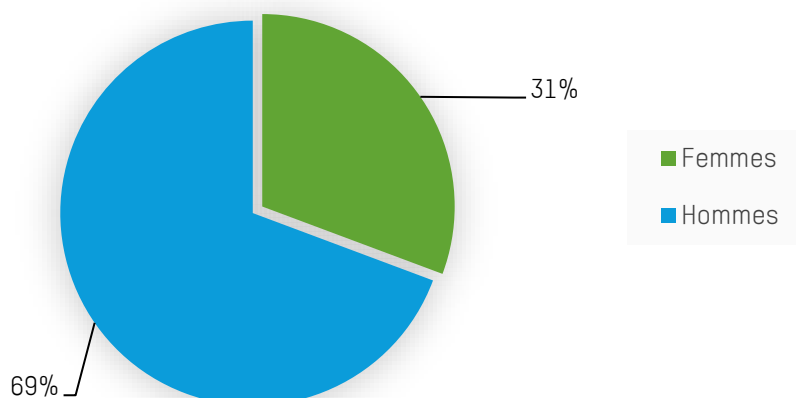


Figure 5 : sexe de la personne à la tête du ménage (tous les lieux)

Les cinq zones de santé ont été couvertes pour les discussions de groupe. Les participants ont été divisés en fonction de leur âge et selon qu'ils faisaient partie d'une communauté d'accueil ou qu'ils étaient déplacés. Douze types de groupe ont ainsi été formés et chacun de ces groupes s'est réuni dans chacune des cinq zones, soit un total de 60 discussions de groupe :

- femmes adultes déplacées internes et femmes adultes de la communauté d'accueil
- filles de 15 à 19 ans déplacées internes et filles de 15 à 19 ans de la communauté d'accueil
- filles de 10 à 14 ans déplacées internes et filles de 10 à 14 ans de la communauté d'accueil
- hommes adultes déplacés internes et hommes adultes de la communauté d'accueil
- garçons de 15 à 19 ans déplacés internes et garçons de 15 à 19 ans de la communauté d'accueil
- garçons de 10 à 14 ans déplacés internes et garçons de 10 à 14 ans de la communauté d'accueil

Les trois groupes ethniques étaient aussi représentés dans les discussions de groupe afin de refléter au mieux leur présence locale ainsi que leur séparation les uns des autres dans les communautés du Kasai. Il a été supposé que les participants à chaque discussion de groupe appartenaient exclusivement au groupe ethnique associé à la zone en question, étant donné que les pourcentages étaient similaires à ceux des données mobiles (60 % des discussions organisées dans des zones associées aux Lubas, 28 % dans des zones associées aux Tchoukés et 12 % dans des zones associées aux Pendes).

En tout, 35 entretiens avec des informateurs clés ont été menés, à Tshikapa exclusivement, notamment avec des représentants d'ONG locales et internationales, d'agences des Nations unies et du gouvernement de la RDC, ainsi qu'avec des dirigeants locaux et des membres de groupes de femmes (une liste exhaustive des informateurs clés est fournie à l'Annexe 1). Enfin, les observations directes des agents de recensement dans les cinq zones de santé ont été rassemblées et prises en compte dans l'analyse.

Difficultés et limites

La collecte des données a présenté plusieurs difficultés, notamment au niveau des discussions de groupe. Tout d'abord, ces discussions n'ont pas pu être enregistrées pour des raisons logistiques. Par ailleurs, la qualité des notes recueillies n'a pas été excellente étant donné le manque d'expérience des agents en matière de collecte de données qualitatives ainsi que leur manque d'expérience de manière générale et les barrières linguistiques entre personnes parlant le français et celles parlant l'une des trois autres langues locales. Ainsi, les témoignages ont été très limités et les données plutôt vagues. Les difficultés liées au manque d'expérience des agents de recensement avaient été mises en lumière au cours de la formation. Pour parer ces difficultés, les discussions de groupe ont été conçues de façon plus participative et certains concepts clés ont été traduits avant la collecte des données pour faciliter le processus.

En outre, les agents de recensement ont indiqué qu'ils avaient eu du mal à réunir le nombre de personnes préconisé (9 à 12 personnes) pour les discussions de groupe. Étant donné le contexte local et les attentes de la population concernant l'aide liées à la présence d'une ONG étrangère, les visites de la conseillère en genre pendant les discussions de groupe ont attiré les foules, et le fait de prolonger ces visites auraient compromis encore plus la collecte de données.

Il convient aussi de signaler que certains participants aux discussions de groupe ont demandé une indemnisation en contrepartie de leur participation. Certains ont exprimé leur déception quant au fait qu'ils avaient déjà répondu à des questions à de nombreuses reprises auparavant et qu'aucune aide ne leur avait été apportée à la suite de ces interrogations.

Des autorisations parentales ont été demandées avant de faire participer des enfants et des jeunes aux discussions de groupe. Hormis les agents de recensement, aucun autre adulte n'a assisté à ces discussions avec les jeunes. Aucun des agents ayant été sélectionnés pour cette étude n'avait préalablement été formé à l'animation de discussions de groupe avec des jeunes ou aux techniques spécifiques utilisées pour s'entretenir avec des enfants ou des jeunes. En outre, la durée de la formation des agents à toutes les techniques requises dans le cadre de l'étude a été limitée (trois jours) en raison de contraintes budgétaires. En conséquence, les données démographiques recueillies ont été limitées.

Étant donné les informations limitées qui ont été rassemblées lors des discussions de groupe de manière générale, et des groupes de jeunes et d'enfants en particulier, des questions similaires à celles posées lors de ces discussions ont été posées lors des entretiens avec des informateurs clés locaux afin de bien comprendre le contexte et les principales difficultés de chaque groupe. Des données secondaires supplémentaires ont aussi été collectées pendant l'étude pour permettre une meilleure validation des données.

Un inconvénient de l'enquête auprès des ménages est que plusieurs réponses pouvaient être choisies et que les participants pouvaient choisir leurs deux ou trois réponses préférées. De ce fait, des réponses ont été répétées, ce qui a rendu l'analyse plus difficile et les résultats plus confus. Certaines de ces réponses sont détaillées plus bas.

Le fait que les discussions de groupe et les questions posées aux ménages n'ont pas inclus de questions relatives à la polygamie représente une lacune importante de l'étude. Ce n'est que lors des entretiens avec les informateurs clés que cette pratique est apparue comme une pratique généralisée et largement acceptée dans la province, bien que la Constitution du pays ne l'autorise pas. Dès lors, des questions sur la polygamie ont été ajoutées aux entretiens avec les informateurs clés suivants pour mieux comprendre le phénomène et savoir comment le prendre en considération dans l'analyse, malgré le peu d'informations disponibles et l'absence de données de validation.

Enfin, étant donné que le Kasaï est une province nouvelle, il n'a pas été facile de réunir des statistiques portant sur diverses thématiques à l'échelle de l'ensemble de la province, malgré l'aide apportée par les autorités locales. Parfois, seules des poches de données étaient disponibles, dont on ignorait la fiabilité, ce qui a limité la portée de l'étude.

4 RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE GENRE

Observations générales

Le conflit au Kasaï qui oppose des groupes ethniques et l'insécurité qui règne entretiennent un climat de peur et de méfiance entre personnes appartenant à des groupes ethniques différents. C'est notamment le cas au sein de couples interethniques et certaines unions ont été rompues en raison de ces différences ethniques. Le directeur d'un établissement scolaire a indiqué pendant l'entretien qu'il avait même remarqué des tensions tribales entre élèves dans des écoles primaires. Même si la fréquence des problèmes de sécurité a diminué et le cours normal des activités a repris, la population continue d'avoir peur. La plupart des femmes, hommes, garçons et filles interrogés ont déclaré que la présence des militaires ne les rassurait pas.

Les personnes déplacées internes sont dispersées dans les communautés d'accueil et il est par conséquent difficile d'identifier les populations les plus en difficulté. Toutefois, tous les participants aux discussions de groupe ont soulevé des problèmes et des besoins similaires ; les différences dans les propos des personnes déplacées internes et ceux des membres des communautés d'accueil étaient minces. Environ 60 % des

personnes ayant répondu à l'enquête menée auprès des ménages avaient accueilli un membre de leur propre famille élargie ou une personne déplacée interne depuis le début de la crise.

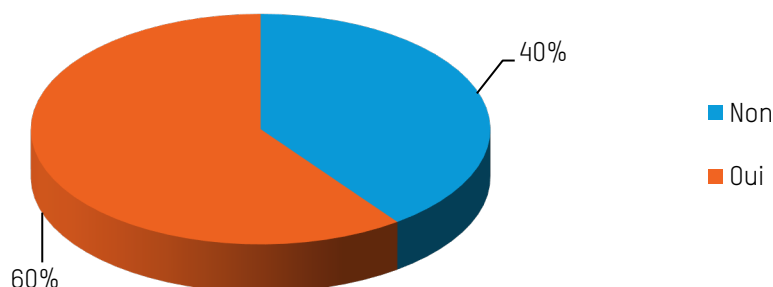


Figure 6 : accueil d'autres membres de la famille ou de personnes déplacées depuis le début du conflit

Toutes les populations pensent qu'elles sont extrêmement vulnérables, quelle que soit leur situation, ce qui crée des tensions dans certains villages où les distributions alimentaires ne sont destinées qu'à certains ménages. De plus, l'intervention humanitaire est limitée par rapport aux besoins dans la région et il est donc nécessaire de sensibiliser grandement les communautés avant toute intervention ciblée afin qu'elles comprennent pourquoi certaines personnes reçoivent de l'aide et d'autres non. Cela est particulièrement important pour éviter d'attiser les tensions interethniques ainsi que les tensions entre les communautés d'accueil et les personnes déplacées internes.

Lorsqu'il a été demandé, dans le cadre de l'enquête, quelle était la catégorie de personnes la plus durement touchée par la crise, les personnes interrogées ont surtout indiqué qu'il s'agissait des adolescents et des adolescentes, même si les réponses ventilées par sexe montrent que les réponses des hommes ont été plus diverses (Figures 7, 7a et 7b). Comme mentionné précédemment, il était parfois possible de sélectionner deux ou trois réponses à une même question, ce qui a compliqué l'analyse. Par exemple, à la Figure 7, 41 % des personnes interrogées ont pensé que les adolescents et les adolescentes étaient les plus touchés, 6 % ont dit qu'il s'agissait des adolescents et des hommes adultes, et 8 % ont évoqué les femmes adultes, les hommes adultes et les femmes enceintes ou allaitantes. Les mêmes informations sont ressorties des discussions de groupe, indiquant que la vulnérabilité concerne la plupart des groupes. Les adolescentes et les adolescents ainsi que les femmes et les hommes adultes qui ont participé ont tous indiqué que tout avait changé et qu'ils ne se sentaient pas en sécurité, qu'ils ne pouvaient plus faire un grand nombre des activités dont ils avaient l'habitude avant la crise.

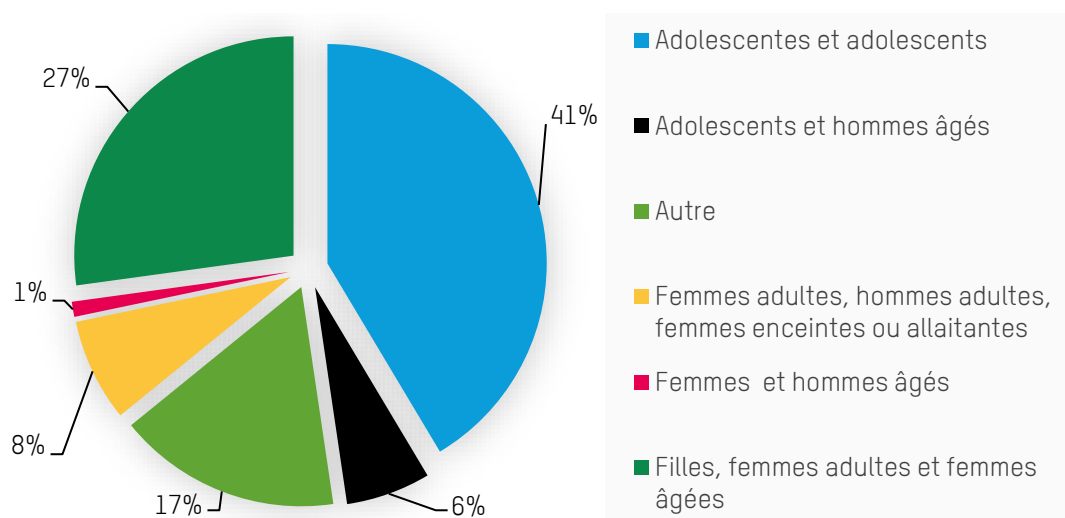


Figure 7 : catégories de personnes dans la communauté considérées comme les plus touchées par la crise (toutes les personnes interrogées)

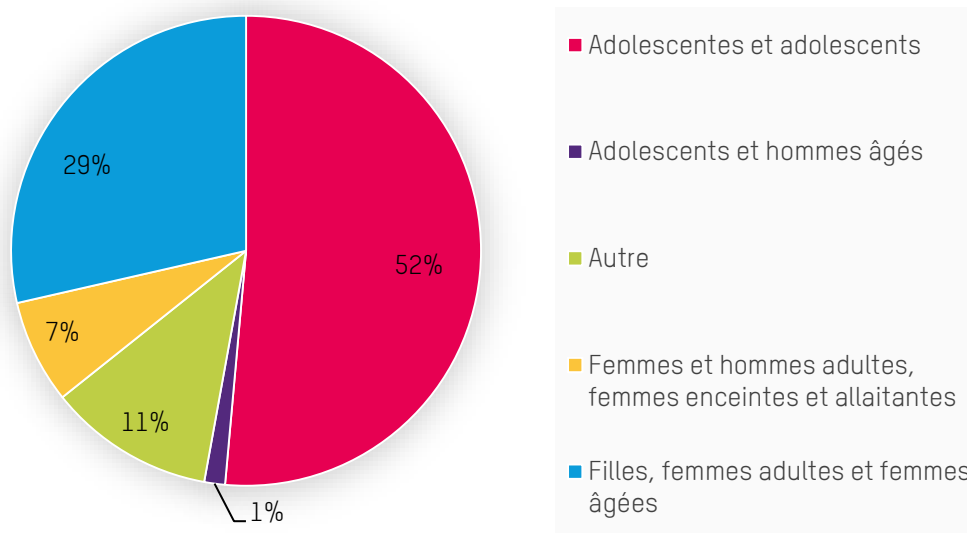


Figure 7a : catégories de personnes dans la communauté considérées comme les plus touchées par la crise (femmes)

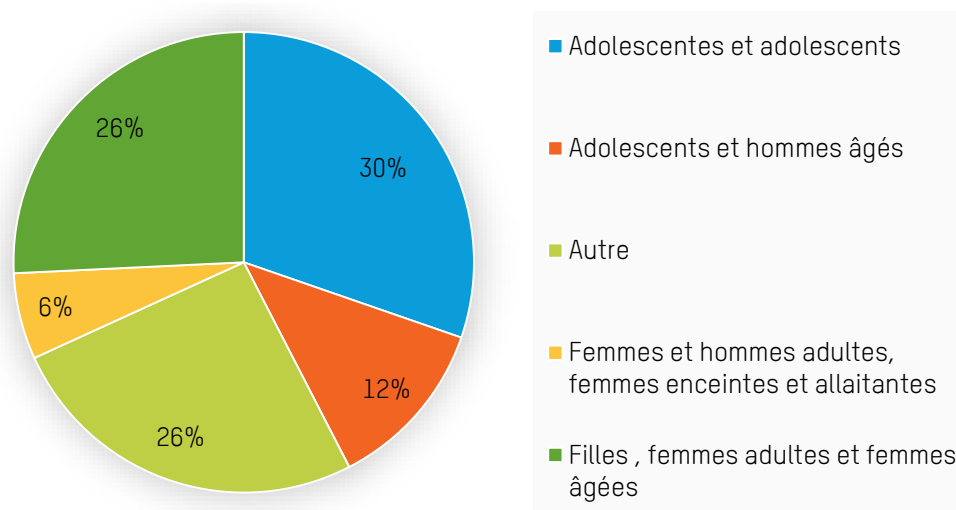


Figure 7b : catégories de personnes dans la communauté considérées comme les plus touchées par la crise (hommes)

Selon les personnes interrogées, le motif principal de vulnérabilité est l'insécurité, puis le décès de la personne à la tête du ménage et les restrictions de déplacements (Figure 8). Différentes catégories de personnes sont jugées vulnérables et les informations issues des discussions de groupe semblent indiquer que les raisons telles que l'absence de sécurité et la privation du droit de circuler librement concernent probablement toutes les catégories, tandis que l'absence d'une personne à la tête du ménage concerne les femmes adultes et âgées, les filles et les garçons.

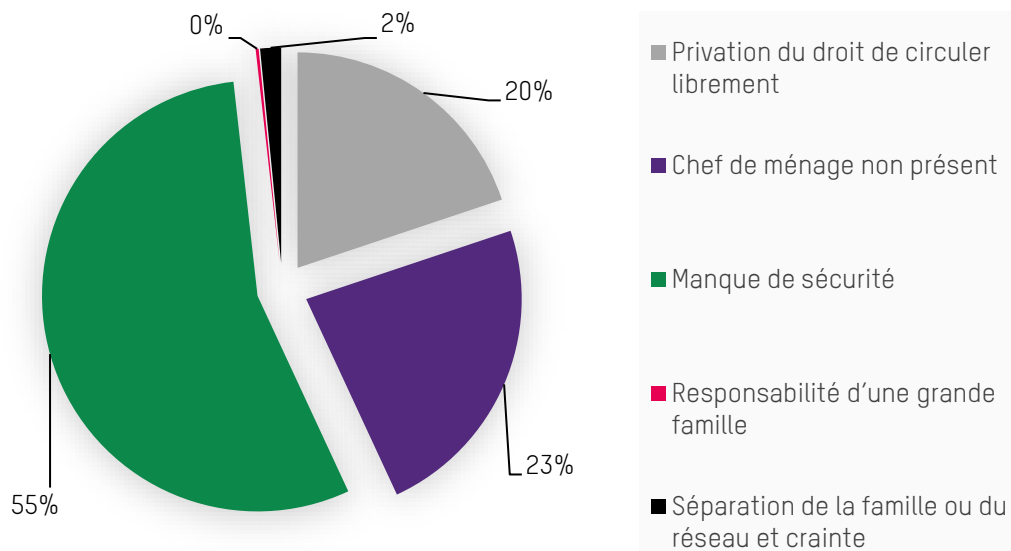


Figure 8 : causes de vulnérabilité liées au conflit

Les personnes déplacées internes ont indiqué avoir fui essentiellement en raison du conflit et de la destruction de leur logement. Les femmes déplacées ont exprimé des craintes quelque peu différentes de celles des hommes déplacés, comme on peut le voir aux Figures 9, 9a et 9b qui montrent que les femmes déplacées ont fui pour des motifs qui diffèrent un peu de ceux des hommes. Plus de femmes (33 %) que d'hommes (27 %) craignaient les violences à l'encontre des membres de leur famille, et les femmes (10 %) étaient plus nombreuses que les hommes (2 %) à s'inquiéter au sujet de la privation du droit de circuler librement.

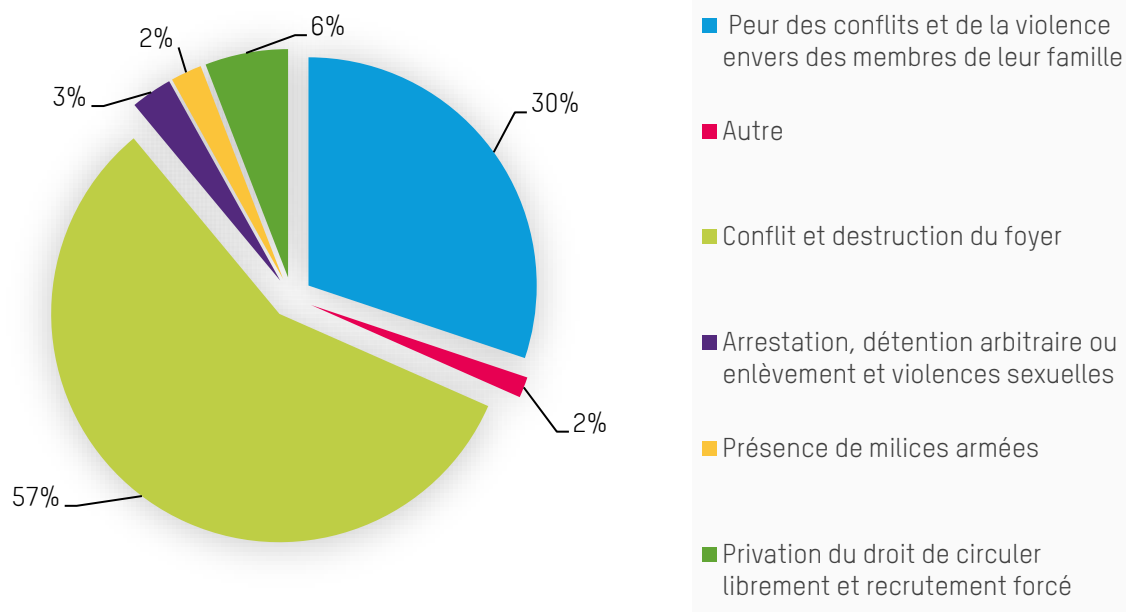


Figure 9 : raisons principales pour lesquelles les personnes déplacées internes ont quitté leur domicile (toutes les personnes interrogées)

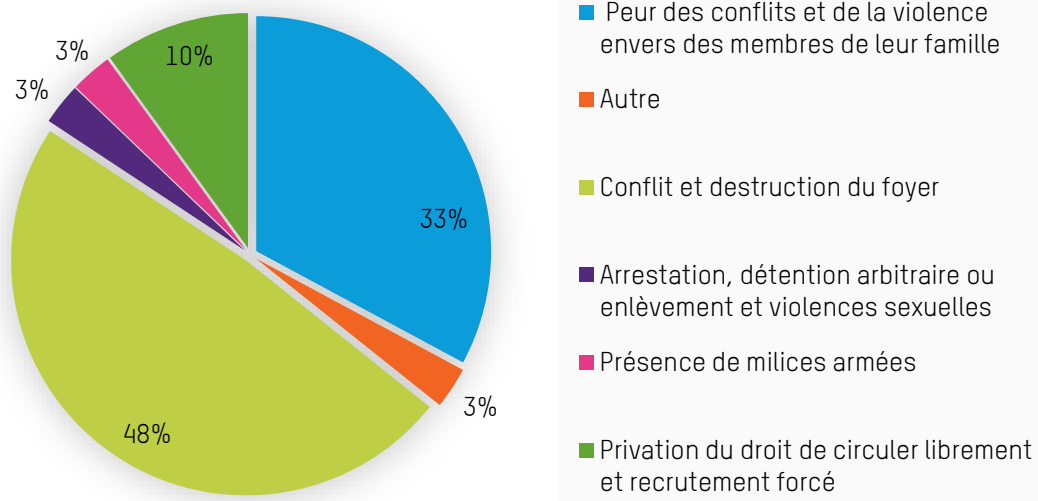


Figure 9a : raisons principales pour lesquelles les personnes déplacées internes ont quitté leur domicile (femmes)

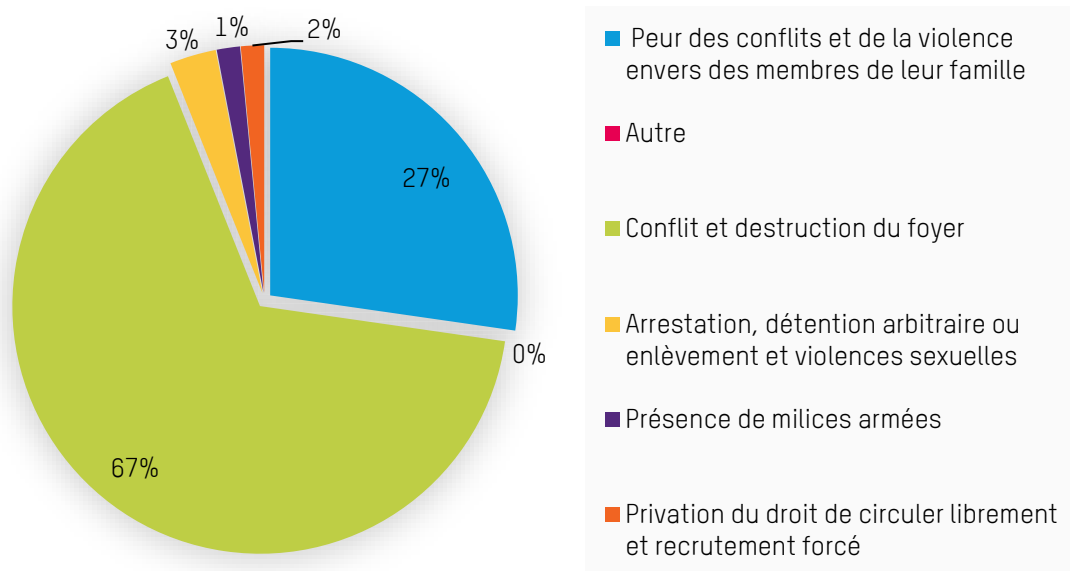


Figure 9b : raisons principales pour lesquelles les personnes déplacées ont quitté leur domicile (hommes)

5 IMPACT DE LA CRISE AU KASAÏ SUR LES NORMES HOMMES-FEMMES

Accès aux structures WaSH

Les notes d'observation indiquent que l'accès à l'eau potable et à l'eau en général dans les zones étudiées est limité. Il y a peu de sources d'eau disponibles, et toutes ne sont pas entretenues régulièrement. Les sources d'eau se trouvent essentiellement sur des propriétés privées. Il appartient au propriétaire de gérer ces sources et d'en assurer la maintenance, ce qui représente un coût pour la communauté. En conséquence, les communautés font du commerce de l'eau une activité génératrice de revenus. Comme partout en RDC, les femmes et les filles sont chargées des tâches liées à l'hygiène et à l'élimination des déchets. Ce sont elles qui vont chercher l'eau et effectuent toutes les autres tâches relatives à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (Figures 10, 11 et 12).

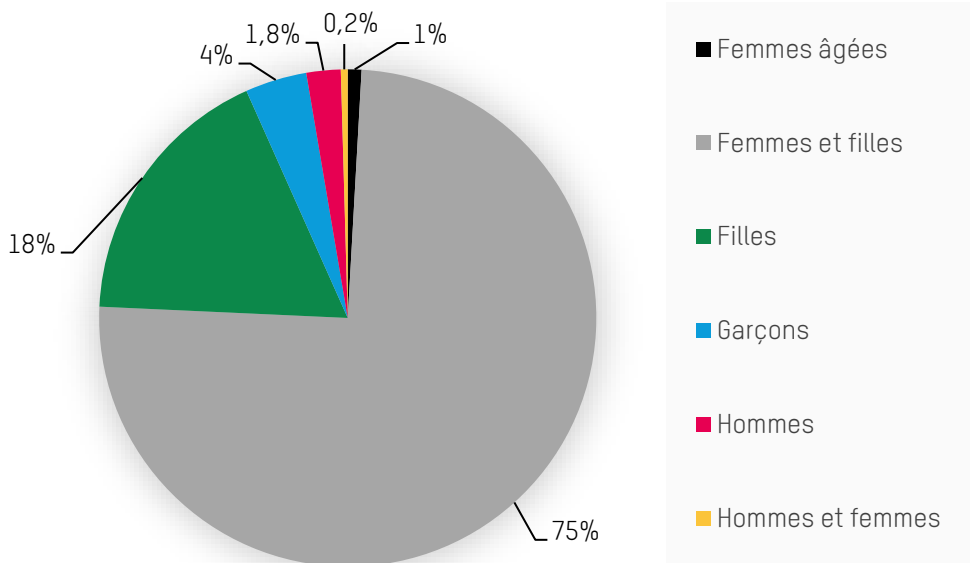


Figure 10 : membre du ménage chargé d'aller chercher l'eau

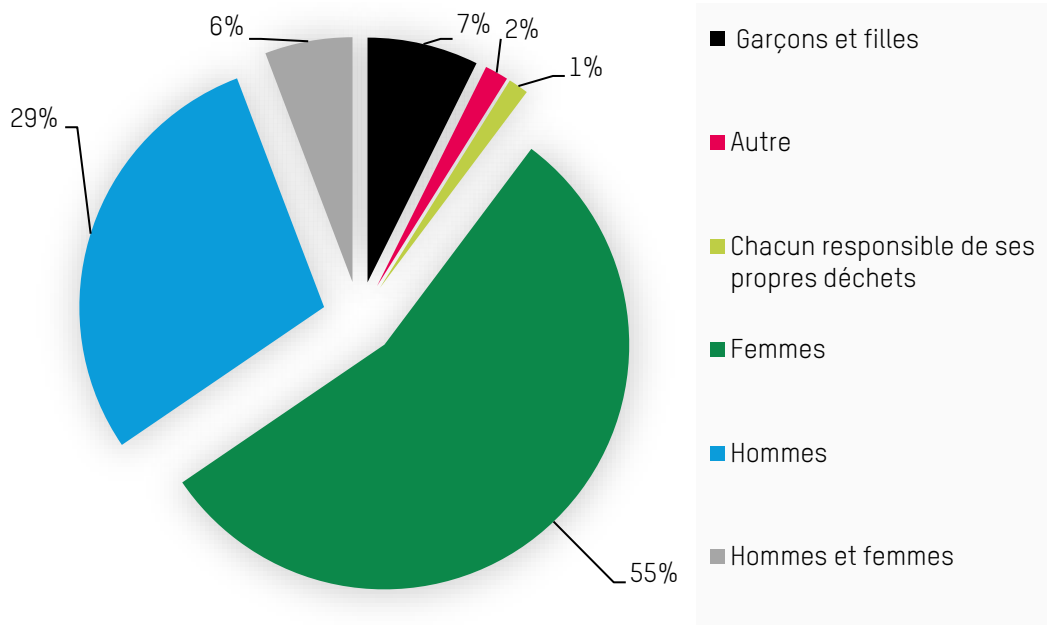


Figure 11 : personne chargée d'éliminer les déchets

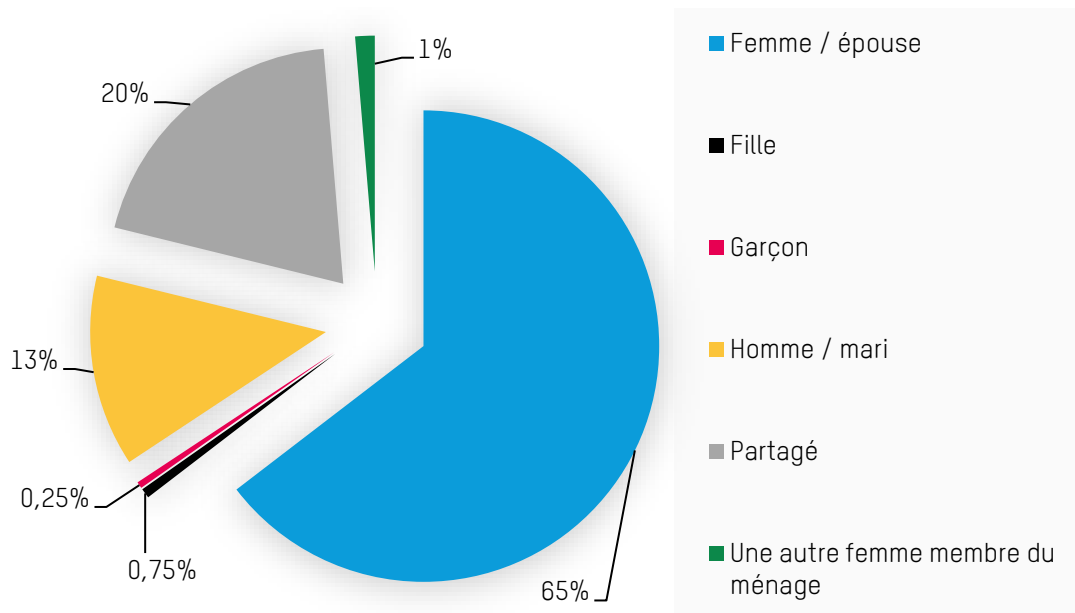


Figure 12 : membre de la famille chargé de l'hygiène

Près de la moitié des personnes interrogées (49 %) ont déclaré devoir marcher entre 30 minutes et une heure pour se rendre de chez elles au point d'eau le plus proche et revenir à leur domicile (Figure 13).

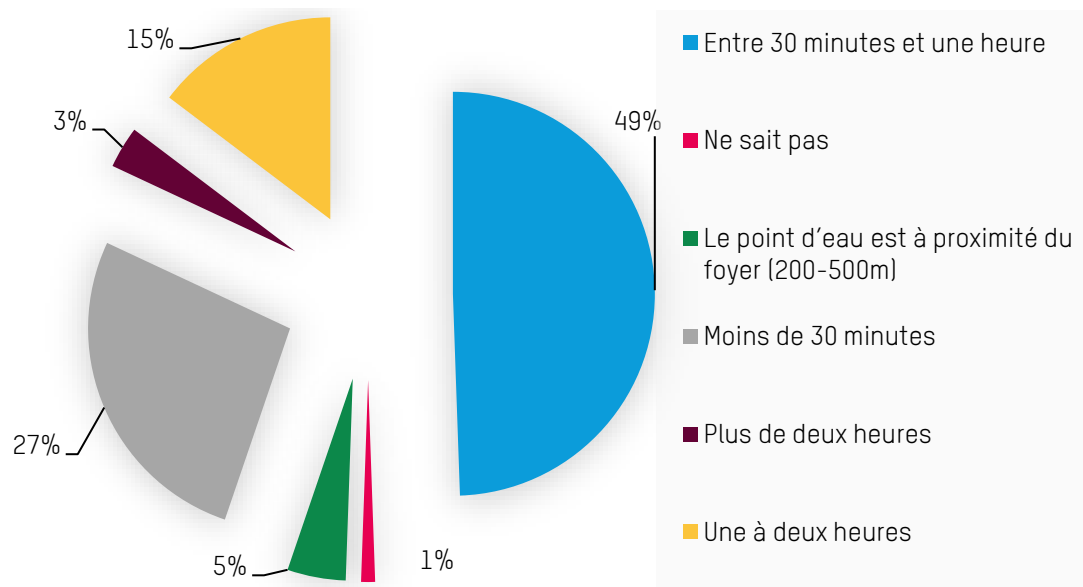


Figure 13 : distance jusqu'au point d'eau et durée nécessaire pour aller chercher l'eau et rentrer

En ce qui concerne les tâches domestiques, en particulier les activités WaSH (mais pas exclusivement), il est apparu clairement durant les discussions de groupe portant sur les journées types de la vie d'une femme, d'un homme, d'un garçon et d'une fille que le nombre d'heures travaillées des femmes et des filles était supérieur à celui des hommes et des garçons. Les femmes et les filles sont aussi chargées de ramasser du bois, de laver les vêtements, de préparer les repas, entre autres tâches ménagères. Certains garçons de 10 à 14 ans ont dit qu'ils aidaient leur famille, en allant chercher du bois ou de l'eau parfois, ou encore en balayant devant la maison. Des hommes déplacés ont indiqué qu'ils fournissaient une aide accrue au sein du ménage en s'occupant des enfants. Toutefois, le plus gros du travail domestique incombe aux femmes et aux filles. Cela était déjà le cas avant la crise, la crise n'ayant fait qu'ajouter un climat d'insécurité.

Comme on le voit sur la Figure 14, 64 % de l'ensemble des personnes interrogées ont déclaré qu'elles ne se sentaient pas en sécurité aux points d'eau et 71 % qu'elles ne se sentaient pas en sécurité lorsqu'elles allaient aux toilettes (Figure 16). Les résultats des réponses ventilées en fonction du sexe des personnes interrogées

sont identiques, ce qui signifie certainement que les hommes craignent pour leur propre sécurité, mais aussi pour celle des femmes. La distance par rapport au logement et les tensions intercommunautaires sont des raisons citées par 57 % des personnes qui disent craindre de se rendre aux points d'eau. Pour 80 % des personnes craignant de se rendre aux toilettes, les motifs cités sont l'absence de verrous et d'intimité (les toilettes se trouvent généralement en extérieur et ne sont pas construites en dur). Il est important de noter que les préoccupations des hommes et des femmes sont similaires et qu'ils ont donné des réponses semblables. Cela semble indiquer que les tensions communautaires et la peur qui découle de ces tensions, ainsi que le risque de conflits sont très élevés, ce qui explique le sentiment d'insécurité ressenti par tous.

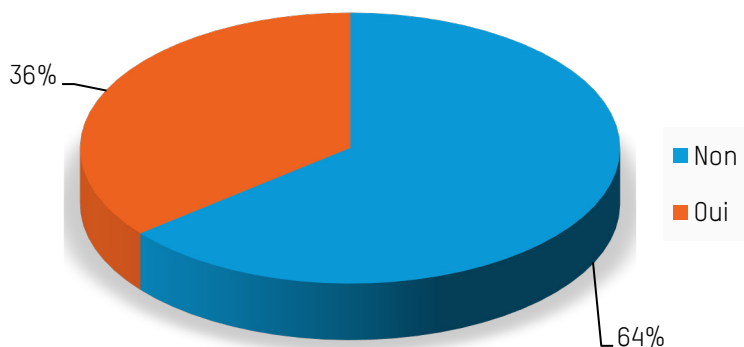


Figure 14 : vous sentez-vous en sécurité au point d'eau ?

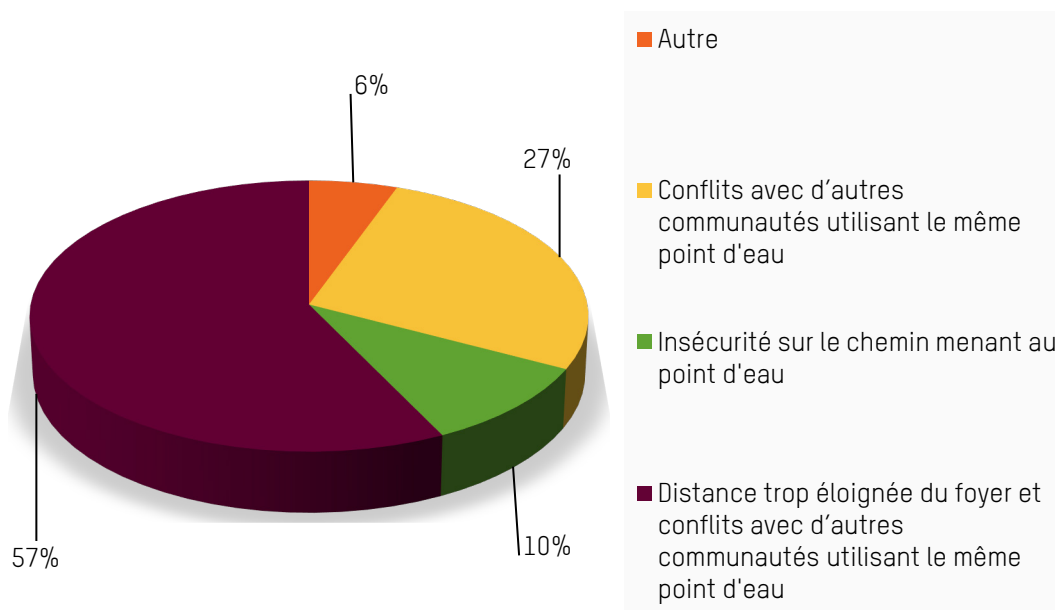


Figure 15 : raisons pour lesquelles vous ne vous sentez pas en sécurité au point d'eau

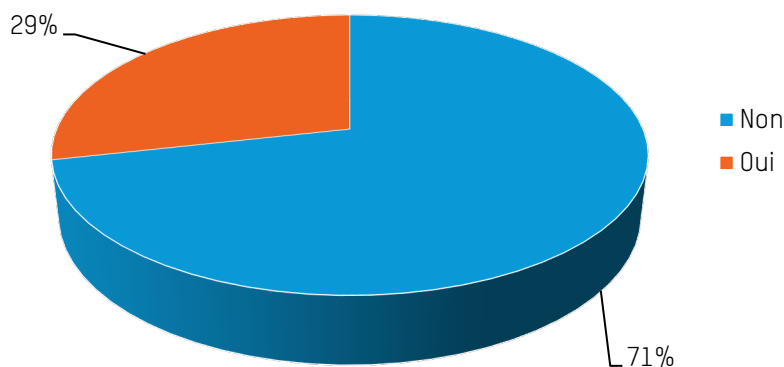


Figure 16 : vous sentez-vous en sécurité lorsque vous allez aux toilettes ?

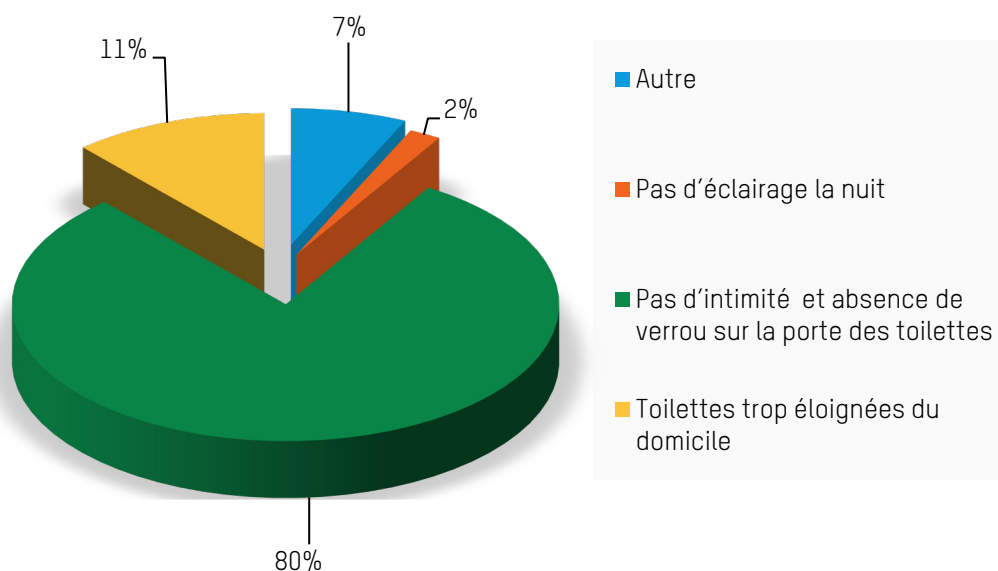


Figure 17 : raisons pour lesquelles vous ne vous sentez pas en sécurité lorsque vous allez aux toilettes

La majorité des ménages utilisent des installations d'eau et d'assainissement défectueuses. Seules 55 % des personnes interrogées ont dit posséder leurs propres toilettes ; 78 % des ménages ont répondu qu'ils partageaient actuellement les installations sanitaires avec d'autres ménages. Comme l'on pouvait s'y attendre, le manque d'installations sanitaires signifie aussi qu'il existe très peu d'installations séparées pour les hommes et pour les femmes, et 83 % des sondés ont dit qu'ils utilisaient les mêmes installations collectives.

Pour leur hygiène menstruelle, la majorité des femmes et des filles (51 %) ont expliqué qu'elles utilisaient des protections en tissu qu'elles lavaient et réutilisaient. Elles étaient 63 % à se servir de produits hygiéniques qu'elles avaient fabriqués elles-mêmes. Elles n'ont été que 18 % à répondre qu'elles avaient les moyens d'acheter des serviettes hygiéniques jetables, mais 12 % ont par ailleurs indiqué qu'elles pouvaient s'en procurer par d'autres moyens (Figures 18 et 19). Les participantes aux discussions de groupe ont confirmé ces propos, en ajoutant qu'elles se lavaient plusieurs fois par jour par mesure d'hygiène.

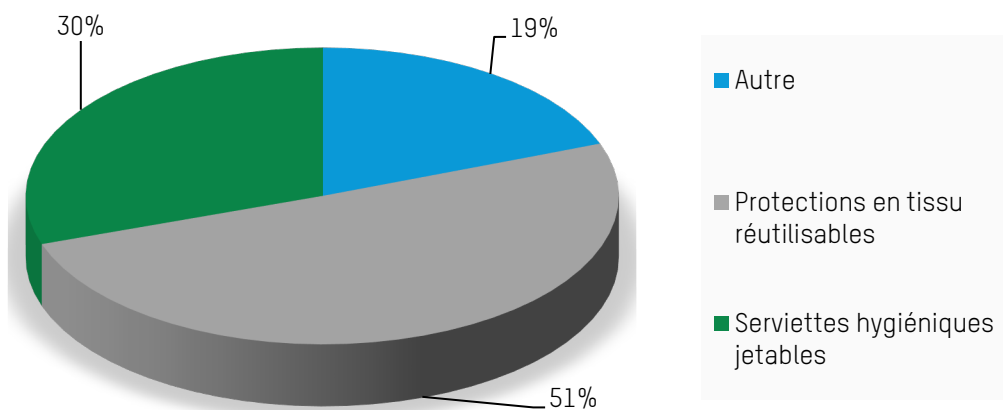


Figure 18 : qu'utilisez-vous pour votre hygiène menstruelle ?

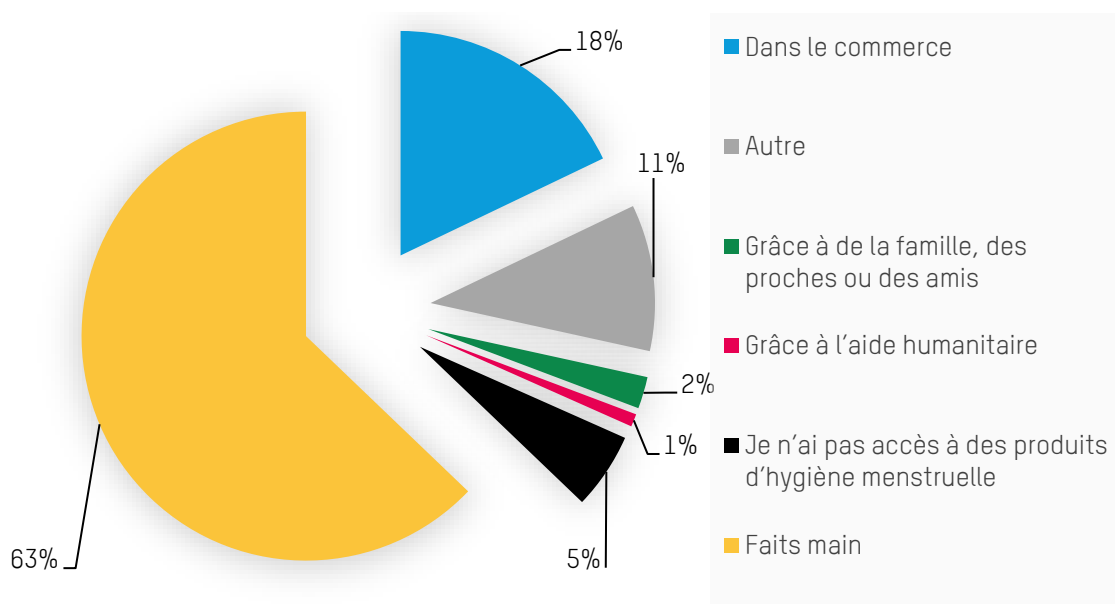


Figure 19 : comment accédez-vous aux produits d'hygiène menstruelle ?

Les 11 % ayant répondu « Autre » à cette question utilisent des produits non hygiéniques, demandent des produits à leurs voisines ou n'ont plus besoin de produits d'hygiène menstruelle. La majorité des femmes et des filles ne se débarrassent pas des produits d'hygiène menstruelle comme il le faudrait (Figure 20).

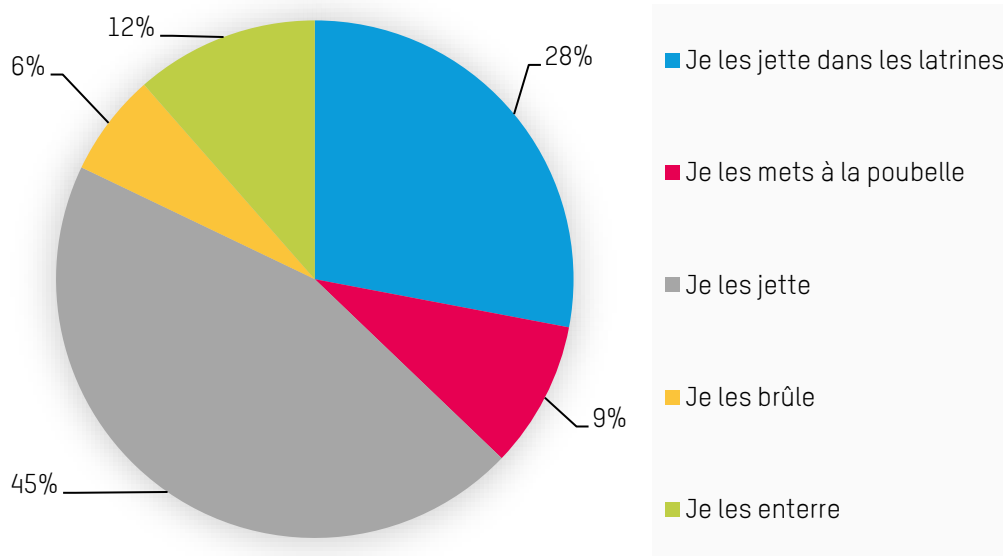


Figure 20 : comment vous débarrassez-vous des produits d'hygiène menstruelle ?

Accès à la nourriture, aux moyens de subsistance et aux terres productives

Aussi bien dans les villages que dans les villes de cette étude, l'agriculture est le principal secteur de subsistance. La plupart des tâches agricoles sont confiées aux femmes, tandis que les hommes prennent davantage part aux activités liées à l'extraction de diamants (Figures 21 et 22). En regardant les réponses ventilées par sexe, on constate que 56 % des femmes ont dit qu'elles effectuaient des activités agricoles et que 24 % des hommes ont indiqué qu'ils travaillaient dans l'extraction de diamants ; l'agriculture, activité majoritairement exercée par les femmes, représente donc la principale source de moyens de subsistance.

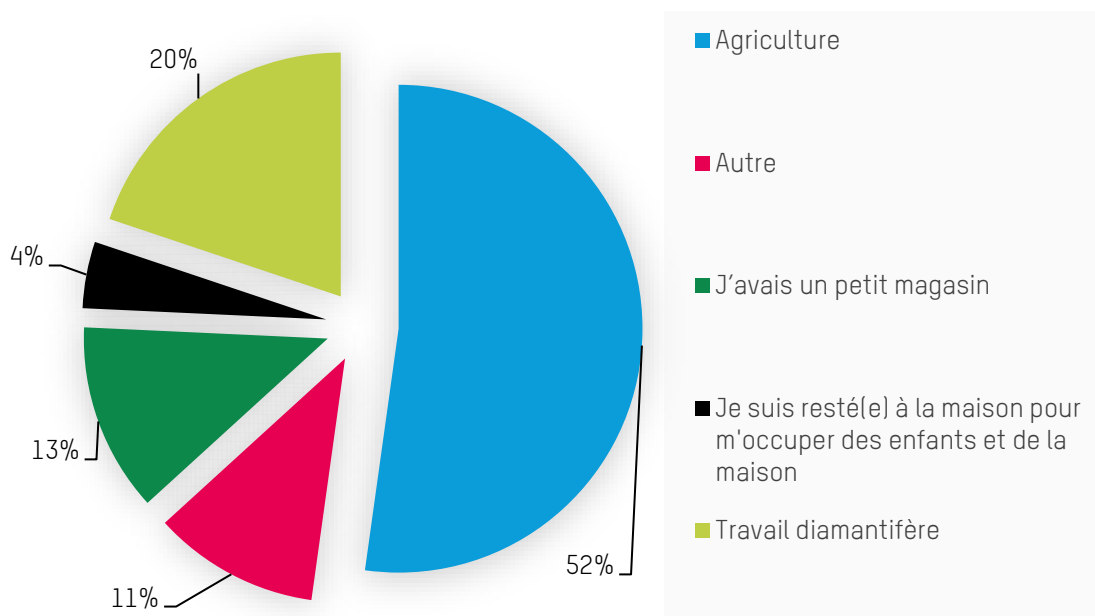


Figure 21 : activité principale avant la crise (toutes les personnes interrogées)

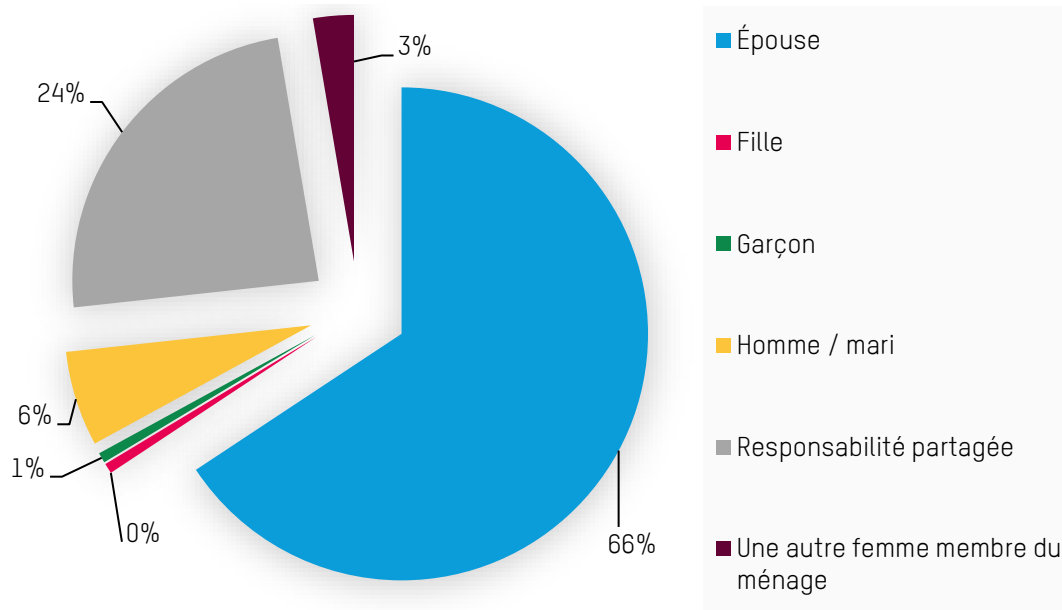


Figure 22 : personne au sein du ménage chargée des travaux agricoles

Dans le contexte actuel, beaucoup de personnes déplacées internes ne peuvent plus exercer les activités de subsistance qu'elles menaient avant la crise. C'est vrai pour 60 % des femmes et 62 % des hommes, qui expliquent ne pas avoir accès aux terres et ne pas disposer des outils nécessaires pour exercer leurs activités. Les 23 % qui ont répondu « Autre » travaillent soit pour l'État, occupent des emplois de chauffeurs, de mécaniciens ou de prédicateurs, ou s'occupent de la gestion du bétail (Figure 23).

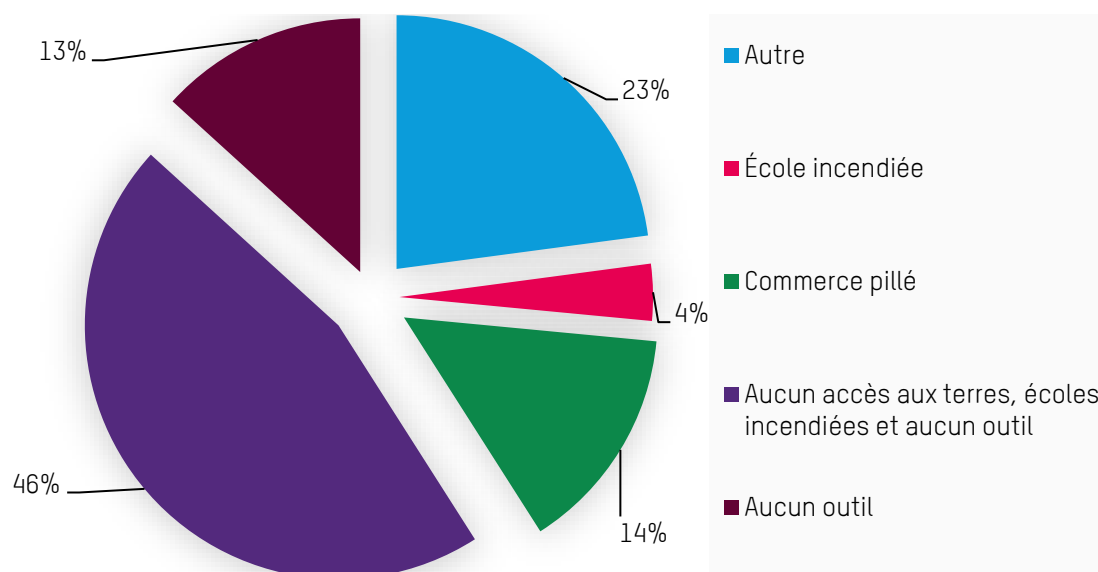


Figure 23 : raisons pour lesquelles la même activité n'est plus exercée aujourd'hui (toutes les personnes interrogées)

Lors des discussions de groupe, les mêmes préoccupations ont été évoquées dans les communautés d'accueil, les participants indiquant avoir besoin d'outils et de semences. De manière générale, la préoccupation majeure des participants (hommes, femmes, garçons et filles) concerne l'accès à leurs champs, dont ils sont actuellement privés. À cause de ce problème d'accès, la population ne peut pas produire de cultures vivrières pour se nourrir ou de cultures commerciales pour générer des revenus pour le ménage, ce qui a des effets négatifs sur la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel. Cela va dans le sens des conclusions précédentes de l'OCHA, selon lesquelles la plupart des familles du Kasai ont perdu deux saisons consécutives

de plantations, ce qui a conduit la région à entrer dans la catégorie des zones touchées par l'insécurité alimentaire²⁴.

Les informations issues des discussions de groupe indiquent que les hommes se chargent de la gestion du bétail tandis que les femmes sont surtout responsables des volailles. Cette division du travail correspond aux rôles traditionnels au sein des ménages. La perte du bétail a représenté une information clé, recueillie lors des discussions de groupe. Les participants ont déclaré qu'ils avaient vendu des bêtes pour obtenir l'argent dont ils avaient besoin pour survivre et que des groupes armés avaient volé des bêtes. Le bétail constitue souvent un capital essentiel. La perte d'animaux prive des membres des communautés touchées par la crise, en particulier les hommes, de ressources économiques essentielles et d'un mécanisme potentiel d'adaptation, ce qui risque d'accroître à terme leur vulnérabilité et celle de leur ménage.

Les données primaires collectées correspondent à des estimations précédentes de taux élevés de malnutrition dans les communautés étudiées. Le Programme alimentaire mondial (PAM), par exemple, a indiqué que neuf personnes sur dix souffraient d'insécurité alimentaire dans les communautés les plus durement touchées et qu'une personne sur deux était dans une situation d'insécurité alimentaire grave²⁵. Dans de nombreuses discussions de groupe, les jeunes et les hommes ont dit qu'ils ne mangeaient pas pendant plusieurs jours d'affilée et que les mangues étaient les seuls aliments qu'ils pouvaient consommer ou vendre. Cela apparaît également dans les notes d'observation des agents de recensement et dans les entretiens avec des informateurs clés. Des villageoises ayant participé aux discussions du groupe des filles de 15 à 19 ans ont notamment donné l'exemple suivant de mécanisme très dur d'adaptation adopté : « Ne manger que deux mangues par jour, c'est un retour à un mode de vie primitif²⁶. »

Les résultats montrent aussi que les capacités d'adaptation des communautés varient selon les endroits. Les habitants des villes de taille plus importante (Tshikapa et Komonia) parviennent mieux à trouver des ressources et des produits ; ils peuvent accéder à des marchés de toutes les tailles. En revanche, on ne trouve dans les villages environnants que des petits marchés où l'offre de produits est restreinte. En ces lieux, les options sont extrêmement limitées en ce qui concerne les moyens de subsistance. Sur les 449 personnes ayant répondu à l'enquête, 65 % ont dit que leur famille n'avait aucune source de revenus. Si l'on ne tient pas compte des habitants des villes dans l'analyse, 72 % des sondés dans les villages n'avaient aucune source de revenus. Lorsqu'on distingue les réponses des membres des communautés d'accueil de celles des personnes déplacées internes, on constate que 75 % des personnes déplacées interrogées ont déclaré n'avoir aucun revenu. La situation de ces groupes est beaucoup plus précaire que la situation des personnes qui vivent en ville. Par ailleurs, les personnes interrogées ont affirmé que le coût de la vie avait augmenté depuis le début de la crise.

La perte du bétail, la diminution des activités génératrices de revenus, la hausse du coût de la vie et l'impossibilité d'exercer des activités agricoles ont fait que la population a commencé à vivre une situation d'insécurité alimentaire extrême. L'analyse de l'ensemble des données montre clairement que les femmes enceintes, les femmes qui allaitent, les personnes âgées, les enfants orphelins, les personnes handicapées et les veuves/ménages dirigés par des femmes sont particulièrement vulnérables. Un peu plus de la moitié (51 %) des personnes ayant répondu à l'enquête ont dit que leur famille comptait au moins une personne faisant partie d'une des trois catégories de personnes particulièrement vulnérables (femmes enceintes, femmes qui allaitent ou femmes atteintes d'une maladie chronique) au moment de l'étude. Cela voudrait dire qu'environ la moitié des familles sont en situation d'insécurité alimentaire, même si les données sur les maladies chroniques n'ont pas été étudiées. Les réponses des familles sur les priorités en matière d'alimentation (Figure 24) dressent un tableau sombre : les enfants et les femmes du ménage semblent les plus vulnérables (moins de 3 % des ménages accordent la priorité à ces groupes ; 22 % accordent la priorité aux épouses²⁷ ; 23 % la partagent entre époux et 49 % des ménages donnent les aliments en priorité aux hommes).

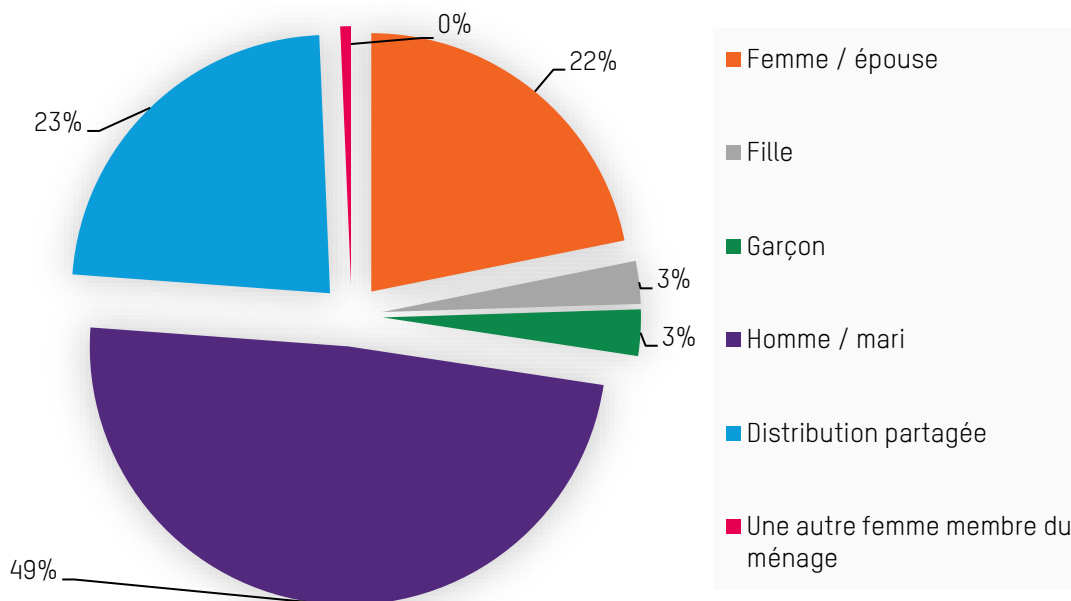


Figure 24 : membre de la famille recevant en priorité de la nourriture au sein du ménage

De plus, les ménages polygames n'ont pas été pris en compte dans la collecte mobile des données ni dans les discussions de groupe. La plupart des représentants d'ONG interrogés ont indiqué qu'ils veillaient à ce que les femmes soient ciblées lors de la distribution de nourriture, mais il semble probable que les ménages polygames soient confrontés de manière disproportionnée à la vulnérabilité et que l'aide humanitaire soit insuffisante. Dans l'ensemble, les informations collectées lors des entretiens avec les informateurs clés ont montré que l'aide n'était pas suffisante et que certains ménages étaient omis. Nous ne disposons pas de sources secondaires spécifiques sur la polygamie dans la province du Kasai, mais les informateurs clés nous ont fourni des compléments d'information. Les hommes et les femmes interrogées ont dit que la polygamie était une pratique très répandue dans la région et qu'elle concernait 80 % des ménages. D'après un informateur clé, « dans les villages, tous les hommes ont au moins deux épouses » et en moyenne, un ménage polygame compte trois épouses. Une informatrice clé a indiqué : « L'homme ne donne pas les mêmes sommes d'argent à toutes les épouses, dans la plupart des cas, seule la dernière épouse reçoit l'argent²⁸. » Trois informatrices clés ont affirmé que les femmes n'appréciaient pas la polygamie et un informateur clé a déclaré : « Les hommes au Kasai ont recours à la polygamie pour utiliser les femmes comme unités de production²⁹. » Étant donné que l'aide est insuffisante de manière générale, les ménages polygames devraient, semble-t-il, être ciblés de façon plus spécifique.

Accès aux soins de santé, y compris à la santé sexuelle et reproductive

Les principaux problèmes de santé rencontrés dans les zones de l'étude depuis le début de la crise sont la malnutrition et la diarrhée ; 59 % de l'ensemble des personnes interrogées ont mentionné ces deux problèmes. Les blessures causées par les violences, y compris les violences sexuelles, ont ensuite été évoquées (Figure 25). Les enfants, les femmes enceintes et les mères qui allaitent sont les plus susceptibles de souffrir de malnutrition étant donné les priorités de distribution de la nourriture au sein des ménages, décrites plus haut. En outre, les femmes et les filles risquent plus d'être la cible de violences sexuelles du fait des responsabilités WaSH et des tâches agricoles qui leur incombent. Elles peuvent notamment être agressées sur le chemin qu'elles empruntent pour aller aux champs ou pour aller chercher de l'eau. Les informations recueillies au cours de l'étude confirment cela. Par exemple, une participante à une discussion de groupe a expliqué : « Il n'y a que des menaces³⁰. » Une autre femme a fait remarquer : « Les femmes et les filles sont plus exposées au risque pour la sécurité associé à la distance ; beaucoup de risques sont liés aux distances à parcourir³¹. » Une fille d'un groupe de discussion réunissant des filles de 15 à 19 ans a précisé : « Tout est limité à cause des destructions et de la crainte d'être violée en route, seule³². » D'autres informations sur les risques associés à ces activités sont présentées à la section relative aux violences liées au genre du présent document.

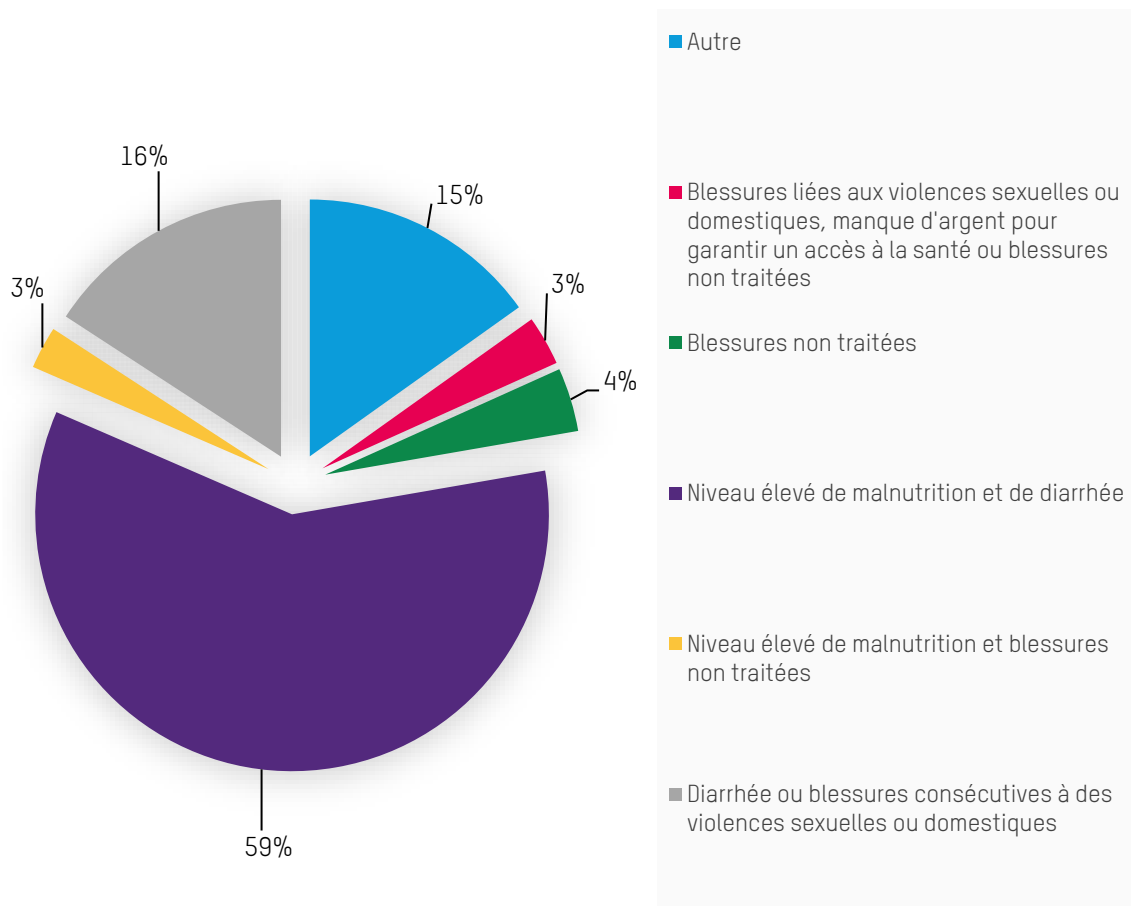


Figure 25 : principaux problèmes de santé depuis le début du conflit

Les survivants de violences sexuelles qui ont répondu à l'enquête ont dit que la stigmatisation et les coûts représentaient les principaux obstacles aux services de santé. Il est frappant de constater que les réponses des femmes et celles des hommes sont les mêmes, ce qui montre que les hommes ont également conscience de la réprobation associée aux violences sexuelles (Figures 26 et 27). Les résultats des discussions de groupe et des entretiens avec les informateurs clés appuient ces informations, notamment en ce qui concerne les coûts.

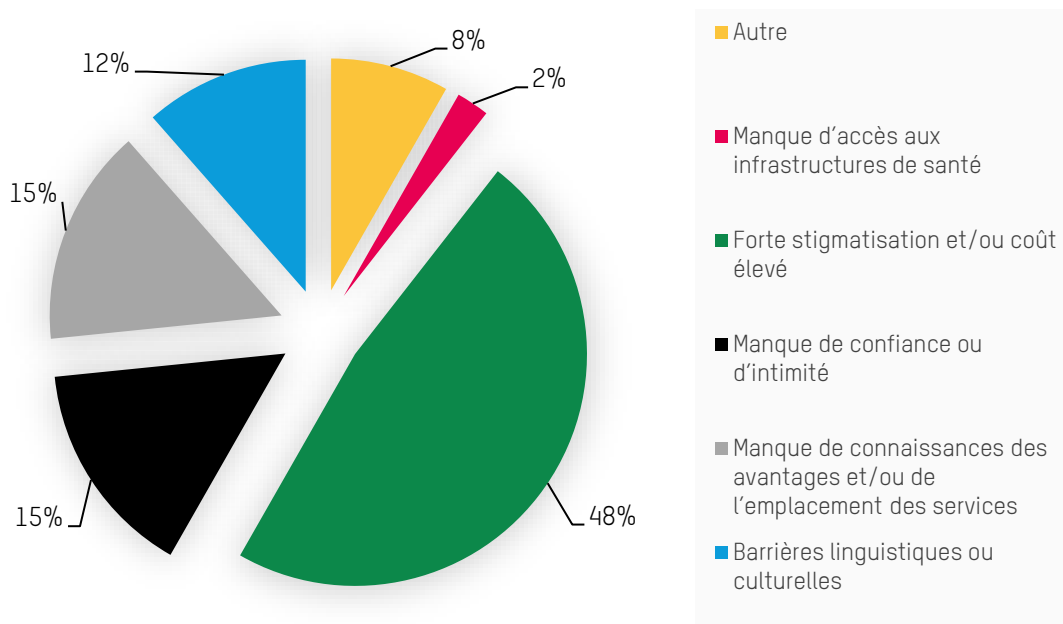


Figure 26 : obstacles à l'accès aux soins de santé des survivants de violences sexuelles (femmes interrogées)

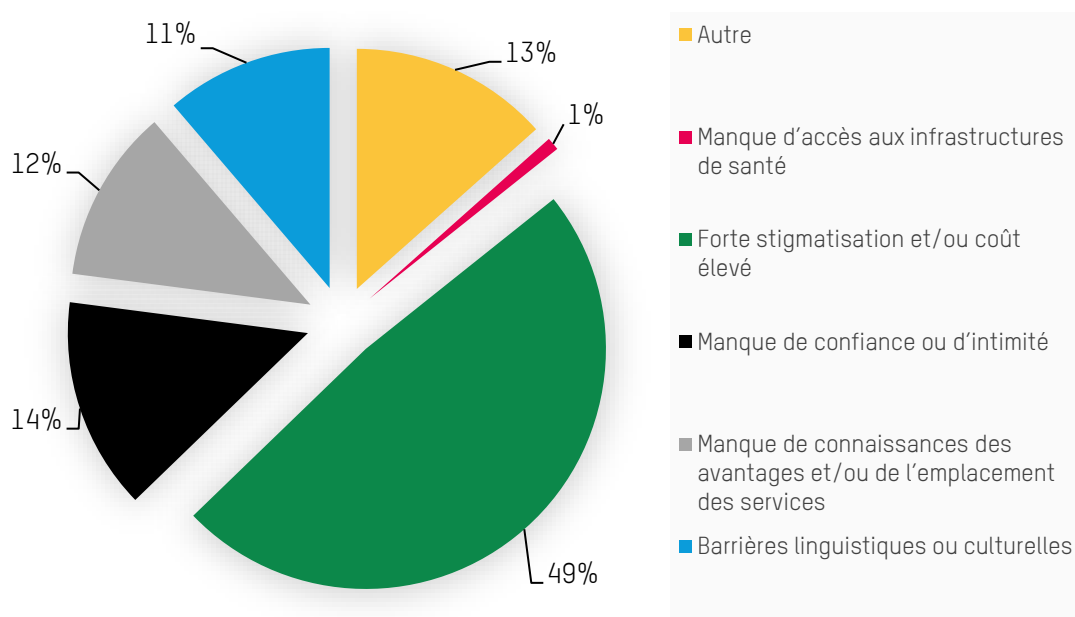


Figure 27 : obstacles à l'accès aux soins de santé des survivants de violences sexuelles (hommes interrogés)

Les statistiques de la DPS de janvier-octobre 2017 indiquent 39 décès maternels pour 126 992 naissances, et 472 cas de choléra. Toutefois, ces informations ne concernent que les femmes qui se sont rendues dans des centres de santé, et la moitié de la population n'a pas accès à ces centres. Près de la moitié des personnes interrogées (47 %) ont dit avoir donné naissance dans un centre de santé (Figure 28), mais la majorité des participants (hommes et femmes) aux groupes de discussion, en particulier les personnes vivant dans les villages, avaient tendance à dire que les femmes enceintes accouchaient chez elles, seules ou avec l'aide d'une sage-femme, parce qu'elles n'avaient pas l'argent nécessaire pour se rendre dans un centre de santé ou parce que ces centres étaient trop éloignés. L'insécurité accrue qui résulte du conflit aggrave encore plus la situation et dissuade les personnes de parcourir de longues distances à pied. Les informateurs et informatrices clés ont aussi signalé qu'au Kasai un grand nombre de filles de moins de 18 ans étaient déjà mères, en raison des pratiques très répandues de mariages précoces. Ces filles risquent encore plus de souffrir de complications en donnant naissance chez elles.

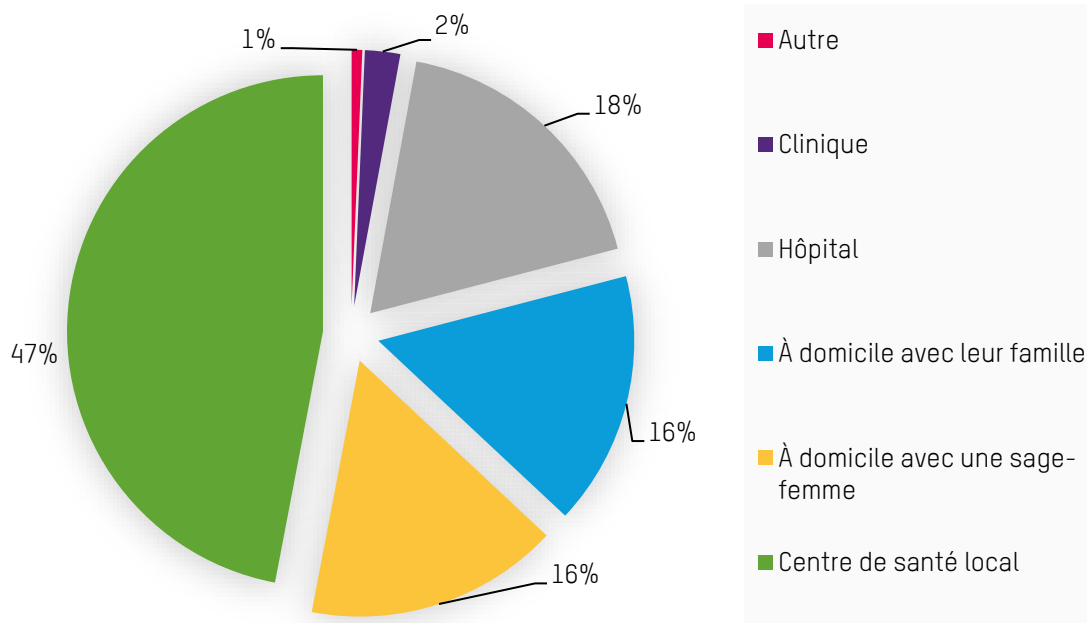


Figure 28 : lieux où les femmes accouchent

Des pratiques dangereuses pour la santé ont été mises en avant lors des discussions de groupe. La majeure partie des participants ont indiqué avoir essentiellement recours aux services de praticiens locaux et à la médecine traditionnelle en cas de problème de santé. Certains ont aussi dit qu'il était de coutume d'emmener les malades à l'église ou de prier pour eux, faute de disposer d'autres moyens de les guérir. La situation ne s'est détériorée que depuis le début de la crise.

Il convient aussi de noter les potentiels effets psychosociaux de la crise. Nombre de participants et de participantes aux discussions de groupe ont exprimé un sentiment de grande crainte et ont dit avoir été directement témoins de décès et de violences sexuelles, ou avoir entendu parler de tels cas. Des informateurs et informatrices clés ont expliqué qu'avant le conflit, ils n'avaient jamais eu connaissance de telles formes de violences au Kasai. Une représentante d'une ONG locale a ainsi affirmé : « Les enfants qui étaient dans des milices (filles et garçons) ont besoin d'un appui psychosocial à cause des enlèvements par force qu'ils ont subis et de toutes les autres choses qu'ils ont vues ou faites. Même moi j'en ai besoin après tout ce que j'ai entendu³³. » Les participants du groupe de discussion réunissant des garçons âgés de 10 à 14 ans ont peur et craignent la stigmatisation à la suite de ce qu'ils ont vécu. Plusieurs informateurs clés travaillant dans des établissements scolaires ont expliqué que les personnes déplacées subissaient des discriminations et qu'il existait des tensions démultipliées entre les élèves d'ethnies différentes, ce qui devait certainement être très difficile à supporter pour des enfants. Les filles et les garçons ayant participé aux discussions en groupe ont dit qu'ils se sentaient plus dépendants de leurs parents pour tout, alors qu'ils étaient plus libres de faire ce qu'ils voulaient avant la crise. Ils ont aussi exprimé leurs craintes et leur désespoir. En outre, les sondés ont signalé qu'une grande part des hommes déplacés avaient l'impression de ne plus assumer leur rôle traditionnel et de ne plus pouvoir asseoir leur autorité dans la société parce qu'ils ne pouvaient plus exercer pour l'heure leurs activités essentielles de subsistance. Durant une discussion de groupe, un homme a affirmé : « Les hommes ont perdu leur pouvoir en tant qu'hommes³⁴. » Cela pourrait avoir divers effets sur leur état psychosocial ainsi que sur les dynamiques de la société et des ménages au sein de la communauté. Cet aspect n'a pas été abordé directement pendant les discussions de groupe et les entretiens avec les informateurs clés, mais est apparu indirectement dans divers témoignages. Les mécanismes d'adaptation ont été limités dans l'ensemble ; aucun n'a été observé concernant ces effets psychosociaux en particulier.

Accès à l'éducation

La situation de la province du Kasai en matière d'accès à l'éducation est désastreuse. Dans la province, 25 à 30 % de la population sait lire et écrire selon des sources gouvernementales locales, même si aucune donnée précise n'est disponible. D'après les statistiques de la Division en charge du genre, de la famille et de l'enfance, le taux d'alphabétisation est de 35 % chez les hommes, 45 % pour les filles, 66 % pour les garçons et 22 %

seulement chez les femmes. Cela signifie que 65 % des hommes, 55 % des filles et 78 % des femmes ne savent ni lire ni écrire, une statistique effarante.

Nombre de personnes interrogées dans les villages ont signalé que la majorité des établissements scolaires avaient été détruits, à la suite de pillages ou d'incendies. La plupart des responsables des établissements ont quitté les lieux, y compris les enseignants, et craignent de revenir en raison des tensions intercommunautaires. Dans les villes, la majeure partie des enfants interrogés se sont plaints du manque de fournitures scolaires et d'éléments essentiels tels que des sacs à dos, des livres, des stylos et du papier. La plupart d'entre eux doivent apporter leur propre chaise à l'école. Toutefois, il semble que les établissements scolaires manquaient déjà de matériel avant le conflit, ce qui en dit long sur la grande pauvreté de la province. Dans les zones dans lesquelles les écoles sont toujours opérationnelles, les frais de scolarité représentent l'obstacle principal à la scolarisation des enfants. Parmi les filles et les garçons qui ont participé aux discussions de groupe, certains ont également expliqué que les longues distances à parcourir pour se rendre à l'école et le haut niveau d'insécurité les rebutaient.

D'après les chiffres fournis par la Division provinciale pour l'enseignement primaire, secondaire et professionnel concernant la province du Kasai, le nombre total d'élèves dans les écoles primaires a chuté entre septembre 2016 et septembre 2017, tandis que le nombre d'élèves du secondaire et de l'enseignement professionnel a légèrement augmenté au cours de la même période (Tableaux 2 et 3). Il y a moins d'enfants dans les établissements secondaires qu'en primaire, mais cette baisse est plus marquée chez les filles : elles représentaient 43 % de l'ensemble des élèves de primaire et seulement 36 % des élèves de secondaire en 2016/17, et 44 % des élèves de primaire, mais seulement 34 % des élèves de secondaire en 2017/18. Le nombre d'enseignantes est aussi très restreint : les femmes représentent 19 % seulement du corps enseignant en primaire au cours des deux années étudiées, et 9 et 8 % seulement en secondaire. Cependant, il importe de préciser que les femmes étaient déjà peu nombreuses à exercer la profession d'enseignante avant la crise. Ce fait ne résulte donc pas de la situation d'urgence.

2016/17	Primaire	Secondaire
Élèves filles	282 684 – 43 %	65 363 – 36 %
Élèves garçons	372 826 – 57 %	114 722 – 64 %
Enseignantes	4 036 – 19 %	1 440 – 9 %
Enseignants	17 292 – 81 %	13 950 – 91 %

Tableau 2 : ratio d'élèves filles/garçons et d'enseignants/enseignantes dans les écoles primaires et secondaires en 2016/17

2017/18	Primaire	Secondaire
Élèves filles	270 867 – 44 %	62 260 – 34 %
Élèves garçons	346 225 – 56 %	122 582 – 66 %
Enseignantes	3 930 – 19 %	1 326 – 8 %
Enseignants	16 622 – 81 %	14 561 – 91 %

Tableau 3 : ratio d'élèves filles/garçons et d'enseignants/enseignantes dans les écoles primaires et secondaires en 2017/18

Les données indiquent également que la priorité est donnée aux garçons en ce qui concerne la scolarisation. Les informations fournies par les hommes et les femmes lors des discussions de groupe ainsi que par les informateurs clés montrent que les filles ont beaucoup moins accès à l'éducation que les garçons, essentiellement en raison de stéréotypes selon lesquels les filles n'ont rien à faire à l'école ou ne devraient pas faire de longues études. Une participante à une discussion de groupe a fait la remarque suivante : « Oui, nos maris préfèrent éduquer les garçons que les filles. La scolarisation des filles représente 10 % des dépenses du ménage³⁵. » Dans l'ensemble, il semble que la population ignore les droits des filles. Quelques informatrices clés ont rappelé que les familles préféreraient marier leurs filles dès leurs premières règles pour s'assurer qu'elles soient vierges le jour de leur mariage et obtenir ainsi une dot plus élevée. Deux professionnels du secteur médical interrogés (une femme et un homme) ont confirmé qu'il n'était pas rare que des parents envoient leurs adolescentes à l'hôpital pour vérifier leur virginité.

Pour de nombreuses familles dans les zones étudiées, le mariage précoce permet d'échapper à la pauvreté. La population respecte souvent les traditions et le droit coutumier, et ne connaît pas bien les dispositions de la

Constitution du pays. Les filles sont souvent mariées très jeunes, comme le montrent les réponses des ménages sondés (Figure 29). Cela était déjà malheureusement le cas avant la crise. Les participants et les participantes aux discussions de groupe ont dit que le nombre de mariages précoces avaient un peu augmenté à la suite du conflit, mais pas beaucoup. Les informateurs et informatrices clés ont également soulevé le problème des adolescentes mères, avant et après la crise.

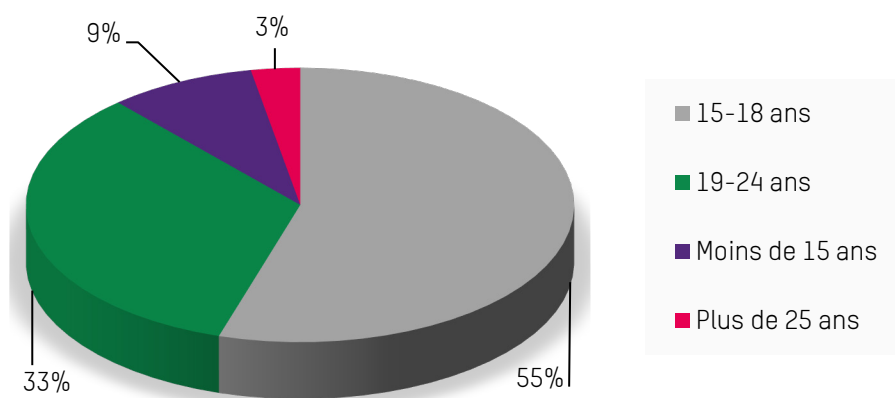


Figure 29 : âges auxquels les filles se marient

Violences liées au genre

Les résultats de l'étude concernant les violences liées au genre sont similaires aux résultats de l'évaluation menée par le groupe sur les violences liées au genre à Tshikapa en juillet 2017³⁶. Il convient de noter que lors des discussions de groupe organisées dans le cadre de la présente étude, les femmes, les hommes, les garçons et les filles ont tous indiqué qu'ils se sentaient vulnérables et risquaient d'être la cible de violences. Ils sont nombreux à avoir cité divers risques pour la sécurité et la présence de nombreux points de contrôle sur les routes, ainsi que le comportement agressif des groupes armés et des militaires. Ils ont tous affirmé être en danger, en particulier ceux qui travaillent dans les champs ou qui sont dehors une fois la nuit tombée.

Nous avons constaté que la population ne savait pas vraiment ce qu'était la violence domestique et que les agents de recensement avaient eux-mêmes du mal à traduire ce concept dans les langues locales. Le procureur de la province, un informateur clé, a déclaré que les cas de violences domestiques n'étaient pratiquement jamais signalés bien que des dispositions existent à ce sujet dans le Code pénal du pays³⁷. Cela s'explique en partie par le manque d'informations sur les services disponibles et la façon d'accéder à ces services, mais aussi par le fait que ces services et l'accès à ces services sont insuffisants. La plupart des survivants consultent des membres de leur famille ou des dirigeants de la communauté pour tenter de trouver des solutions à leurs problèmes.

Lorsqu'il a été demandé aux femmes, lors de l'enquête auprès des ménages, quelles étaient les violences auxquelles les femmes et les filles étaient le plus exposées, elles ont mentionné divers risques pour la sécurité (il s'agissait d'une question à choix multiples, c'est pourquoi certains risques ont été répétés³⁸). L'écrasante majorité des femmes a cité des cas de viols, des actes de harcèlement, des vols et des violences domestiques ; 56 % ont donné ces quatre réponses, tandis que 13 % ont souligné le fait que les mariages forcés et les violences domestiques constituaient les deux principales formes de violences (Figure 30). Les réponses de l'ensemble des participants ont été similaires : 60 % ont évoqué les viols, les vols, les actes de harcèlement et les violences domestiques comme principaux risques de violence auxquels les femmes et les filles sont confrontées (Figure 30a).

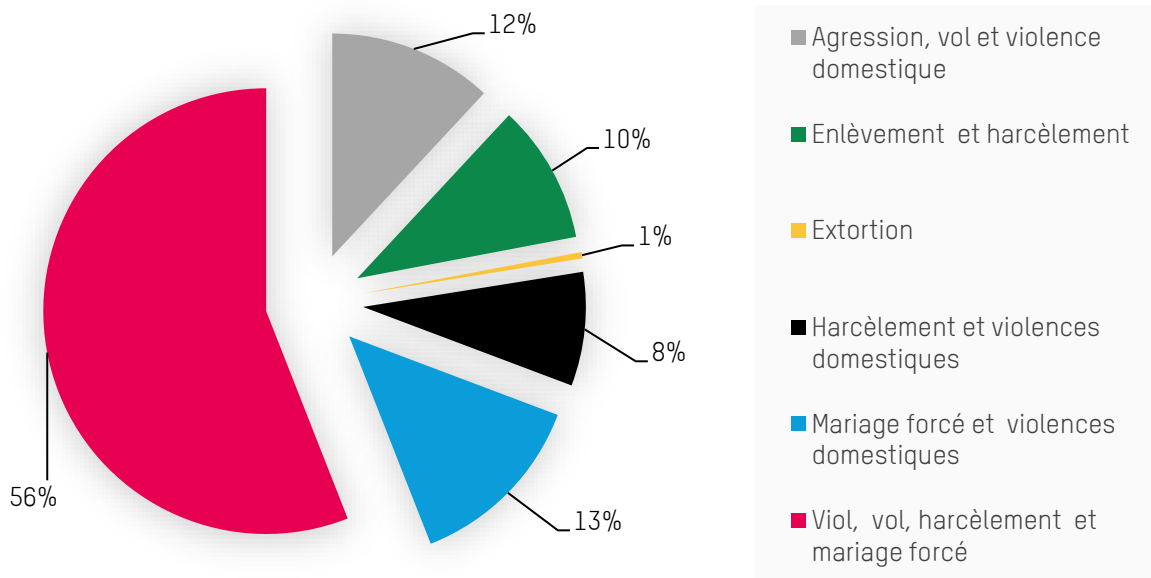


Figure 30 : risques ou formes de violences auxquels les femmes et les filles sont confrontées (femmes interrogées)

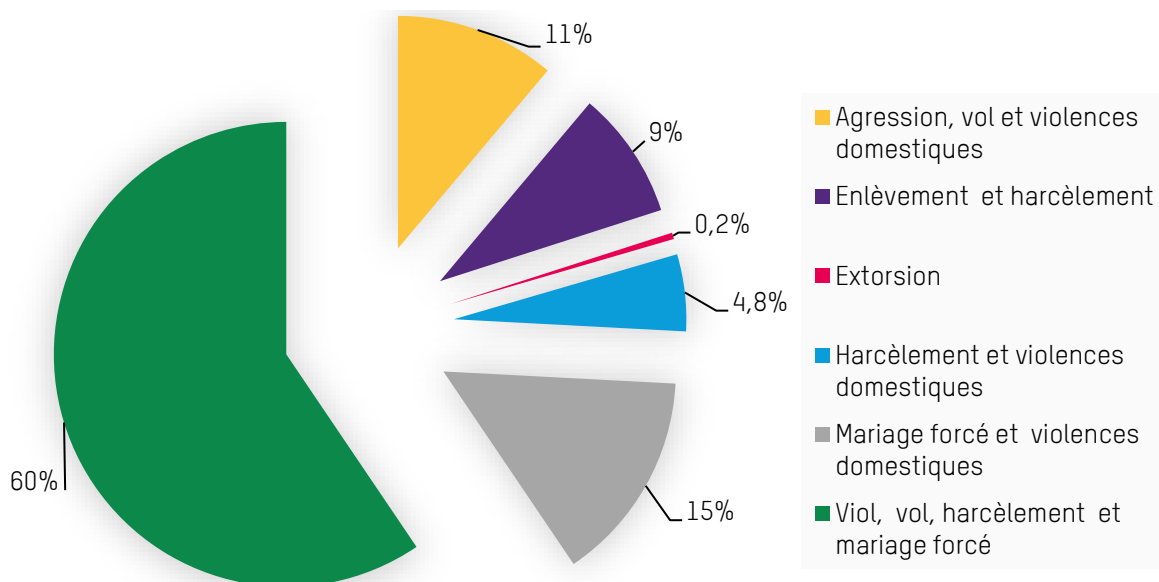


Figure 30a : risques ou formes de violences auxquels les femmes et les filles sont confrontées (toutes les personnes interrogées)

À la question portant sur les risques et les formes de violences auxquels les hommes et les garçons sont le plus souvent confrontés, 40 % des hommes ont cité le viol, le harcèlement et les violences physiques, pouvant notamment entraîner des blessures ou la mort, et 28 % ont dit que les risques principaux étaient le mariage forcé, l'extorsion et la violence domestique (Figure 31). Les réponses de l'ensemble des participants étaient similaires, beaucoup (45 %) citant le harcèlement, la violence physique et le viol, et 25 % préférant mentionner le mariage forcé et la violence domestique, ce qui montre que les garçons sont aussi exposés aux problèmes des mariages forcés et les hommes au problème des violences domestiques.

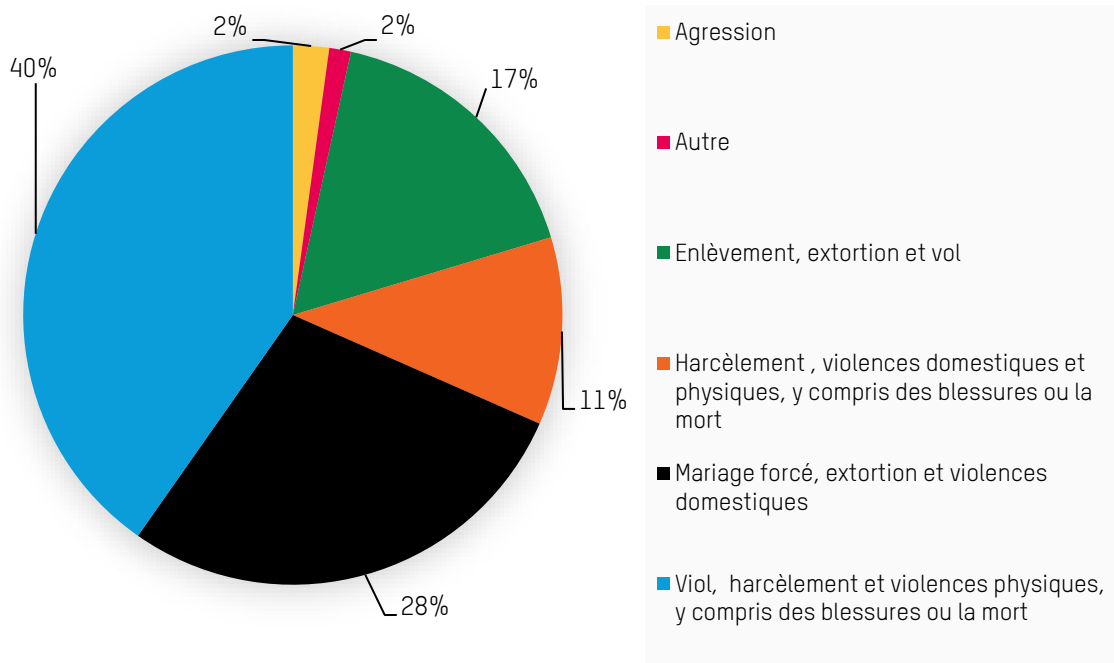


Figure 31 : risques ou formes de violences auxquels les hommes et les garçons sont confrontés (hommes interrogés)

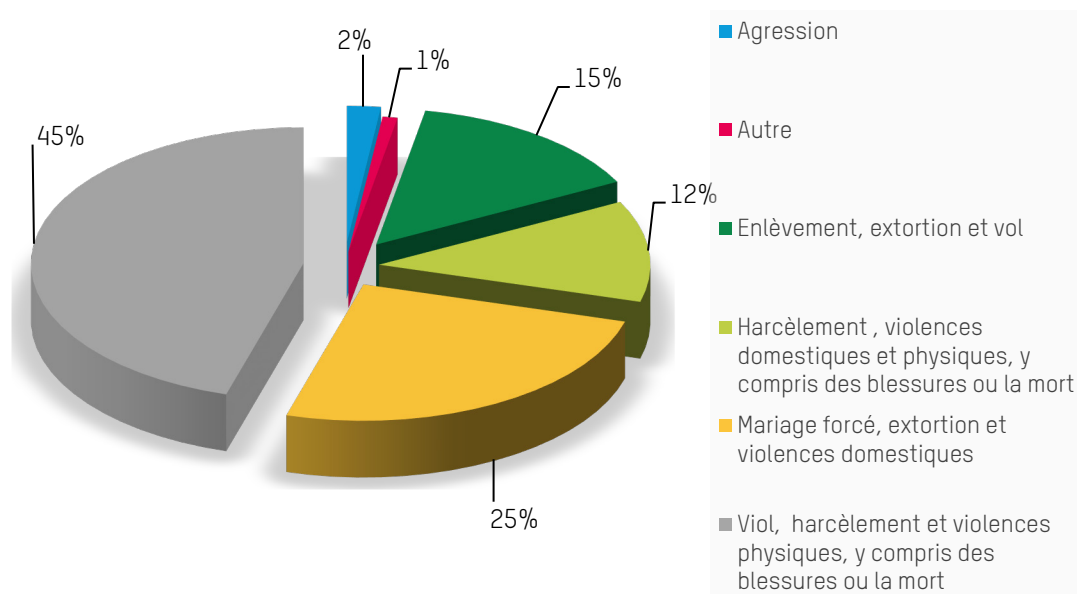


Figure 31a : risques ou formes de violences auxquels les hommes et les garçons sont confrontés (toutes les personnes interrogées)

Les résultats tirés des données des discussions de groupe et de la Division en charge du genre, de la famille et de l'enfance sont quelque peu différents. Les femmes et les filles semblaient courir un risque important de viol, mais quelques cas de survivants de viols de sexe masculin ont également été rapportés (deux cas sur les 118 viols en juillet-août 2017 selon les chiffres officiels). Certaines tendances se sont dessinées concernant les risques des violences liées au genre dans le contexte de la crise, les femmes et les filles risquant plus d'être la cible de violences sexuelles, et les hommes et les garçons risquant davantage d'être blessés ou tués. Dans la plupart des entretiens avec les informateurs clés, les femmes et les hommes interrogés pensaient que les hommes et les garçons risquaient de subir des violences physiques et d'être blessés ou tués pendant le conflit. La plupart d'entre eux indiquaient aussi que le nombre de cas de violences liées au genre avait augmenté. Toutefois, il ne s'agit que d'une impression, qui ne repose pas sur des chiffres précis de la prévalence des violences liées au genre avant ou après le conflit.

Les types de violences liées au genre et les activités qui représentent souvent des menaces pour la sécurité et qui ont été évoqués lors des discussions de chacun des quatre groupes (femmes, hommes, garçons et filles) sont résumés dans les Tableaux 4 et 5. Dans les tableaux, « x » signifie que le problème a été soulevé dans cinq discussions de groupe au moins, « xx » dans 10 discussions différentes et « xxx » dans 15 discussions.

Type de violences liées au genre	Femmes	Hommes	Garçons	Filles
Violences sexuelles : viol, harcèlement sexuel, prostitution forcée	xx			xxx
Vol	x	x	x	x
Extorsions, agressions sur les routes et aux points de contrôle	xx	xx	xx	xx
Mariages précoces et mariages forcés	xx (mariages forcés)		x (mariages précoces)	xxx (mariages précoces)
Violences physiques, entraînant notamment des blessures ou des décès	x	xx	xx	x
Enlèvement	x		x	x

Tableau 4: types de violences liées au genre

Activités au cours desquelles la sécurité est menacée ³⁹	Femmes	Hommes	Garçons	Filles
Ramasser du bois	xx	x	x	xx
Aller chercher de l'eau	x			x
Aller à l'école			x	x
Aller aux toilettes	x			x
Mener des activités génératrices de revenus et autres activités de subsistance	xx	x	x	x
Aller au marché	xx	x	x	xx
Aller dans les champs	xx	x	x	xx
Aux points de contrôle	x	x	x	x

Tableau 5 : activités au cours desquelles la sécurité est menacée

Lors d'une discussion de groupe, une femme déplacée interne a déclaré : « Actuellement les viols se font sans pudeur, sans être inquiets⁴⁰. » Il est important de noter que dans la majorité des cas de viols, en particulier ceux qui concernent des filles, un accord est trouvé entre la famille de la survivante et l'auteur du viol. L'accord consiste généralement en une transaction en espèces ou en nature et il est très rare que des poursuites judiciaires soient lancées. Cela signifie que le viol n'est que timidement condamné au niveau de la société, mais que la réparation est de mise et que dès lors qu'une réparation est versée, le viol est oublié. Avant la crise, la majorité des auteurs de violences étaient des hommes ou des garçons de la communauté locale. Deux nouveaux responsables de violences ont fait leur apparition depuis le début de la crise : les groupes armés et les militaires. Les participants et participantes aux discussions de groupe et les informateurs et informatrices

clés ont très largement confirmé que les arrangements en lien avec le droit coutumier ne s'appliquaient pas dans le cas de violences commises par ces responsables.

En outre, la plupart des filles risquent d'être mariées de manière précoce, et les femmes et les filles risquent d'être mariées de force. La communauté était déjà confrontée aux mariages précoces avant la crise. Comme nous l'avons déjà mentionné, le droit coutumier et les traditions vont dans le sens de cette pratique et les familles la considèrent souvent comme un moyen de sortir de la pauvreté. Cependant, certains sondés ont fait valoir que les cas de mariages précoces avaient augmenté à la suite de la crise, peut-être en raison de la pauvreté et de la vulnérabilité accrues de la population. Le nombre de mariages forcés a aussi beaucoup augmenté depuis le début de la crise. Les sondés ont parlé de « mariages forcés » pour décrire des jeunes victimes de sexe féminin, dont les dots n'auraient pas été versées aux parents. En ce qui concerne les femmes adultes, les mariages forcés ont généralement lieu après qu'elles ont été enlevées par des membres des forces armées. Une représentante d'une ONG locale a dit : « Avec la crise, les hommes [armés] enlèvent les filles et femmes de force, y compris des femmes déjà mariées et qui ont des enfants, et on les emmène à la maison pour le mariage⁴¹. » Lors des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs et informatrices clés, des participants et des participantes ont aussi fait part de cas de filles et de femmes maintenues en captivité pendant plusieurs jours ainsi que de cas d'enlèvements. Les auteurs de ces faits étaient toujours des soldats ou des membres de milices armés. Selon une informatrice clé, « c'est de l'esclavage sexuel⁴² ».

Accès à l'information

Le peu d'information disponible est le reflet du taux élevé d'analphabétisme dans la région. Environ 63 % des femmes et des hommes interrogés ne savaient pas ce qu'il fallait faire en cas de violences liées au genre, y compris en cas d'exploitation et d'autres abus sexuels. Lorsque les données sont ventilées, il apparaît qu'un plus grand nombre de femmes que d'hommes ne savent pas comment réagir ; 72 % des femmes interrogées et 56 % des hommes interrogés ont dit n'avoir jamais reçu d'information à ce sujet (Figures 32 et 33).

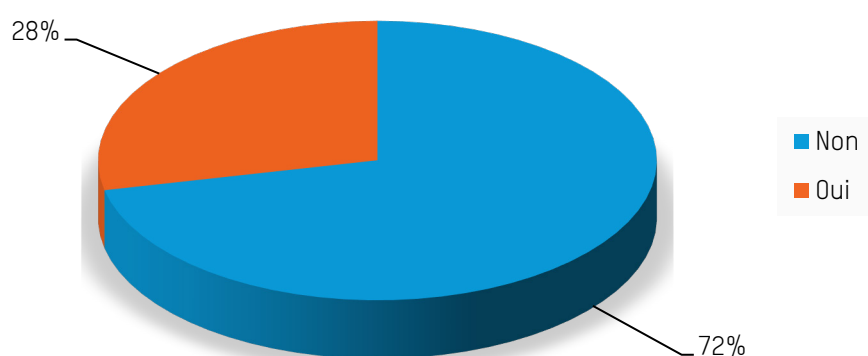


Figure 32 : informations reçues sur la procédure à suivre lorsqu'on subit des violences liées au genre, y compris l'exploitation et autres abus sexuels (femmes)

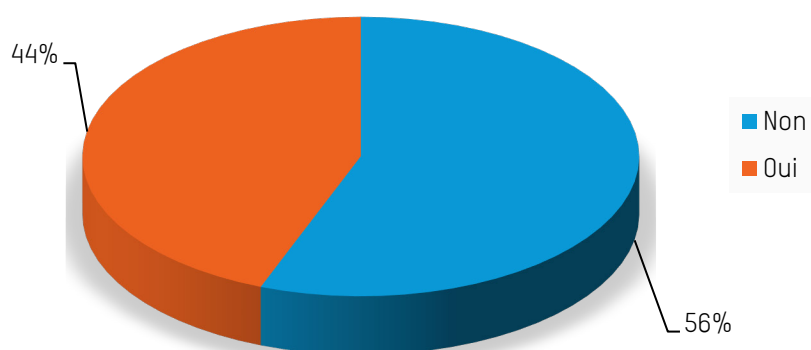


Figure 33 : informations reçues sur la procédure à suivre lorsqu'on subit des violences liées au genre, y compris l'exploitation et autres abus sexuels (hommes)

Les discussions de groupe ont montré que les participants qui vivaient dans la ville de Tshikapa connaissaient mieux les services d'aide juridique, de soins médicaux et les services sociaux disponibles. Dans certains villages, en revanche, les informations au sujet de ces services étaient totalement inexistantes. Divers facteurs peuvent expliquer cela : niveaux d'éducation, accès aux technologies et concentration de services dans les villes. D'après les discussions de groupe organisées dans les villages, aucun mécanisme d'adaptation n'est en place pour remédier à ce manque d'information. Il est important de noter que le groupe ethnique des Lubas prédomine dans la zone étudiée et que ce groupe jouit d'un statut plus élevé dans la société du Kasai et d'un meilleur accès à l'éducation (les membres du personnel d'Oxfam ont confirmé que les Lubas suivaient généralement les cursus scolaires les plus longs). On peut donc penser que les communautés pendes et tchowkés ont encore moins accès à l'information.

Pouvoir et prise de décision dans les ménages, y compris le contrôle des biens et des ressources

D'après les participants/participant(e)s aux discussions de groupe et les informateurs/informatrices clés, les femmes du Kasai sont marginalisées et il appartient surtout aux hommes de prendre les décisions qui concernent le ménage. Ce sont les hommes qui décident comment l'argent est dépensé et comment utiliser l'aide alimentaire reçue. Des participants aux discussions de groupe affirment que « l'homme prend les décisions concernant le fait d'envoyer les enfants à l'école, l'accès aux soins ou même le mariage des enfants ; seulement l'homme, pas la femme ». L'un d'eux a fait le commentaire suivant : « Même pour d'autres problèmes, c'est toujours lui, pas la femme », même si les résultats de l'enquête menée auprès des ménages sont plus nuancés quant à la répartition dans le couple des décisions à prendre⁴³. D'autres hommes ont souligné lors des discussions de groupe que le rôle de la femme consistait à s'occuper de sa famille de manière générale, et que ce rôle et ces activités supposaient de pouvoir prendre des décisions.

Comme le montre la Figure 34, 74 % de l'ensemble des personnes interrogées ont dit que c'était l'homme qui prenait les décisions concernant les dépenses au sein du ménage. Lorsque les résultats sont ventilés par genre, il apparaît que 82 % des hommes interrogés ont dit prendre ces décisions, mais que seules 65 % des femmes interrogées ont confirmé que ces décisions étaient prises par les hommes (Figures 34a et 34b). Cela suggère que certaines décisions sont peut-être prises en catimini par les femmes. Cela est confirmé par le fait que des participantes aux discussions de groupe ont dit qu'elles prenaient aussi des décisions au sein du ménage ou que les décisions étaient prises en concertation avec leur époux.

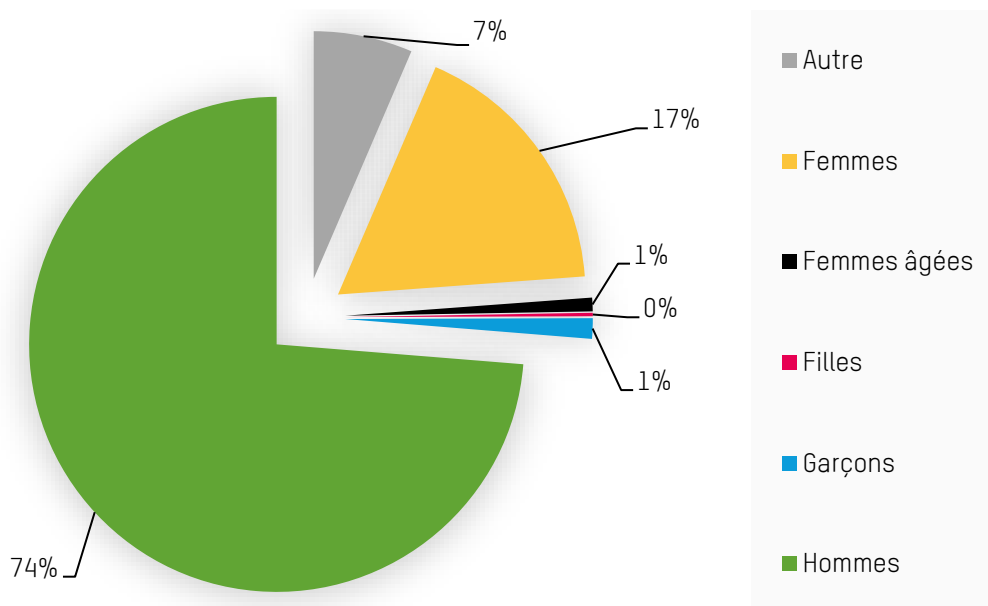


Figure 34 : membre de la famille qui prend les décisions relatives aux dépenses au sein du ménage (toutes les personnes interrogées)

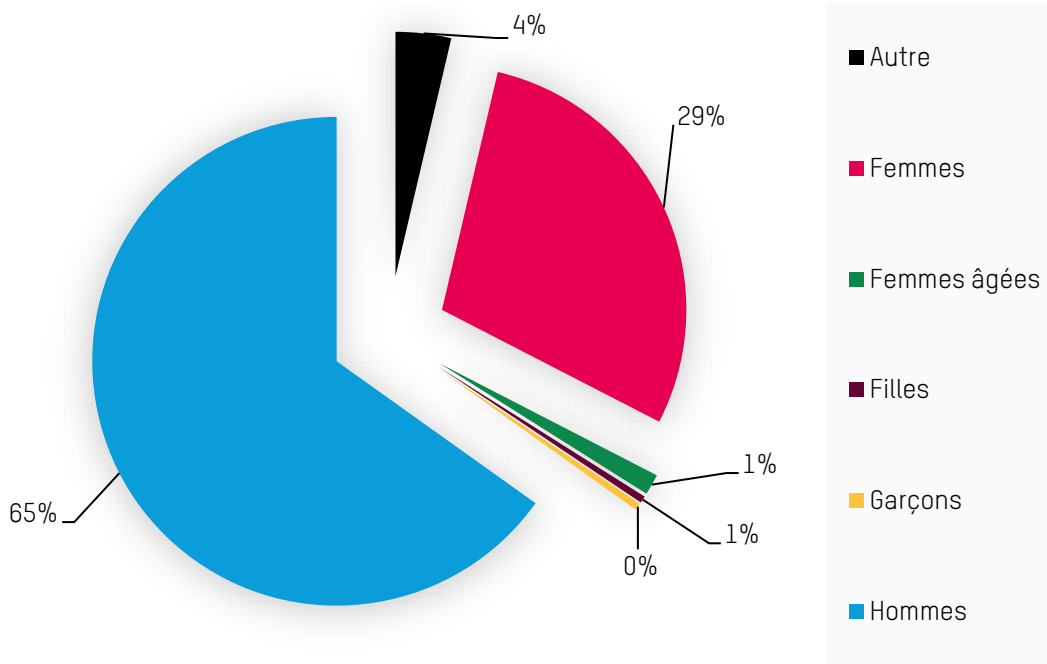


Figure 34a : membre de la famille qui prend les décisions relatives aux dépenses au sein du ménage (femmes interrogées)

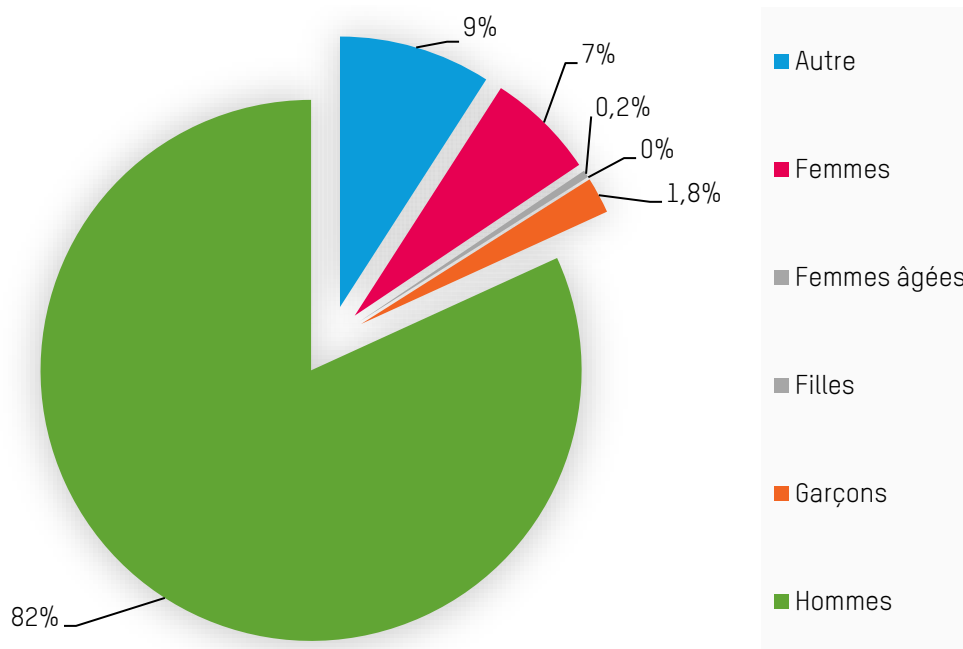


Figure 34b : membre de la famille qui prend les décisions relatives aux dépenses au sein du ménage (hommes interrogés)

Les organisations humanitaires ciblent souvent les femmes dans le cadre des distributions alimentaires, mais en fin de compte, ce sont les hommes qui décident comment utiliser l'aide alimentaire. De même, les hommes ont aussi la priorité au sein du ménage en ce qui concerne la consommation des aliments (comme on peut le voir à la Figure 24, plus haut).

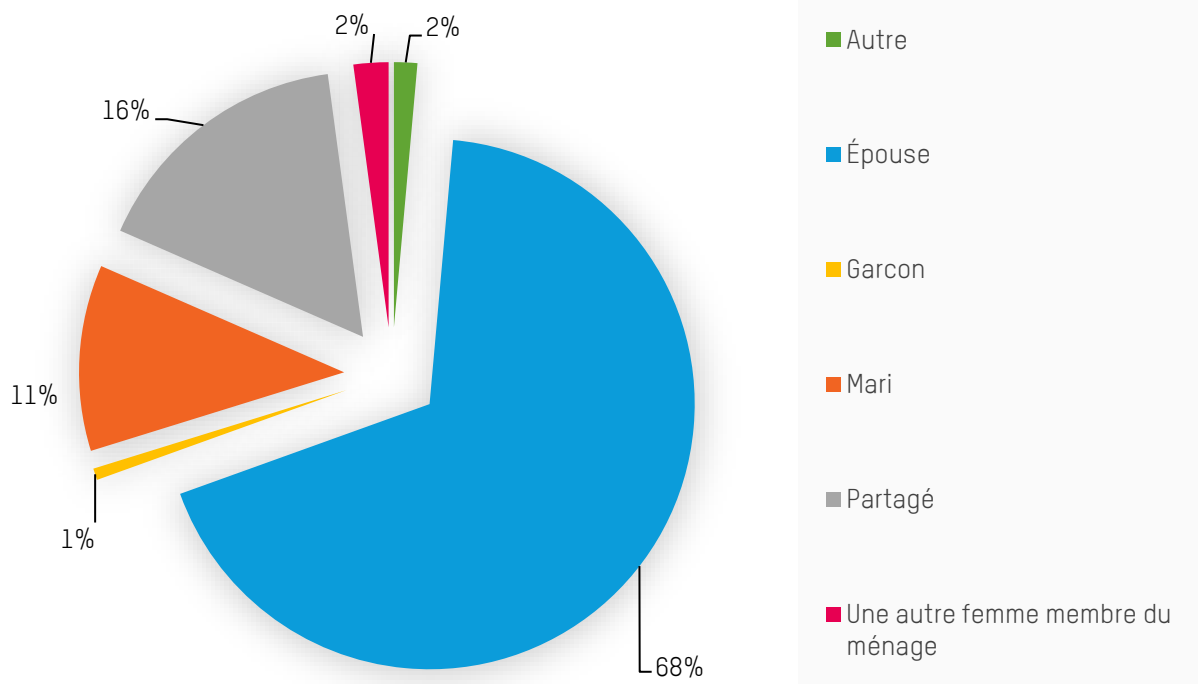


Figure 35 : membre de la famille qui reçoit l'aide alimentaire pour le ménage

Alors que 53 % des personnes interrogées affirment que les hommes sont responsables de la gestion des aliments distribués, 41 % disent que ce sont les femmes qui prennent les décisions relatives aux distributions alimentaires au sein du ménage.

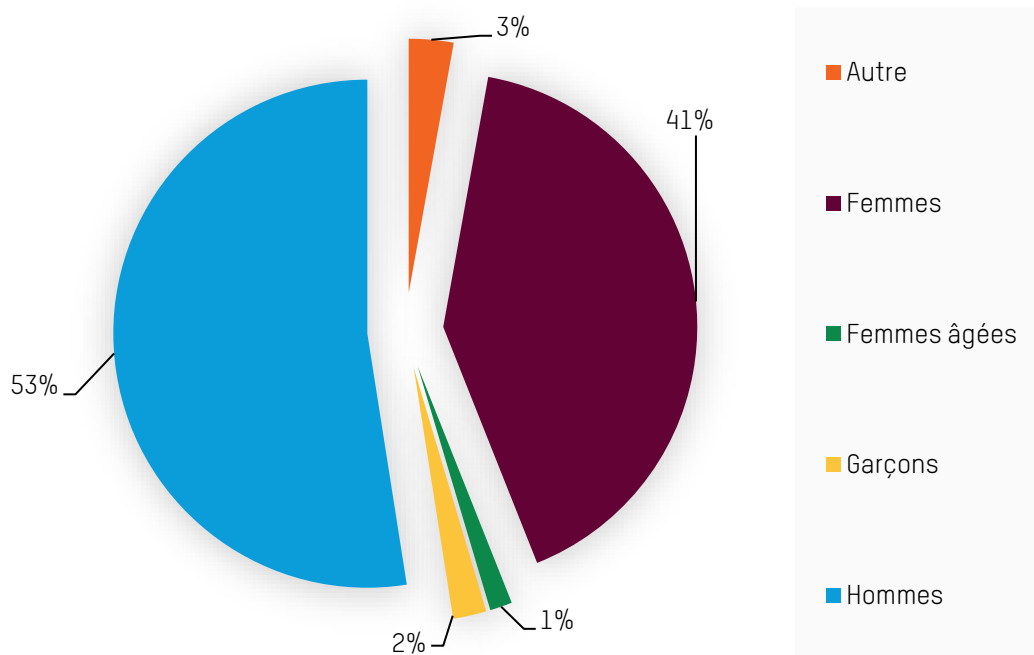


Figure 36 : membre de la famille en charge de la gestion de la distribution alimentaire au sein du ménage

Les résultats de l'enquête semblent également indiquer que certaines décisions sont partagées : par exemple, les femmes comme les hommes peuvent gérer les biens du ménage, et les femmes participent aussi à certaines décisions, comme l'éducation et le mariage des enfants.

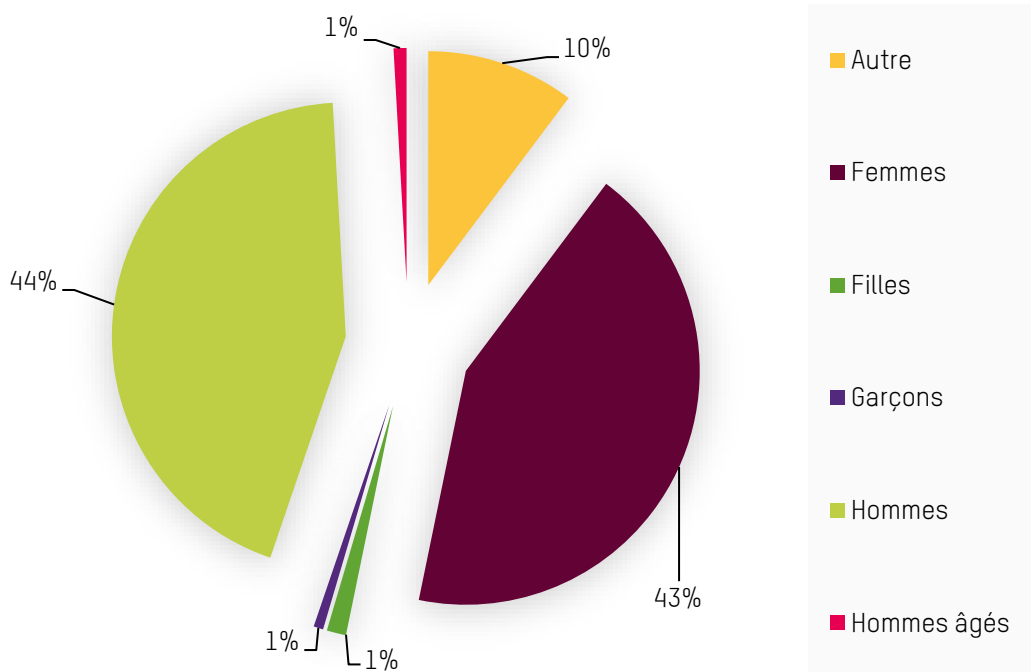


Figure 37 : membre de la famille qui contrôle/possède/gère les ressources du ménage (outils, champs, biens)

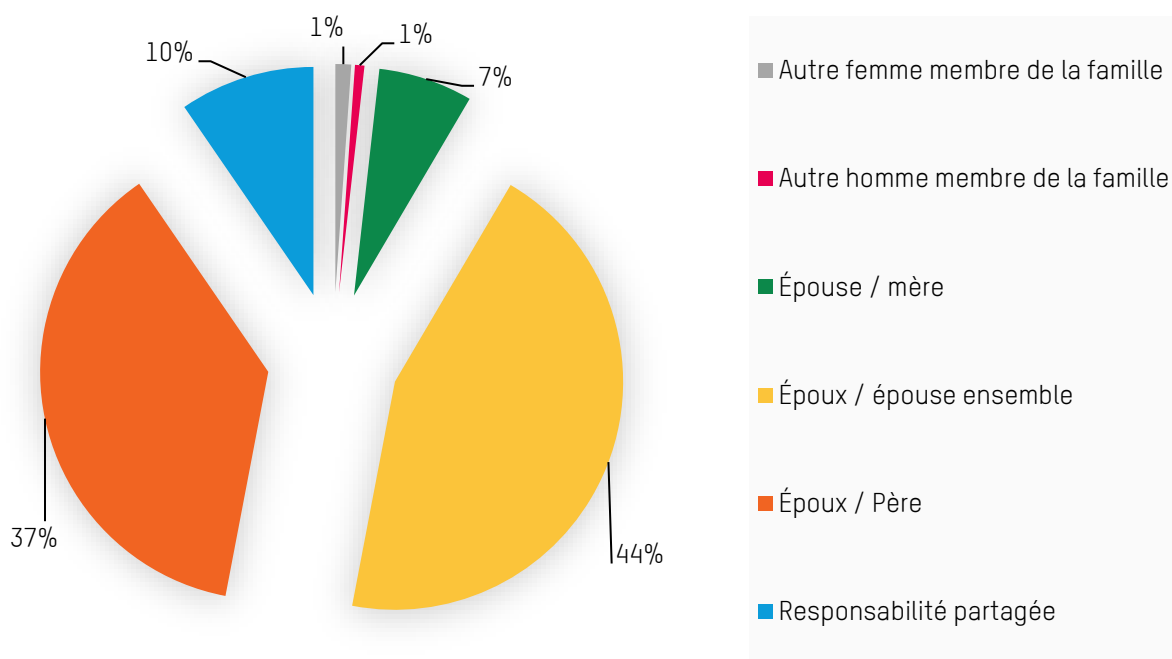


Figure 38 : personne chargée de décider si les enfants vont ou non à l'école

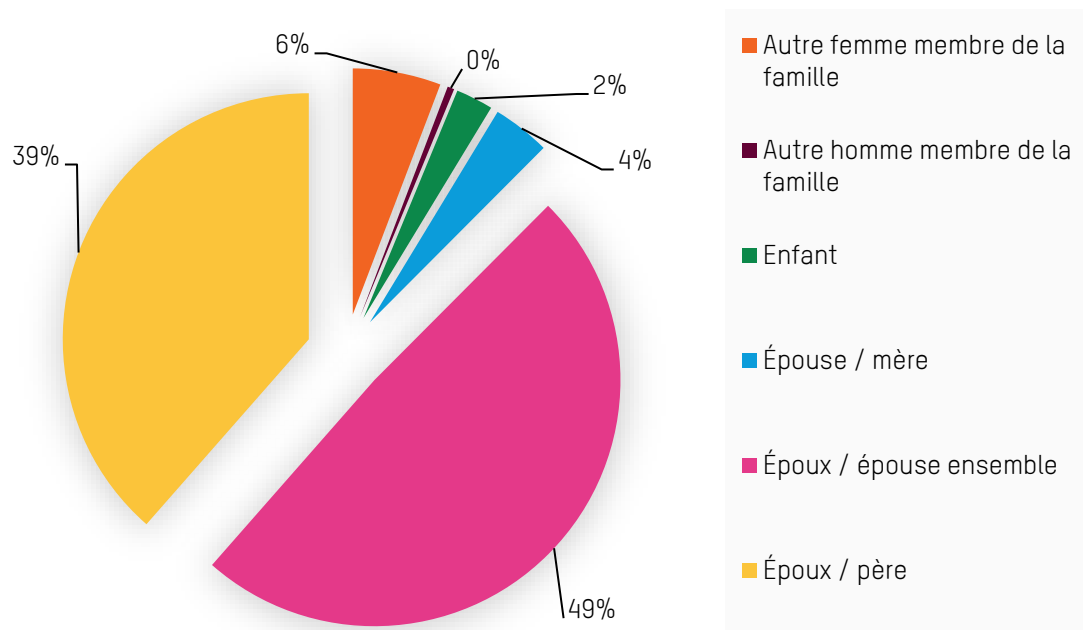


Figure 39 : personne en charge des décisions relatives aux mariages des enfants de la famille

Les informateurs et informatrices clés ainsi que les hommes et les femmes qui ont pris part aux discussions de groupe ont indiqué que le niveau de participation des femmes dans les décisions du ménage était généralement faible et que toutes les décisions importantes revenaient à l'homme, en tant que chef du ménage. Pour un participant, « l'homme est l'autorité dans sa maison⁴⁴ ». Un autre explique : « Les femmes n'ont aucun pouvoir de décision dans notre culture⁴⁵. » À de nombreuses reprises lors des entretiens avec des informateurs clés, il est ressorti que les femmes étaient subordonnées aux hommes et qu'elles ne demandaient pas à pouvoir exercer leurs droits, car elles n'avaient pas connaissance de ces droits. Selon une informatrice clé, dans l'ensemble, les hommes du Kasai restent en position de supériorité⁴⁶, notamment du fait du droit coutumier qui est déterminant.

Toutefois, depuis le début de la crise, les femmes subviennent aux besoins économiques de leur famille. Les femmes de la zone étudiée sont très nombreuses à avoir mis en place des petits commerces pour compenser la perte de revenus. Dans les ménages dans lesquels les femmes se chargent de satisfaire les besoins économiques, les femmes ont affirmé qu'elles prenaient part aux décisions relatives aux dépenses du ménage, à la scolarisation et aux mariages des enfants. Une participante a expliqué au cours d'une discussion de groupe que dans les ménages où l'époux et l'épouse étaient tous les deux instruits, les décisions se prenaient ensemble, et d'autres participantes ont confirmé participer aux décisions du ménage : « Actuellement, c'est nous qui décidons⁴⁷. » Cela peut vouloir dire que les rôles au sein des ménages dépendent du niveau d'instruction des femmes et des hommes qui le composent et de leurs capacités à générer des revenus, ou au moins que ces facteurs influent sur ces rôles.

Participation aux décisions publiques

Dans les zones étudiées, les femmes sont en général tenues à l'écart des décisions, aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée, et n'ont aucun rôle directeur à jouer dans les décisions prises au niveau de la communauté. Peu de femmes sont consultées au sujet des décisions qui concernent la communauté. Lorsque l'on ventile les réponses par sexe, on constate que 26 % des femmes seulement ont été consultées concernant ces décisions contre 43 % d'hommes (Figures 40 et 41).

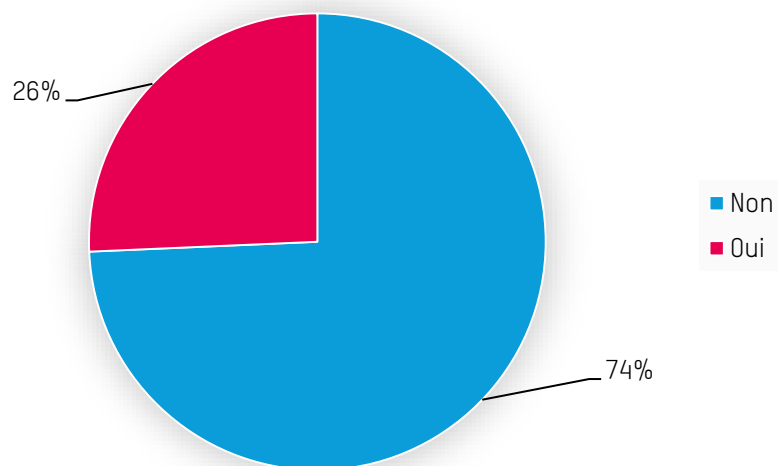


Figure 40 : participation aux décisions communautaires (femmes interrogées)

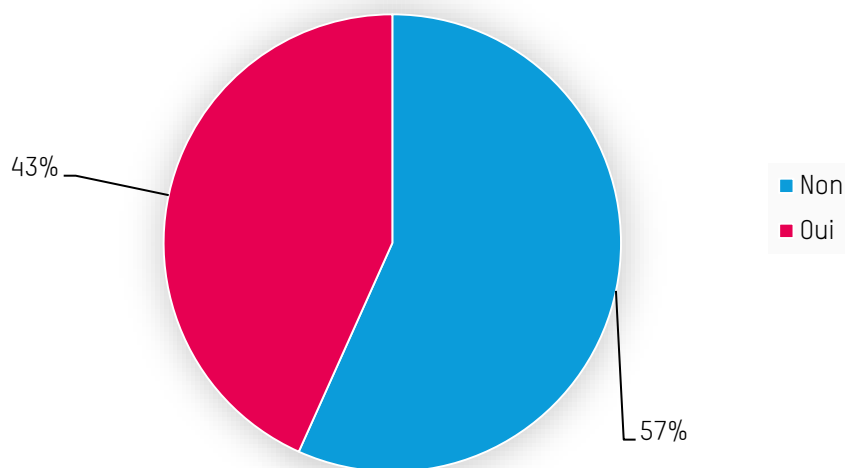


Figure 41 : participation aux décisions communautaires (hommes interrogés)

Les discussions de groupe ont confirmé que toutes les décisions publiques étaient prises par les dirigeants de la communauté, dont la plupart sont des hommes, ou par des responsables gouvernementaux (qui sont également des hommes), aussi bien avant que depuis la crise. La Division en charge du genre, de la famille et de l'enfance n'a fourni aucune information sur les dirigeants de la communauté, mais les données recueillies lors des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés ont montré qu'une femme était très rarement à la tête de la communauté. Une ou deux femmes seulement occupaient de telles responsabilités, dans des communautés souvent plus petites. La Division en charge du genre, de la famille et de l'enfance a fourni des données sur les fonctions de direction au niveau gouvernemental, qui sont aussi majoritairement occupées par des hommes. Dans la province du Kasai, trois femmes seulement occupent des postes de direction au niveau gouvernemental (sur 65 postes), une femme est en fonction au Bureau urbain (sur 46 postes) et une femme est directrice des services gouvernementaux (sur 10 postes similaires). Dans le secteur privé, on ne trouve aucune femme aux postes de direction.

L'analyse a identifié plusieurs organisations, groupes et comités, mais 37 % seulement des personnes interrogées faisaient partie de ces groupes. Parmi ces personnes, la plupart faisaient partie d'organisations religieuses (32 %) ou de groupes d'entraide communautaire (29 %). À la figure 42, on observe que 56 % des personnes interrogées appartenant à un groupe ont dit que les groupes avaient continué à se réunir depuis le début de la crise. Cela peut être, comme l'ont expliqué certains informateurs clés, parce que les réunions ont été interdites juste après la crise, car les participants aux réunions étaient soupçonnés de comploter contre le gouvernement.

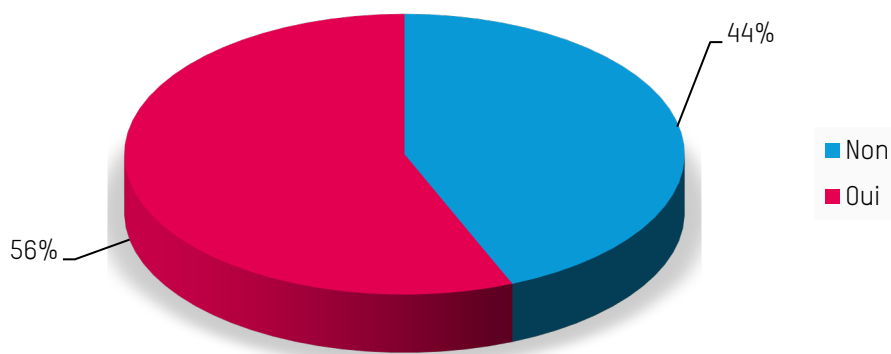


Figure 42 : réunions de groupe organisées depuis le début de la crise

Des difficultés majeures demeurent, y compris pour les femmes qui participent à ces réunions. Certains participants aux discussions de groupe ont en effet indiqué que les hommes ne veulent pas travailler en collaboration avec des femmes intelligentes. Une informatrice clé d'une ONG locale a expliqué que certaines coutumes et certains petits groupes religieux interdisaient même aux femmes de prendre la parole devant des hommes. La plupart des informateurs et informatrices ont déclaré que beaucoup de femmes ne connaissaient pas leurs droits et qu'il était vraiment nécessaire de les y sensibiliser. Un groupe composé de garçons déplacés internes de 15 à 19 ans qui discutait des effets de la crise a évoqué la disparition de groupes de femmes et de femmes dirigeantes, en raison des déplacements des uns et des autres à divers endroits.

Leadership des femmes

Malgré la mise à l'écart des femmes, l'analyse a néanmoins permis d'identifier quelques dirigeantes. Des groupes de femmes existent, notamment une association de petites commerçantes qui travaillent sur le marché local de Tshikapa. Cette association, qui est dirigée par une femme, permet aux femmes de s'entraider financièrement. Par ailleurs, des associations informelles de femmes (des groupes d'épargne, par exemple) aident des femmes de la communauté à démarrer de petites entreprises en dehors des marchés principaux. Ces associations sont également dirigées par des femmes. Des groupes de femmes existent aussi au sein de groupes religieux protestants, catholiques et musulmans plus importants. Des systèmes d'entraide financière y sont mis en place et gérés par des présidentes et des trésorières.

Certains de ces groupes de femmes sont venus en aide à des personnes déplacées internes en leur donnant de la nourriture, des vêtements ou en leur proposant des abris, et ont déployé beaucoup d'efforts pour aider d'autres femmes de la communauté, ce qui s'est avéré un système efficace d'aide aux familles en difficulté. Toutefois, qu'elles dirigent des associations de femmes, des groupes religieux ou des groupes d'entraide, les capacités de ces femmes sont mises au profit de groupes composés uniquement de femmes. Les femmes participent de façon efficace aux processus décisionnels dans le cadre de groupes de femmes, mais ces processus doivent encore être étendus à toutes les sphères de la société, y compris dans les espaces dominés par les hommes.

La plupart des femmes qui occupent des fonctions de direction sont instruites. Lors des discussions de groupe, des exemples d'enseignantes ou d'infirmières occupant de telles fonctions ont notamment été cités. Étant donné leur niveau d'instruction, la plupart d'entre elles font certainement partie du groupe ethnique luba et ont déjà de l'expérience en matière de leadership. Généralement, les femmes qui font partie de groupes formels ou informels sont peu instruites. La présidente de l'association des petites commerçantes, par exemple, a affirmé que la plupart des femmes de son groupe étaient analphabètes.

6 CHANGEMENT DE DYNAMIQUE LIÉE AU GENRE ET STRATÉGIES D'ADAPTATION

Travail productif et reproductif

Avant la crise, la majorité des hommes et des garçons de 15 à 19 ans travaillaient dans le secteur du diamant (activités d'extraction ou de commerce dans les nombreux magasins spécialisés en ville). Compte tenu de l'insécurité actuelle, les hommes qui travaillaient dans ce secteur se retrouvent sans emploi et sont durement touchés par la crise. Par ailleurs, la majeure partie du bétail a été tué, vendu ou volé, privant les hommes d'activités. Les femmes, les hommes, les garçons et les filles ont tous tenté de trouver des tâches quotidiennes supplémentaires à accomplir pour aider leur famille, mais il semble que les femmes ont plus facilement réussi à s'adapter, en démarrant des petits commerces. Leur réussite tient peut-être au fait qu'elles font partie des nombreuses associations de femmes qui proposent des systèmes d'entraide. En conséquence, les femmes ont souvent pris le relais pour subvenir aux besoins économiques de la famille, en particulier dans les familles les plus touchées par la crise, y compris les familles de personnes déplacées internes et les ménages vivant dans les communautés locales.

Toutefois, alors que les femmes génèrent à présent des revenus pour leur famille, les hommes semblent conserver leur rôle traditionnel de chef de famille prenant les décisions importantes, notamment en ce qui concerne l'utilisation de l'argent du ménage (comme le montre la Figure 34). Un participant adulte à une discussion de groupe a toutefois allégué que les hommes avaient l'impression que les femmes ne partageaient par leurs revenus et que cela créait des tensions supplémentaires au sein de la famille. Même si cela n'a pas été observé directement lors des discussions de groupe, il est possible que les hommes aient du mal à accepter le fait que les femmes gagnent désormais de l'argent pour la famille. Cela pourrait risquer de donner lieu à des violences domestiques.

Les hommes déplacés internes ont le sentiment de ne plus assurer leur rôle traditionnel de chef du ménage, car ils n'exercent plus d'activités génératrices de revenus, n'ont pas accès aux champs, n'ont plus de bétail et ne peuvent plus financer les études de leurs enfants ou payer les frais pour les soins de santé. Au cours d'une discussion entre hommes déplacés internes, les participants ont expliqué qu'ils passaient maintenant tout leur temps chez eux, à s'occuper des enfants en bas âge, pendant que les femmes menaient des activités génératrices de revenus.

Comme l'a dit un participant à une discussion de groupe : « Il n'y a pas d'emploi à Tshikapa, les femmes sont le moteur de l'économie. Sur le plan économique, les hommes savent que sans la femme, ils ne peuvent rien. »⁴⁸ Dans la province, ce sont majoritairement les femmes qui s'occupent de toutes les formes de petits commerces, et elles seules vendent des aliments et des articles non alimentaires sur les petits et grands marchés, formels et informels. Les femmes ayant participé aux discussions de groupe ont dit se sentir surchargées de travail depuis la crise. Elles affirment devoir s'acquitter de la plupart des tâches ménagères en plus de leurs activités commerciales.

Stratégies d'adaptation

Les données recueillies ont mis en évidence plusieurs stratégies d'adaptation. Pour garantir leur protection, les membres de la communauté évitent à présent tout contact avec les militaires et les groupes armés, et se déplacent et travaillent dans les champs en groupe. En matière d'activités génératrices de revenus, les membres de la communauté ont désormais recours à la vente d'eau et de sable pour la construction. Ils demandent également de l'aide à des membres de leur famille élargie qui vivent dans d'autres zones du Kasai ou de RDC et qui ont plus de moyens. En ce qui concerne la santé, les femmes et les hommes ont mentionné lors des discussions de groupe que la communauté mettait des ressources en commun et apportait une contribution financière afin de pouvoir envoyer les personnes malades au centre de santé. Cependant, des participants et participantes ont ajouté qu'ils ne parvenaient pas à faire face aux difficultés liées à la crise actuelle et que leur situation était extrêmement vulnérable. Cela suggère que ces personnes n'ont pas réussi à adopter des stratégies d'adaptation positives ou durables.

Des stratégies d'adaptation négatives ont aussi été observées, consistant notamment à se livrer à la mendicité, à réduire ses apports alimentaires ou à puiser dans ses ressources et à vendre le bétail. La prostitution de femmes et de filles, ainsi que le mariage de mineures comptent parmi les pires stratégies d'adaptation qui ont été citées dans au moins une discussion de chacun des groupes d'hommes, de femmes,

d'adolescents et d'adolescentes, ainsi que par certaines informatrices clés. Dans un groupe composé de garçons de 10 à 14 ans, certains ont reconnu qu'ils avaient commencé à voler des petits articles ou de la nourriture pour survivre.

7 BESOINS

Dans l'enquête adressée aux ménages, les demandes portent très largement sur les activités génératrices de revenus, l'accès aux toilettes et l'accès à l'eau potable. Cette fois encore, plusieurs réponses pouvaient être sélectionnées : 87 % de l'ensemble des personnes interrogées ont choisi ces trois mêmes réponses (activités génératrices de revenus, accès aux toilettes et accès à l'eau potable).

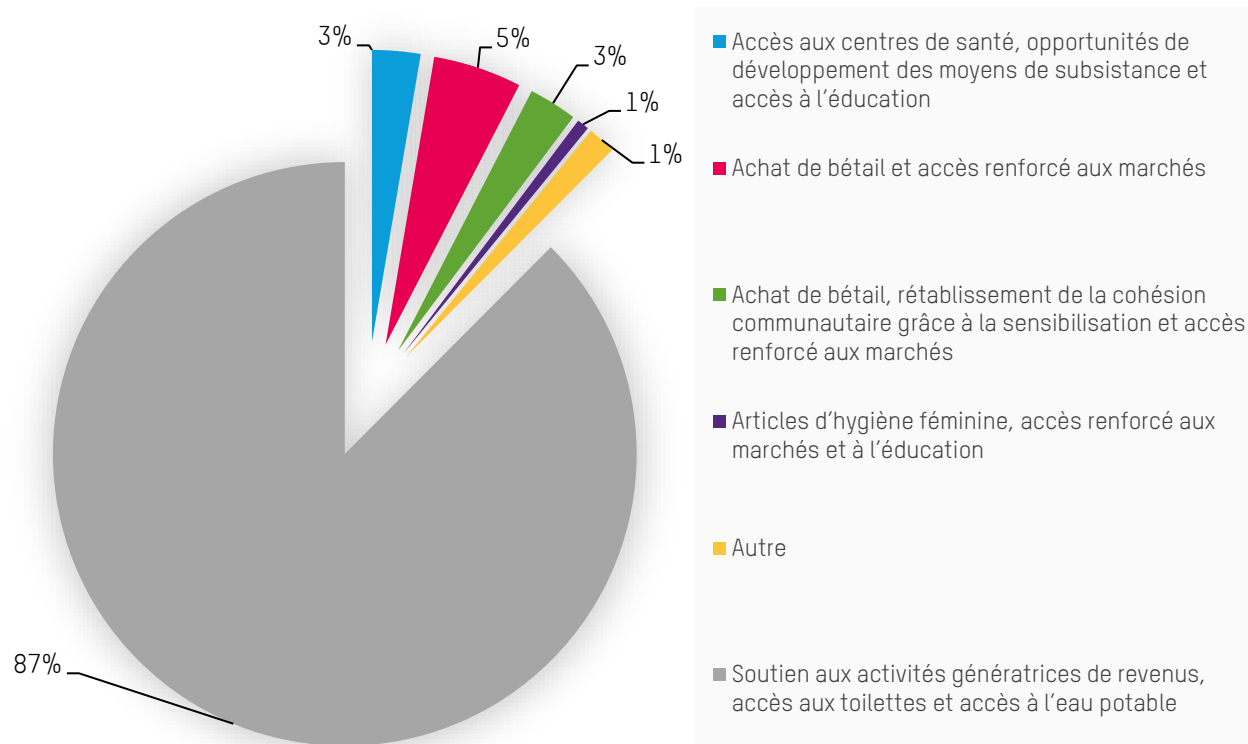


Figure 43 : type d'aide dont votre famille et vous avez le plus besoin

Les besoins évoqués ont différé d'un groupe de discussion à l'autre. Outre l'accès à la nourriture, à l'eau et aux services de santé gratuits, les participants adultes ont souhaité la construction de logements et les enfants ont souhaité la construction d'écoles. Les enfants ont aussi réclamé la gratuité de la scolarité ainsi que des vêtements, des fournitures scolaires et d'autres éléments scolaires essentiels, comme des sacs à dos, des livres, des stylos et du papier. Les adolescents et les adultes désiraient davantage de formations professionnelles et d'activités génératrices de revenus. La plupart des adultes souhaitent également disposer d'outils agricoles et de semences, en plus des distributions alimentaires. Parmi les demandes exprimées le plus souvent, aussi bien par les groupes de femmes, d'hommes, de garçons que de filles, on peut citer la paix, la sécurité et la fin des agressions sur les routes. Concernant les articles non alimentaires, ce sont les vêtements, les jerrycans, les seaux et les ustensiles de cuisine qui ont le plus souvent été évoqués.

8 INTERVENTION HUMANITAIRE

Les ONG internationales et les Nations unies ont dû renforcer leurs opérations en RDC sans disposer du financement nécessaire, ce qui s'est traduit par une intervention très retardée. La plupart des ONG internationales et des organismes des Nations unies présents dans la province du Kasai sont arrivés entre juin et septembre 2017. Ainsi, la communauté n'a pas bénéficié d'une réponse adéquate pendant près d'une année après le début de la situation d'urgence. Dans la région du Kasai dans son ensemble, la province du Kasai est la moins capable de réagir aux crises. L'inaction du gouvernement à Kinshasa et la faible présence d'ONG au niveau local n'aident en rien à améliorer la situation. De plus, les organisations qui travaillent sur place et sont

au fait de l'instabilité de la zone n'ont pas les moyens de mettre en œuvre des actions humanitaires à grande échelle.

Des systèmes de coordination ont été mis en place, mais les groupes ne se réunissaient pas tous de façon régulière en octobre 2017. La coordination entre les nombreux acteurs humanitaires pourrait être améliorée sur toute la ligne, notamment en ce qui concerne les programmes liés au genre. Il est nécessaire de soutenir les deux organisations locales qui travaillent sur les droits des femmes⁴⁹ et de s'impliquer davantage dans leurs actions. Elles ont été parmi les premières à réagir, avec d'autres ONG locales, et ont commencé à mener des activités de sensibilisation et d'aide aux survivants de violences liées au genre bien avant le début de la crise. Cependant, comme d'autres ONG locales, les ressources financières dont elles disposent sont loin d'être suffisantes et leurs capacités sont limitées.

Au cours de l'analyse, il est apparu important de soutenir le groupe de travail sur les violences liées au genre, dirigé par la Division en charge du genre, de la famille et de l'enfance, auquel seules des organisations locales prenaient part au moment de l'étude. La plupart des organisations accusent un certain retard en matière d'intégration de la prévention des violences liées au genre et de l'atténuation des risques dans le cadre du travail humanitaire. Très peu d'organisations travaillent directement sur les violences liées au genre et les capacités des ONG locales sont limitées. Dans l'ensemble, les interventions ne suffisent pas à répondre aux besoins immenses dans la province. En outre, les besoins spécifiques des femmes, des hommes, des garçons et des filles n'ont pas été suffisamment pris en considération.

9 CONCLUSION

L'analyse de genre menée dans les cinq zones de santé de la province du Kasai montre que la crise a exacerbé les vulnérabilités dans une province qui était déjà très pauvre, ce qui a donné lieu à une augmentation de l'insécurité alimentaire et des risques sanitaires, et a eu des effets sur les moyens de subsistance, les infrastructures WaSH et les niveaux d'éducation, qui étaient déjà limités. Comme d'autres crises, cette crise a affecté les hommes, les femmes, les garçons et les filles de façons différentes. L'analyse de genre donne une idée plus précise des besoins spécifiques des divers groupes et de leurs rôles, et permet de mieux comprendre comment ces groupes accèdent aux ressources et les contrôlent. Même si le conflit s'est calmé, les femmes, les hommes, les garçons et les filles sont toujours confrontés à des problèmes de sécurité. Le premier conflit à avoir touché cette région depuis des décennies a laissé un climat de peur. L'aide humanitaire est absolument nécessaire et les réponses apportées actuellement sont insuffisantes. Les détenteurs d'obligations devront améliorer leurs actions afin de mieux répondre aux divers besoins des quatre groupes étudiés. Nous espérons que les recommandations ci-après seront utiles aux programmes humanitaires d'Oxfam, à ses partenaires et à d'autres organisations, ainsi qu'à l'ensemble des personnes concernées par l'intervention humanitaire, et leur permettront de mieux répondre aux besoins des divers membres de la communauté.

10 RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Bailleurs de fonds

- Allouer des ressources financières pour l'intégration de la dimension de genre dans tous les programmes humanitaires, y compris la prévention des violences liées au genre, de l'exploitation et des abus sexuels, et la mise en œuvre d'interventions fondées sur le genre.
- Allouer plus de financement pour la réponse, en particulier en matière de sécurité alimentaire et moyens de subsistance d'urgence (EFSL).

ONG internationales

- Assurer une approche coordonnée entre le gouvernement, le système des Nations unies et les ONG locales, nationales et internationales pour répondre aux besoins WaSH et EFSL.
- Renforcer la coordination, le plaidoyer, la sensibilisation et la collaboration sur les questions de genre, de violences liées au genre et d'autonomisation des femmes.
- Faire en sorte que les agences des Nations unies concernées offrent des possibilités de renforcement des capacités aux ONG locales et au gouvernement concernant l'intégration de la dimension de genre, les actions centrées sur le genre et les considérations relatives aux violences liées au genre.

- Donner la priorité aux actions focalisées sur le genre, à la prévention des violences liées au genre et à la promotion du leadership des femmes.
- Soutenir un plus grand nombre d'organisations de défense des droits des femmes et de groupes de femmes en tant qu'agents du changement dans les communautés et en tant que leaders dans la mise en place de mécanismes de protection, de participation et de leadership des femmes, notamment une sensibilisation aux droits des femmes à l'échelle provinciale.
- Mettre l'accent sur les besoins à court et à long terme pour améliorer la résilience et réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide.

ONG internationales, nationales et locales

- Intégrer les considérations de genre et la prévention des violences liées au genre et de l'exploitation et autres abus sexuels dans l'ensemble des interventions humanitaires.
- Mettre en œuvre des initiatives qui renforcent la voix des femmes et leur participation à tout programme humanitaire par les formations et le renforcement des capacités ciblant les femmes, la sensibilisation des hommes et des garçons, et en s'appuyant sur les groupes de femmes existants, etc.
- Étendre les pratiques de ciblage aux communautés d'accueil, aux femmes et aux ménages qui ont à leur tête des femmes ou des enfants.
- Introduire des initiatives d'information et de sensibilisation sur les droits des femmes et des filles.
- Soutenir et élargir les groupes d'entraide féminins.

Recommandations à court, moyen et long terme spécifiques à certains secteurs

Recommandations relatives aux interventions WaSH, adressées à tous les acteurs WaSH

- Mobiliser les femmes, les filles, les hommes et les garçons séparément dans la conception des latrines et des espaces de toilette, près des logements ainsi qu'à une certaine distance.
- S'assurer que la conception des latrines intègre des mesures de sécurité telles que des serrures et une distance suffisante pour préserver l'intimité de chacun.
- Veiller à ce que les femmes et les hommes participent à l'identification de sites sûrs et accessibles pour les pompes à eau et les installations sanitaires.
- Former les femmes et les hommes à l'utilisation et à l'entretien des installations.
- Distribuer des trousseaux d'hygiène féminine aux femmes et aux filles (elles peuvent inclure des protections hygiéniques, des sous-vêtements, du savon et des lampes de poche).
- Impliquer les garçons et les hommes dans les programmes relatifs aux consignes d'hygiène et la promotion de l'hygiène pour alléger le travail des femmes et des filles, ainsi que les impliquer dans les tâches ménagères en menant un travail de sensibilisation et en créant des programmes qui s'adressent spécifiquement aux garçons et aux hommes.
- Augmenter le nombre de femmes bénévoles en matière de santé au sein de la communauté et veiller non seulement à la parité dans tous les comités, mais aussi à la participation active des femmes. Faire en sorte que les réunions du comité se déroulent dans des lieux et à des horaires qui conviennent à tous et que les femmes bénéficient d'un soutien spécifique, tout en sensibilisant les hommes aux besoins des femmes.
- Assurer la participation active des femmes et leur leadership dans les comités de gestion de l'eau et suivre leur participation de manière continue.
- Distribuer des articles non alimentaires, notamment des jerrycans, des vêtements et des ustensiles de cuisine, à tous les ménages, en particulier aux personnes déplacées internes et aux familles d'accueil.

Recommandations relatives aux interventions de sécurité alimentaire et moyens de subsistance d'urgence, adressées à tous les acteurs de ce secteur

- Prévoir des distributions générales de nourriture et de semences dans tous les villages.

- Veiller à ce que les ménages polygames reçoivent davantage d'aide humanitaire en ciblant les épouses en tant que chefs de différents ménages et le mari en tant qu'individu.
- Assurer l'enregistrement des ménages dirigés par des femmes et distribuer des aliments supplémentaires pour les nourrissons, les personnes âgées, les femmes enceintes et allaitantes, et les filles. La sélection des femmes bénéficiaires doit être justifiée et expliquée aux hommes pour réduire le risque de violence domestique pour les femmes.
- Veiller à ce que les sites de distribution de nourriture soient sécurisés et accessibles à tous, dans des lieux et à des horaires adéquats.
- Assurer un soutien ciblé aux groupes d'entraide des femmes, y compris en octroyant des subventions aux petites entreprises, et, en parallèle, faire participer les hommes et les jeunes à des programmes relatifs aux moyens de subsistance et les inciter à soutenir leur conjoint.
- Mettre en place des interventions d'argent contre nourriture incluant des groupes informels féminins et alléger la charge des responsabilités des femmes au sein des ménages en encourageant les hommes à s'occuper des activités de soin en échange de transferts monétaires.
- Créer des opportunités génératrices de revenus pour les hommes et les jeunes afin de remédier à la perte de leurs moyens de subsistance et de les empêcher de rejoindre des groupes armés ou des voies criminelles et de tomber dans des mécanismes d'adaptation négatifs, ainsi que pour prévenir la violence domestique.
- Promouvoir l'agriculture maraîchère sur les parcelles familiales et fournir des outils et des semences (en donnant la priorité aux ménages dirigés par des femmes et aux ménages les plus vulnérables).
- Accroître l'accès aux champs, soit en plaidant pour un renforcement de la sécurité ou en aidant les communautés à trouver d'autres champs dans des zones plus sûres, et en fournissant des outils et des semences.

Recommandations relatives aux interventions dans le secteur de l'éducation, adressées à tous les acteurs de ce secteur

- Améliorer les infrastructures scolaires existantes et distribuer de la nourriture à l'école et des kits scolaires (sacs à dos, livres, stylos et fournitures) aux élèves.
- Créer et construire des écoles primaires et secondaires d'urgence dans les villages où les écoles ont été brûlées ou détruites, et inclure des installations WaSH pour les garçons et les filles, proportionnellement à leur nombre.
- Améliorer les taux de scolarisation des filles en fournissant de l'argent pour l'éducation et en mettant en œuvre d'autres mesures ciblées.
- Augmenter le nombre d'enseignantes qualifiées dans les écoles.
- Proposer des cours d'alphabétisation aux femmes et aux filles.
- Offrir des qualifications professionnelles aux adolescentes-mères.
- Faire en sorte que les acteurs de la protection de l'enfance proposent des programmes d'autonomisation pour éviter le mariage précoce des filles, en les sensibilisant à leurs droits fondamentaux et en proposant des programmes éducatifs sur la santé et l'éducation sexuelle.
- Faire également en sorte que ces acteurs apportent un soutien aux jeunes filles qui se sont déjà mariées, en leur donnant la possibilité de terminer ou de poursuivre leurs études.
- Éduquer les familles pour défaire les stéréotypes et faire évoluer les attitudes qui se traduisent par des mariages précoces, en insistant sur la contribution qu'une fille instruite peut apporter à sa famille.
- Sensibiliser les chefs religieux et les leaders communautaires au sujet des conséquences négatives du mariage précoce et des relations polygames.

Recommandations relatives aux interventions dans le secteur de la santé, adressées à tous les acteurs de ce secteur

- Garantir un accès gratuit aux services de santé primaires pour les personnes les plus vulnérables, y compris les personnes déplacées internes, les ménages dirigés par une femme ou les familles monoparentales, et fournir des informations dans les langues locales aux femmes et aux hommes sur les services de santé disponibles et leur localisation.
- Former des sages-femmes traditionnelles.

- Distribuer régulièrement des trousseaux d'hygiène féminine aux filles et aux femmes, et des kits de santé contenant des médicaments contre les maladies mortelles évitables aux ménages qui ne disposent pas d'accès aux soins de santé.
- Améliorer la santé sexuelle et reproductive des filles et des femmes en leur permettant d'accéder à des services gynécologiques, et sensibiliser les femmes, les hommes, les filles et les garçons à la prévention de la grossesse et aux méthodes contraceptives culturellement acceptables.

Recommandations relatives aux interventions dans le secteur de la protection, adressées à tous les acteurs de ce secteur

- Veiller à sensibiliser les trois groupes ethniques (Tuba, Tchokwé et Pende) afin qu'ils cohabitent de manière pacifique.

Violences liées au genre

- Plaider en faveur de l'accès gratuit aux services, fournir des informations aux survivants de violences liées au genre sur les services d'intervention en place et les orienter vers les services appropriés.
- Renforcer les structures existantes de prévention et de réponse aux violences liées au genre, proposer notamment un soutien psychosocial, une assistance juridique et un abri sûr aux survivants de violences liées au genre, et former les prestataires de services de santé et communautaires à l'écoute et au soutien psychologique.
- Assurer l'intégration des interventions en matière de violences liées au genre à travers des actions humanitaires.
- Demander aux acteurs de la protection de renforcer les systèmes d'orientation pour aider les femmes, les filles, les garçons et les hommes qui ont subi des violences liées au genre ou qui ont besoin d'un soutien psychosocial et de collaborer avec des acteurs d'autres secteurs pour renforcer la prévention et la réduction des risques dans tous les secteurs, conformément aux recommandations du Comité permanent interorganisations de 2015 sur les violences liées au genre⁵⁰.
- Former tous les acteurs humanitaires aux problématiques de violences liées au genre et d'exploitation et autres abus sexuels.
- Sensibiliser les communautés aux violences liées au genre et à l'exploitation et autres abus sexuels, en s'adressant aux populations dans leur langue.
- Adopter des stratégies ciblant les hommes et les garçons pour les encourager à militer contre les violences liées au genre et à promouvoir les droits des femmes.
- Plaider pour une meilleure application de la loi en relation avec la polygamie et le mariage précoce.
- Éclairer la communauté sur la primauté du droit constitutionnel par rapport au droit coutumier.

Leadership des femmes : recommandations pour tous les acteurs

- Assurer le renforcement des capacités en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes en impliquant les femmes, les hommes, les filles et les garçons.
- Garantir des espaces pour le leadership et la représentation des femmes au niveau communautaire.
- Veiller à ce que les femmes qui participent à la fois au travail productif et au travail domestique ne soient pas surchargées de travail, en mobilisant les hommes et les garçons ou en fournissant de l'argent contre la prestation de soins.
- Assurer le renforcement des capacités en matière de droits des femmes.

Références

Agence française de développement (2016). *Profil Genre République Démocratique du Congo*.

Téléchargé sur le site <https://www.afd.fr/fr/profil-genre-afrique>

Al Jazeera (2017). *US threatens sanctions on anyone delaying DR Congo vote*. <http://www.aljazeera.com/news/2017/07/threatens-sanctions-delaying-dr-congo-vote-170711214545803.html>

K. Berwouts (2017). *Trench war: The factions that make up DR Congo's fragmented landscape*. *African Arguments*. <http://africanarguments.org/2017/06/15/the-factions-that-make-up-the-dr-congo-fragmented-political-mosaic/>

W. Clowes (2017). *Briefing: The conflict in Kasai, DRC*. IRIN News. <https://www.irinnews.org/analysis/2017/07/31/briefing-conflict-kasai-drc>

L. Davis, P. Fabbri et I.M. Alphonse (2014). *Profil du pays en matière d'égalité de genre RDC*. <https://www.lauradavis.eu/wp-content/uploads/2014/07/Profil-genre-2014-RDC.pdf>

K. de Freytas-Tamura (2017). *Who's in Congo's Mass Graves? And Why Are Soldiers Guarding Them?* *The New York Times*, 28 July 2017. <https://www.nytimes.com/2017/07/28/world/africa/congo-kasai-kabila-militia-graves.html>

La Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (DG ECHO) (2017). *Democratic Republic of Congo – Tanganyika province – IDPs (DG ECHO, UN OCHA) (ECHO Daily Flash of 7 June 2017)*. <http://erccportal.jrc.ec.europa.eu/ECHO-Flash/ECHO-Flash-List/vy/2017/mm/6>

FocusEconomics (2017). *DR Congo Economic Outlook*. <https://www.focus-economics.com/countries/dr-congo>

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2016). *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture : Changement climatique, agriculture et sécurité alimentaire*. <http://www.fao.org/publications/sofa/2016/fr/>

Cluster Sécurité alimentaire *DR Congo: crisis in the provinces of Kasai, Central Kasai, Eastern Kasai, n° 1, May 2017*. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/wfp292097.pdf>

Global Protection Cluster, Sous-Cluster VBG (2017). *Gender Based Violence Situation And Response In The Democratic Republic Of Congo (DRC): The Kasai Crisis*. http://www.globalprotectioncluster.org/assets/files/field_protection_clusters/Democratic_Republic_Congo/files/gbvsc_update-on-kasai.en.pdf

Global Protection Cluster, Sous-Cluster VBG (2017). *RDC : Evaluation de la situation et de la réponse aux violences basées sur le genre dans la crise du Kasai (Kasai Central, Kasai Oriental et Kasai)*. Mai-août 2017 https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/rapport_evaluation_sc_vbg_-_grand-kasai_vf.pdf

Human Rights Watch (2017). *Democratic Republic of Congo in Crisis*. <https://www.hrw.org/blog-feed/democratic-republic-congo-crisis>

Human Rights Watch (2017). *RD Congo : L'UE et les États-Unis sanctionnent de hauts responsables. L'ONU et l'UA devraient élargir leurs mesures contre les auteurs d'atteintes aux droits humains, et faire pression pour des élections crédibles*. <https://www.hrw.org/fr/news/2017/06/01/rd-congo-lue-et-les-etats-unis-sanctionnent-de-hauts-responsables>

Institut National de la Statistique (INS) et UNICEF (2011). *Enquête par grappes à indicateurs multiples – RDC (2010): Résultats préliminaires*. https://www.unicef.org/drcongo/french/MICS_RDC_2010.pdf

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) Development Centre, Social Institutions and Gender Index (SIGI) (2017). *What is SIGI?* <http://www.genderindex.org/>

Oxfam (2017), *Tshikapa Rapid Evaluation Report*. Juin 2017.

S. Rolley (2017). *RDC : Violences au Kasai. Chapitre 3 : Les Nations-Unies face à la crise*. <http://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chap-03/index.html>

L. Schlein (2017). *UN: Destruction, Human Suffering Acute in DRC's Kasai Region*. VOA News. <https://www.voanews.com/a/democratic-republic-of-congo-kasai-region/4020788.html>

UNICEF (2017). *Education in the Greater Kasai: 150,000 children need emergency support*. https://www.unicef.org/media/media_96397.html

Centre d'actualités de l'ONU (2017). *DR Congo: UN report indicates Government participation in ethnic massacres in Kasai*. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=57309#.WbfuS7KGPIU>

Centre d'actualités de l'ONU (2017). *DRC's Kasai region one of world's 'largest displacement crises' for children – UNICEF*. <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=57281#.Wbe177KGPIU>

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) (2017). *RDC: Zeid appelle à une enquête internationale sur les violations massives des droits de l'homme dans les Kasai* <http://ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21714&LangID=E#sthash.BF2HTPUZ.dpuf>

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) (2017). *RDC: Victims' harrowing accounts indicate Government complicity in ethnic-based massacres in Kasai – UN report*. <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=21937&LangID=E>

Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) (2016). *Human Development Report 2016. Human Development for Everyone. Briefing note for countries on the 2016 Human Development Report: Congo (Democratic Republic of the)*. http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/COD.pdf

OCHA, (2017). *Flash Appeal*. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2017_Flash_Appeal_DRC_fr_final26042017.pdf

OCHA (2017). *Urgence complexe dans la région des Kasai, R.D. Congo. Rapport de situation No. 7 (en date du 31 mai 2017)* <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/complex-emergency-kasai-region-dr-congo-situation-report-no-7-31>

OCHA (2017). *West and Central Africa: Weekly Regional Humanitarian Snapshot (23–29 May 2017)*. <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/External%20Weekly%2023%20-%2029%20May%202017.pdf>

OCHA (2017). *R.D. Congo - Rapport de situation No.12 Urgence complexe dans la région du Kasai (25 août 2017)* <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo/document/dr-congo-situation-report-n%C2%B012-complex-emergency-kasai>

OCHA (2017). *Urgence complexe dans la région du Kasai, R.D. Congo. Rapport de situation No.14 (en date du 23 octobre 2017)*. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/urgence-complexe-dans-la-r-gion-des-kasa-rd-congo-rapport-de-7>

OCHA (2017). *Level 3 Response in the DRC Priority Requirements OCHA*. Source fournie directement par l'OCHA

OCHA (2015). *Aperçu des besoins humanitaires 2016 – République démocratique du Congo*. <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/democratic-republic-congo/document/rdc-aper%C3%A7u-des-besoins-humanitaires-2016>

OCHA (2016). *Aperçu des besoins humanitaires 2017 – République démocratique du Congo*. <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/democratic-republic-congo/document/rdc-aper%C3%A7u-des-besoins-humanitaires-2017>

Programme alimentaire mondial (2017). *Kasai (DRC) emergency*. <http://www1.wfp.org/emergencies/kasai-emergency>

Annexe 1 : entretiens avec des informateurs clés

	Affiliation	Informateur
Organisations locales	ADEDEFO (Association pour la défense des droits des enfants, des femmes et des opprimés)	Philomène Muamba
	DINAFET (Dynamique Femmes Travail)	Christine Mbalo
	CADEFA (Centre d'appui au développement de la femme en action)	Julienne Lombe (secrétaire-trésorière) Martin Mbamba Njimbo (secrétaire exécutif)
	COPROMOR (Centre œcuménique pour la promotion du monde rural)	Dieudonné Lovua Mujito
	CARITAS Luebo	Dady Llunga
	AJID (Association des jeunes islamiques pour le développement)	Ismaël Mudada
	AMOR (Association des amis du monde rural)	Jean Ingomba
	CEMEA (Centre d'entraide médicale pour les enfants abandonnés)	Louis Mbelapay Mondjoko
	CAJEM (Centre d'assistance judiciaire et psychosociale mère et enfants)	Kabedi Mbula Adele et Natalie Elamenji (assistants psychosociaux)
Organisations internationales	Médecins Sans Frontières (MSF)	Mario Lopez (thérapeute)
	Handicap International	Alice Repesse et Gaby Kasereka (lors d'une réunion sur le thème de la protection)
Dirigeants locaux	Les mamans musulmanes	Bangoula Sauda (président) Chabu Alima (secrétaire)
	Fédération des mamans mennonites	Adolphine Tshiana (présidente)
	Leaders des associations de femmes Shimbi Ja Pwo = La parole de la femme	Damienne Musenu Ngalula (présidente)
	AMACO (Association mamans commerçantes du Congo)	Valeriane Mutata Buloba (présidente)
	École technique industrielle et professionnelle Maman Olive – Lembe	Nkanku Remys (directeur général)
	Lycée de filles de Tshikapa	Sœur Elizabeth Mbuyi
	Église catholique St Antoine	Abeleon Kalambayi Nsumbu (prêtre)
	Hôpital de Kanzala	Marie Jose Muema (infirmière)
	Hôpital de Tshikapa	Josephine Mubanda Kileza (infirmière)

Gouvernement	Ministère des Affaires humanitaires et Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant	Tchoko Kwete (ministre)
	Procureur	Yanyi Ya Mukanga Francois
	Division des affaires sociales	Martin Kabongo (chef de bureau)
	Division en charge du genre, de la famille et de l'enfance	Davidson Kayembe (chef de bureau)
	Division de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel	Wivine Mudenkoko Yimbu (chef de bureau) (lors d'une réunion sur les données de l'éducation)
Nations unies	HCR	Denis Oulai (coordinateur du groupe de protection)
	OCHA	Watts Munang James (chef de bureau)
	UNICEF	Ibrahima Diarra (spécialiste de la protection de l'enfance) Paul Luyinu (responsable Éducation et chef du groupe de protection)
Oxfam	Ingrid Kamikazi (personnel de soutien humanitaire, renforcement des capacités)	
	Morris Kolubah (responsable de programme)	
	Constant Mboka Ngele (spécialiste Sécurité alimentaire et moyens de subsistance d'urgence)	
	Evariste Mulumba (responsable administratif et ressources humaines)	
	Modeste Mirindi (personnel de soutien humanitaire, coordinateur WaSH)	
	Evariste Kimba (responsable de la protection)	

Notes de fin

- Oxfam ne travaille pas sur cette problématique, mais toutes les informations recueillies et analysées doivent être partagées, en espérant que les recommandations seront utiles aux acteurs du secteur de l'éducation.
- Oxfam ne travaille pas sur cette problématique, mais toutes les informations recueillies et analysées doivent être partagées, en espérant que les recommandations seront utiles aux acteurs du secteur de la santé.
- Comité permanent interorganisations (2015). *Guidelines for Integrating Gender-Based Violence Interventions in Humanitarian Action: Reducing risk, promoting resilience and aiding recovery*. https://gbvguidelines.org/wp/wp-content/uploads/2015/09/2015-IASC-Gender-based-Violence-Guidelines_lo-res.pdf
- OCHA (2017). *Democratic Republic of the Congo: Key figures. Humanitarian Update 2018 and Priority Requirements L3*. <http://www.unocha.org/drc>
- <http://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/fr/cd/cd001fr.pdf>
- Mo Ibrahim Foundation (2017). *2017 Ibrahim Index of African Governance: Index Report*. http://s.mo.ibrahim.foundation/u/2017/11/21165610/2017-IIAG-Report.pdf?_ga=2.34450337.1882450301.1511331614-1858539648.1511155962
- Union interparlementaire (2017). Les femmes dans les parlements nationaux. <http://archive.ipu.org/wmn-e/classif.htm>

- 8 Government of DRC, US Agency for International Development (2014). *Democratic Republic of Congo Demographic and Health Survey 2013–14: Key findings*. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/SR218/SR218.e.pdf>
- 9 Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Human Development Reports. *Democratic Republic of the Congo: Human Development Indicators* (consulté le 28 septembre 2017). <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/COD>
- 10 Agence Congolaise de Presse (2016). *La féminisation de la pauvreté en RDC s'explique par la montée de la discrimination*. <http://acpcongo.com/acp/la-feminisation-de-la-pauvrete-en-rdc-sexplique-par-la-montee-de-la-discrimination/>
- 11 République démocratique du Congo, USAID (2014). *Deuxième enquête démographique et de santé (EDS–RDC II 2013–2014)*. http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/FR300_0.pdf
- 12 Banque mondiale. *Ratio filles/garçons des inscriptions au secondaire (%)*. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.ENR.SECO.FM.ZS?locations=CD&view=chart>; <https://data.worldbank.org/indicateur/SE.ENR.PRSC.FM.ZS>
- 13 Radio Okapi (2014). *RDC: les multiples affectations des frais scolaires*. <https://www.radiookapi.net/actualite/2014/09/09/rdc-les-multiples-destinations-prennent-les-frais-scolaires>
- 14 Gouvernement de RDC, USAID (2014). *Deuxième enquête démographique et de santé (EDS–RDC II 2013–2014)*, op. cit.
- 15 *Aperçu des besoins humanitaires 2017– République démocratique du Congo*. OCHA, décembre 2016. https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/drc_hno_2017_1.pdf
- 16 Albutt, K., J. Kabanga et M. VanRooyen. *Stigmatisation and rejection of survivors of sexual violence in eastern Democratic Republic of the Congo. Disasters*, 30 May 2016.
- 17 International Men and Gender Equality Survey (2014). *Gender Relations, Sexual and Gender-Based Violence and the Effects of Conflict on Women and Men in North Kivu, Eastern Democratic Republic of the Congo*. <https://promundoglobal.org/wp-content/uploads/2014/12/Gender-Relations-Sexual-and-Gender-Based-Violence-and-the-Effects-of-Conflict-on-Women-and-Men-in-North-Kivu-Eastern-DRC-Results-from-IMAGES.pdf>; W. Storr (2011). *The rape of men: the darkest secret of war*. *The Guardian/Observer*. <https://www.theguardian.com/society/2011/jul/17/the-rape-of-men>; BBC News (2017). ‘We need to talk about male rape’: DR Congo survivor speaks out. <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-40801782>
- 18 HCDH (2017). *Report of a Mission of the United Nations High Commissioner for Human Rights– accounts of Congolese fleeing the crisis in the Kasai region, in the Democratic Republic of the Congo*. <http://www.ohchr.org/EN/Countries/AfricaRegion/Pages/CDReports.aspx>
- 19 OCHA (2017), *Urgence complexe dans la région des Kasai; R.D. Congo. Rapport de situation no.14*. <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/urgence-complexe-dans-la-r-qion-des-kasai-rd-congo-rapport-de-7>
- 20 D'après l'évaluation des besoins menée par Oxfam en mai 2017, l'agriculture fournit 75 % des apports alimentaires de la région des Kasai.
- 21 Gouvernement de la RDC (2014). *Democratic Republic of Congo Demographic and Health Survey 2013–14: Key findings*, op. cit.
- 22 Des représentants des autorités locales ont fourni directement à l'équipe sur le terrain les informations démographiques et les estimations du nombre de personnes déplacées.
- 23 Les agents n'ont pas inclus les 9 % restants, car ils parlaient aussi bien français que lingala.
- 24 OCHA (2017). *Democratic Republic of the Congo: Key figures*, première page du site <http://www.unocha.org/drc>
- 25 Programme alimentaire mondial (2017). *Kasai (DRC) emergency*. <http://www1.wfp.org/emergencies/kasai-emergency>
- 26 ‘Une adaptation sauvage, par exemple deux mangues par jour.’
- 27 Les choix de réponses étant : a) épouse/femme ; b) mari/homme.
- 28 ‘L'homme ne donne pas l'argent a toutes les familles également, pour la plupart des cas c'est que la dernière femme.’
- 29 ‘Les hommes au Kasai utilise la polygamie pour utiliser les femmes comme unité de production.’
- 30 ‘Il n'y a que des menaces.’
- 31 ‘Les femmes et les filles sont plus exposées au risque pour la sécurité associée à la distance, beaucoup des risques à cause de la distance.’
- 32 ‘Tout est limité à cause de la destruction et la crainte d'être violé en route seule.’
- 33 ‘Les enfants qui était dans des milices (filles et garçons) ont besoin d'un appui psychosocial à cause de l'enlèvement par force, et toutes les autres choses qu'ils ont vu ou fait, et même moi pour ce que j'ai entendu.’
- 34 ‘Les hommes ont perdu leur pouvoir en tant que hommes.’

-
- 35 'Oui, nos maries préfère éduquer les garçons que les filles, sur 100% d'un ménage la scolarisation des filles représente 10 %'.
- 36 Sous-Cluster VBG (2017). *Rapport d'évaluations sur les violences basées sur le genre (VBG) dans la crise de la région de Kasai*.
https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/rapport_evaluation_sc_vbg_-_grand-kasai_vf.pdf
- 37 Projet Femme au Fone (2014). *Un Silence coupable : Les violences domestiques à l'égard des femmes en République Démocratique du Congo*. http://deboutcongolaises.org/wp-content/uploads/2017/04/violences_domestiques_rdc_-_Rapport-FemmAuFone.pdf
- 38 Il était possible de fournir plusieurs réponses à certaines questions de cette étude, notamment pour répondre à cette question sur les principaux risques. Ainsi, certains risques ont été cités plusieurs fois. Par exemple, les actes de harcèlement et les violences domestiques apparaissent dans deux zones différentes du diagramme circulaire.
- 39 Les participants aux discussions de groupes n'ont pas précisé les types de menaces rencontrés.
- 40 'Actuellement ils se font sans pudeur, sans être inquiète.'
- 41 'Avec la crise, les hommes enlèvent la fille de force et on l'amène à la maison pour le mariage, inclus les femmes déjà mariées avec ses enfants.'
- 42 'Ca c'est l'esclavage sexuel.'
- 43 'L'homme décide sur les fréquentations des enfants à l'école, sur le mariage des enfants; seulement l'homme, pas la femme. Même d'autres problèmes toujours lui, pas la femme.'
- 44 'L'homme est l'autorité dans sa maison.'
- 45 'Les femmes n'ont aucun pouvoir de décision dans notre culture.'
- 46 'Dans le Kasai – l'homme reste supérieur.'
- 47 'Actuellement c'est nous qui décidons.'
- 48 'Sur le plan économique les hommes savent que sans la femme, ils (ne) peuvent rien.'
- 49 CAJEM et ADEDEF0.
- 50 Comité permanent interorganisations (2015). *Guidelines for Integrating Gender-Based Violence Interventions in Humanitarian Action*, op. cit.